

TOM THOMAS

**NÉCESSITÉ ET POSSIBILITÉ
DU COMMUNISME**

*« Manque d'imagination : on n'entrevoit en général
ni ce qui est nécessaire ni ce qui est possible. »*

Victor Serge - 5 décembre 1941

AVERTISSEMENT

Abréviations utilisées dans cet ouvrage

A: capital argent (A' ce capital augmenté de la pl réalisée)

Cc: capital constant, somme du capital fixe (machinerie, bâtiments) et du capital qui achète les intrants (matières premières ou semi-finies, énergie)

Cv: capital variable, part du capital qui achète la force de travail (coût salarial, ou «travail nécessaire», part de son travail qui revient à l'ouvrier pour acheter les biens nécessaires à son existence).

M: marchandise

pl: plus-value, part du travail vivant (ou surtravail) absorbé par la marchandise M et approprié par le capital

Pour les citations de Karl Marx

Pour *Le Capital*: K. suivi de I, II, III pour les livres, et 1, 2, 3, pour les tomes

Pour *Les Grundrisse*: Gr. 1 et Gr. 2.

Pour *L'Idéologie allemande*: I.A.

Pour *Les Théories sur la plus-value*: TPV, 1, 2, 3 pour les tomes

Pour les citations de l'auteur

Pour *L'Hégémonie du capital financier et sa critique* (Albatroz, 1999): Crise n°1

Pour *La Crise chronique ou le stade sénile du capitalisme* (Contradictions, 2004): Crise n°2

Pour *La Crise. Laquelle? Et après?* (Contradictions, 2009): Crise n°3

Pour *Démanteler le capital ou Être broyés* (Page Deux, 2011): Crise n°4

INTRODUCTION

Que révèle la crise? Comment en sortir? Quel peut être l'avenir? Ce sont des questions que tout le monde se pose. Les uns parce qu'ils craignent pour leur situation. Les autres parce qu'ils l'ont perdue, ou vont la perdre, ou – les jeunes – n'en trouveront pas, sinon de tellement mauvaises, précaires, misérables.

Les « élites » dirigeantes, la nomenklatura des politiciens et idéologues médiatisés, ont déversé, et déversent quotidiennement, par tous les canaux d'informations existants, leurs explications sur les causes de la crise et les remèdes qui selon eux en découlent. Certes, tous n'ont pas exactement les mêmes opinions. On n'évoquera pas ici les plus grossières qui, nauséabondes et bestiales, rejettent sur l'étranger la cause de la misère et du chômage. Mais quant aux autres, on rappellera que toutes ces analyses, qu'elles soient dites de droite ou de gauche, ont au moins deux points communs essentiels, qui déterminent l'échec de leurs conclusions quant aux possibilités et moyens de sortir de cette crise.

Le premier est qu'elles ne creusent pas jusqu'aux fondements de la crise, qui est dans les rapports d'appropriation (donc de production) spécifiques au système capitaliste. Les économistes réputés car médiatisés, d'apparence sérieuse, ne proposent en général que des analyses superficielles qui ont pour caractéristique générale de présenter des conséquences du système capitaliste comme les causes fondamentales de ses blocages. Par exemple quand ils ciblent la finance « trop » exubérante, la mondialisation « trop » libérale, les écarts de revenus et de patrimoines « trop » importants, etc. Ils ignorent pourquoi il y a blocage de la croissance (c.-à-d. de l'accumulation du capital). C'est ce que nous rappellerons brièvement chapitre 1. Et ils ignorent aussi ce que cette crise révèle de la situation historiquement spécifique du capitalisme contemporain, à savoir qu'il est

arrivé au bout de sa trajectoire historique, c'est-à-dire des capacités du capital à se valoriser, s'accumuler, se reproduire de façon élargie (ce que désigne l'expression qu'il a atteint l'âge de sa sénilité). Situation spécifique, que nous rappellerons chapitre 2, qui signifie qu'il n'y a pas de sortie de crise dans le cadre d'un capitalisme qui ne peut se survivre que dans une agonie sans fin, sinon son abolition par une révolution politique et sociale. Agonie signifiant ici misère accrue pour des masses de plus en plus nombreuses d'individus, catastrophes écologiques, systèmes étatiques de plus en plus autoritaires et répressifs, guerres permanentes aux quatre coins du globe.

Le deuxième point découle du premier. Se trompant sur les causes essentielles, les « experts » et élites dirigeantes se trompent évidemment aussi sur les remèdes. Tous proposent des potions qui ont pour point commun de prétendre relancer la croissance du capital, donc sa valorisation, alors même que sa situation de sénilité ne le permet plus (contrairement à ce qui fut encore possible après la Seconde Guerre mondiale, et, notamment, mais pas seulement, au prix de cette guerre).

Aujourd'hui de plus en plus nombreux sont ceux qui, gravement touchés par la crise, « s'indignent » des méfaits et tares de la société actuelle. Mais évidemment s'enrager, tonitruer, manifester, lutter ne sert pas à grand-chose si on n'en voit pas les causes profondes, les racines, et si par conséquent on se trompe sur les moyens et la cible de la lutte (ce qui est notamment le cas de tous ceux qui imaginent qu'il suffirait de changer le gouvernement de l'État pour sortir de la crise en « humanisant » le capital!). C'est pourquoi ce livre démontrera que seule l'analyse marxiste permet de donner « la vraie parole de la lutte », parce que seule :

1°) Elle donne une analyse juste, vérifiée par les faits, de la crise dans sa spécificité historique (sénilité du capital), qui permet d'en conclure qu'il y a aujourd'hui nécessité

absolue de sortir du capitalisme, de l'abolir, pour sortir de cette crise (chapitre 3).

2°) Elle montre que cette nécessité est aussi possibilité (chapitre 4) parce que cette analyse révèle aussi que les conditions de cette abolition existent, créées par le développement du capitalisme lui-même, mais aussi étouffées et détruites par lui. Ce qui implique :

3°) Qu'un procès révolutionnaire est nécessaire pour réaliser cette abolition (chapitre 5).

Ce qui est important, et fort utile pour préparer l'avenir, c'est de comprendre qu'il n'y a pas que la catastrophe dans la crise, mais aussi, et surtout, la possibilité d'y trouver le potentiel d'un nouveau grand bond en avant de l'humanité. À condition de ne pas s'engluer dans les illusoires et catastrophiques espoirs de sauver ce capitalisme agonisant que proposent et propagent les politiciens du système étatique, et les idéologues médiatisés, de la gauche de la gauche à la droite de la droite.

Une dernière précision avant de commencer. Le lecteur constatera que ce que j'appelle, après Marx, le « socialisme vulgaire » (par exemple le Front de Gauche en France) est la cible d'une critique particulière dans cet ouvrage. Ce n'est pas parce que je sous-estime le danger néofasciste (en France le FN). Au contraire : c'est qu'on ne peut le combattre que si on trace une ligne de démarcation radicale (c.-à-d. jusqu'à la racine) avec lui. Ce qui implique, entre autres choses, de rompre avec l'idéologie et la pratique étatiste du vieux mouvement ouvrier, laquelle est aussi une caractéristique du fascisme.

1. RETOUR SUR LES CAUSES DE LA CRISE

Sans avoir l'intelligence des causes de la crise on ne peut évidemment pas proposer une voie pour en sortir. Ce travail ayant déjà été fait pour l'essentiel¹, je ne ferai ici qu'en résumer brièvement les grandes lignes, juste le strict nécessaire pour pouvoir parler de l'avenir à partir de la réalité comprise du présent, non comme utopie, mais comme libération et développement des potentialités réellement existantes.

Chaque crise est issue d'un enchevêtrement de divers facteurs et phénomènes qui concourent au blocage de la valorisation², donc de la reproduction élargie, du capital. Mais c'est toujours de ce blocage qu'il s'agit. Donc, c'est toujours dans le procès de production et de réalisation de la plus-value qu'il faut en rechercher les causes profondes, essentielles. Et comme dans le capitalisme moderne cette plus-value est surtout extraite sous sa forme relative³, c'est-à-dire grâce aux progrès de la productivité générale, c'est dans les effets de ce mécanisme que se situe le cœur des difficultés (contradictions) qui finissent par le provoquer.

On sait que l'augmentation de la productivité s'obtient grâce aux progrès de la machinerie (de la science appliquée aux moyens de production), lesquels s'accompagnent de transformations dans l'organisation du travail (concentration des moyens de production, divisions accrues du

¹ Voir mes ouvrages : *Crise* n° 1, 2, 3, et 4.

² Lorsque dans cet ouvrage il est question de blocage ou stagnation de la valorisation du capital, ou encore de sa dévalorisation, il s'agit toujours du capital en général, dans sa globalité, de la caractéristique générale d'une époque. Cela ne veut pas dire que des capitaux particuliers ne se valorisent plus (notamment grâce à la dévalorisation d'autres), ni même qu'il ne puisse exister des phases très provisoires de reprise de l'accumulation mondiale de capital productif.

³ Pour une étude détaillée du mécanisme de la plus-value relative et de ses effets, voir K. I, 2, chapitres 12 à 17.

travail, notamment entre les fonctions intellectuelles et de simple exécution, simplification et accélération des gestes, etc.) dont le taylorisme et le fordisme ont été des archétypes. Ces progrès ne sauraient être séparés de ces transformations qui ont développé une plus grande parcellisation du travail, sa dégradation qualitative, la soumission de l'ouvrier à la machinerie.

Rappelons brièvement le mécanisme général des hausses de productivité puisqu'il est essentiel, de par ses effets sur le long terme, pour comprendre la crise actuelle.

Chaque capitaliste est poussé à augmenter son profit en diminuant ses coûts de production $C_c + C_v$.⁴ Ce faisant en effet, pour une même quantité de travail $C_c + C_v + pl$ (plus-value) employée, produisant donc une quantité de marchandises de même valeur sociale, la pl augmentera. Il faut évidemment que C_c augmente moins que C_v ne diminue du fait de cette mécanisation plus performante. Dit autrement cela signifie que pour un même coût de production $C_c + C_v$, mais dans lequel C_v aura diminué relativement à C_c ,⁵ cette mécanisation améliorée lui permet de produire une plus grande quantité de la même marchandise avec la même quantité de travail $C_v + C_v + pl$.

L'effet tendanciel à long terme des hausses de productivité, que K. Marx a le premier parfaitement mis en évidence, est donc de faire baisser le nombre d'ouvriers dans toutes les branches qui concourent à la production. On ne peut pas dire en effet, comme certains économistes, que la baisse de ceux employés à la production de biens de consommation est compensée par la hausse de ceux qui sont employés à la fabrication des machines puisqu'une machine plus perfectionnée n'est introduite que si elle fait économiser une

⁴ C_c = capital constant, la machinerie et ses approvisionnements ;
 C_v = capital variable, les coûts salariaux (voir abréviations p. 6).

⁵ D'où l'expression plus-value « relative ».

plus grande quantité de travail qu'elle n'en a absorbée pour être construite et qu'elle n'en absorbe (approvisionnement) pour fonctionner.

Certes, les hausses de productivité ont d'abord eu un effet favorable à la valorisation et à l'accumulation du capital. Produire plus d'une marchandise avec la même quantité de travail, c'est produire la même valeur, c'est donc abaisser la valeur de chaque marchandise. Ainsi comme tous les capitalistes vont être obligés par la concurrence de faire de même, ou alors seront éliminés, la valeur sociale des marchandises (et par suite leurs prix réels) s'abaisse⁶. Ce qui a pour effet favorable à la valorisation du capital, premièrement, de ralentir l'augmentation de la valeur de C_c , voire de la diminuer ; deuxièmement et surtout, de permettre, par un certain partage de ces gains de productivité, d'augmenter le niveau de consommation des travailleurs⁷. Tant que les gains de productivité sont importants, ce partage permet d'augmenter à la fois la plus-value qui retourne au capitaliste (donc de maintenir son taux de profit malgré l'accroissement de son investissement en machinerie) et la consommation des masses, ce qui est un élément indispensable pour réaliser la plus-value que les gains de productivité cristallisent dans une quantité toujours accrue de marchandises produites.

Mais ces effets favorables ne durent qu'un temps. Quelle que soit l'augmentation de la masse salariale C_v et de la

⁶ Dans un premier temps le capitaliste le plus performant fait un « profit extra » en vendant ses marchandises au dessus de la valeur à laquelle il les produit. Mais cela ne dure que tant que dure son avance technologique.

⁷ Si la valeur des marchandises qui entrent dans la consommation du travailleur baisse, c'est évidemment qu'il peut consommer plus avec un même salaire réel. Ce n'est pas pour autant que son taux d'exploitation C_v/p_l n'augmente pas, quand bien même les salaires augmenteraient quelque peu (mais toujours dans les limites imposées par le maintien du taux de profit $p_l/C_c + C_v$, soit $p_l/C_v // C_c / C_v + 1$).

consommation, elle est toujours moindre que celle de la valeur des moyens de production Cc. Le nombre d'ouvriers employés peut croître, comme il l'a fait longtemps au cours de l'histoire du capitalisme, mais il diminue relativement à la masse et à la qualité des marchandises produites⁸.

C'est pourquoi, si les hausses de productivité, quand elles sont assez fortes pour abaisser la valeur des marchandises tout en augmentant la plus-value, peuvent induire le développement d'une « spirale vertueuse » d'augmentation de la production et de la consommation, celle-ci, à l'exemple des « Trente Glorieuses », ne peut s'éterniser puisque ces hausses induisent aussi, et surtout, un écart croissant entre l'accumulation du capital sous forme de moyens de production (et de capital financier qui est censé les représenter) et de la consommation⁹. Cela d'autant plus qu'en période de croissance les capitalistes sont euphoriques et investissent à tout va, en même temps qu'augmente la masse des crédits et que montent les cours des Bourses dans la croyance à des profits toujours plus élevés. On aboutit alors périodiquement, et ce sont les deux faces de la même médaille « productivité », à une suraccumulation de capital (de moyens de production, de marchandises, de titres financiers) face à une sous-consommation des masses. Le capital moderne étant représenté idéalement sous forme de titres (actions, obligations et autres titres de créance), dont les cours dépendent grosso modo du rapport entre la masse de leur valeur nominale et les bénéfices attendus, ce sont d'abord leur effondrement (le krach)¹⁰, quand il s'avère qu'il est exagéré, qui manifeste le début de la crise. Mais début ne veut

⁸ K I, 2, 130.

⁹ Soit, sous une autre forme, une augmentation du rapport Cc/Cv, dénommée par Marx « composition organique du capital », dont il a démontré qu'elle tend à diminuer le taux de profit.

¹⁰ Cet effondrement a été d'autant plus spectaculaire et ravageur (et c'est aussi pourquoi il apparaît comme cause) dans le capitalisme contemporain

pas dire cause, comme le laisse entendre le mot « origine » souvent utilisé confusément par les « experts » sans plus de précision (origine comme point de départ, ou origine comme cause du phénomène).

La cause est cette suraccumulation/sous-consommation mentionnée ci-dessus. « *Le moyen – développement inconditionné de la productivité sociale – entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant.* »¹¹ La valorisation du capital est affaiblie, voire bloquée, et c'est la crise qui, en conséquence se développe comme l'ensemble des moyens déployés par les capitalistes et leurs États pour tenter de la rétablir de telle sorte qu'elle permette de retrouver un taux de profit, un rapport entre des plus-values et masse des capitaux, qui les satisfasse. « *Les crises du marché mondial doivent être comprises comme regroupant réellement et égalisant violemment toutes les contradictions de l'économie bourgeoise.* »¹²

Deux observations doivent être faites à ce propos.

1°) Contrairement à ce que disent la plupart des économistes, cette contradiction suraccumulation/sous-consommation n'est pas une simple question de proportion entre des quantités, ni le résultat nécessaire du progrès technique en général, quel qu'il soit, qui serait par lui-même inéluctablement nuisible car destructeur d'emplois et de l'environnement. Il s'agit uniquement des conséquences des progrès

que la suraccumulation de crédits et de titres financiers y fut exponentielle (par exemple, en moins de 40 ans la somme des seuls produits dérivés est passée de presque rien à 600 000 milliards de dollars en 2010, selon la Banque des règlements internationaux, soit 15 fois le PIB mondial). Comme toujours avant chaque krach, à la veille de celui de 2008 il y avait un summum de crédits, donc aussi nécessairement (cf. ci-après) de spéculations hasardeuses (par exemple les fameux subprimes, les LBO, des surenchères d'OPA, le gonflement des « hedge funds », les fraudes massives type Enron ou Madoff, etc.).

¹¹ K. III, 1, 263.

¹² TPV 2, 608.

scientifiques et techniques tels que les génère et utilise le capital (c'est-à-dire pour le profit immédiat maximum). Il n'y a que dans le capitalisme que de tels progrès dans l'efficacité productive, dans la production de richesses en plus grand nombre et qualités, absorbant de moins en moins de travail répulsif, pénible (de travail prolétaire), aboutissent à la misère des masses, à d'innombrables catastrophes, et jusqu'à la ruine de ce système par lui-même. Nous y reviendrons plus loin.

2°) Lors d'une crise, il y a toujours une réduction nécessaire des surcapacités de production, aussi bien les moyens de production que les travailleurs. Mais ne faire que cela entraînerait seulement une spirale négative de décroissance (baisse de la production et baisse de la consommation se nourrissant l'une l'autre). Il faut aussi que le capital trouve les moyens d'une nouvelle phase de valorisation et de croissance, ce qui n'est pas simplement détruire le « trop » de capital et d'emplois. Il faut trouver les moyens de relancer à la fois la valorisation du capital (son accumulation, la croissance) et la consommation des masses qui en est une des conditions. Et ceux-ci sont de nouvelles avancées scientifiques et techniques, accompagnées de nouvelles combinaisons dans le procès de production, d'une extension de la division mondiale du travail et de l'aire de valorisation du capital, qui enclenchent une nouvelle « spirale vertueuse » : nouvelles hausses importantes de productivité (augmentation de la plus-value relative), nouvelles baisses des valeurs des marchandises (et nouveaux produits), extension du marché mondial permettent d'élargir la consommation et de réaliser cette masse accrue de plus-value, de la transformer en profits.

Ainsi, par exemple, avaient pu être réunies, après la Seconde Guerre mondiale, cet ensemble de conditions qui ont permis au capitalisme de sortir de la crise des années 30 et de connaître cette nouvelle phase de forte accumulation

connue sous le nom des « Trente Glorieuses ». ¹³

Les destructions gigantesques de la guerre avaient liquidé la suraccumulation du capital. Ce qui, redisons-le, n'avait pas pour conséquence de seulement régler un problème de quantité, mais aussi de qualité : cela laissait la place libre pour un capital plus productif, un système qu'on a appelé le fordisme, qui s'est développé dans tout le monde « libre » ¹⁴. Les gains de productivité ont été suffisants pour permettre de relancer l'extraction de la plus-value sous sa forme relative, avec sa « spirale vertueuse » (provisoire) d'une croissance de la production et de la consommation (lesdites Trente Glorieuses).

La destruction des vieux empires coloniaux anglais, français et portugais portait un coup aux protectionnismes et élargissait un marché mondial « libéral ». En même temps les rapports de classe à la Libération étaient favorables aux prolétaires du fait :

1°) De l'ampleur de l'implication des bourgeoisies, européennes notamment, avec les fascismes, qui les ont obligées, dans les pays concernés, pour conserver l'essentiel du système capitaliste, à passer des compromis avec les principales forces issues de la Résistance, les partis « communistes » essentiellement. En échange de postes dans les appareils d'État, et de concessions salariales et sociales qui permettaient à ces partis de justifier ces compromis auprès de leurs électeurs populaires, ceux-ci ont poussé de toutes leurs forces à la « reconstruction » du capitalisme national ¹⁵.

¹³ Qui ne furent d'ailleurs qu'une vingtaine, mais peu importe ici.

¹⁴ Par exemple en France, la 4 CV Renault est la première voiture construite en grande série selon le modèle fordiste, et 1 million en seront vendues entre 1947 et 1961.

¹⁵ Ainsi, par exemple, en France, Maurice Thorez, tout juste rentré de Moscou le 27 novembre 1944, confirme, le 2 décembre la collaboration du PCF à la reconstruction du capitalisme en déclarant : « *Un seul État, une seule police, une seule armée* », gaulliste en l'occurrence, et en exigeant le

2°) Du conflit dit de la « guerre froide » qui était une autre raison pour les bourgeoisies du monde « libre » de céder quelques avantages de niveau de vie pour rallier des prolétaires à la supériorité ainsi affichée de ce monde sur le soi-disant système communiste de l'URSS.

Tout cela a poussé à un meilleur partage des gains de productivité pour les prolétaires. D'où un accroissement de la consommation, des investissements, et un plein emploi favorisant encore plus les hausses salariales (en France jusqu'à la dernière forte hausse accordée pour mettre fin aux grèves de 1968). Cela jusqu'à ce que, les gains de productivité faiblissant, entre autres raisons de par ces hausses, le système capitaliste-fordiste rencontre un premier blocage vers la fin des années 60 (début de la « crise chronique »).

C'est qu'à la charnière des années 60-70 ce système, notamment en Europe, se heurte à un ralentissement des hausses de productivité du fait du rendement décroissant des investissements correspondants. Ils ralentissent parce que leurs coûts en capital fixe croît de plus en plus avec les perfectionnements d'une machinerie toujours plus sophistiquée, tandis que les économies de coûts salariaux sont elles amoindries par les salaires relativement élevés issus de la période précédente comme par le fait que la part de la main-d'œuvre relativement à celle des machines est en diminution : il faut alors beaucoup diminuer les salaires pour que la masse salariale C_v diminue plus que n'augmente C_c , comme l'exigent, dans le capitalisme, les gains de productivité. Les luttes étudiantes et prolétaires de la fin des années 60, début des années 70, ainsi que le premier « choc pétrolier » de 1974 marquent la fin de la période de la

désarmement et la soumission des forces issues de la Résistance. Son « discours de Waziers » du 21 juillet 1945 est resté célèbre comme exemple de phraséologie écœurante et du rôle de briseur de grève au nom du redressement (du capitalisme) national qu'a joué le PCF dès cette époque.

« croissance fordiste ». Dès lors les krachs ne vont pas tarder à se succéder à un rythme de plus en plus rapide, d'abord dans des régions périphériques aux Centres impérialistes¹⁶, puis de 2000 à 2008 (mais ce n'est pas terminé!) dans ces Centres eux-mêmes qui sont aujourd'hui en quasi faillite.

Si la crise a attendu 2008 pour devenir ainsi globale, c'est que les bourgeoisies ne sont pas restées inactives. Elles ont réussi à mettre en œuvre un certain nombre de mesures qui en ont freiné la généralisation. On peut rappeler pour mémoire les principales :

1) D'abord de grandes victoires sur le mouvement ouvrier. Celui-ci était resté bloqué dans une classique lutte gréviste, plus ou moins corporatiste, pour des revendications salariales que le capital, en bute à des hausses de productivité déclinantes et à la baisse du taux de profit que cela entraînait¹⁷, était fermement décidé à ne pas accepter. Contrôleurs aériens, mineurs, sidérurgistes, etc., furent ainsi sérieusement battus en rase campagne par les Reagan, Thatcher, Mitterrand and C^{ie}, et avec eux l'ensemble des prolétaires pour n'avoir pas su, ou pas pu, sortir des limites alors atteintes des luttes salariales menées dans la tradition du vieux mouvement ouvrier réformiste bien décidé à toujours rester dans le cadre des rapports capitalistes, respectueux de l'État et attentif à combattre tout « débordement » de ces limites. La bourgeoisie put d'autant mieux conforter ces victoires, qu'avec l'extension de la division mondiale du travail à l'échelle planétaire suite à la fin de

¹⁶ Pour mémoire rappelons quelques-uns des plus mémorables : débâcle mexicaine en 1994, effondrement des tigres et dragons asiatiques en 1997, bérézina russe en 1998, faillite argentine en 2000-2002, etc.

¹⁷ L'accroissement du rapport Cc/Cv (composition organique du capital) dont nous avons parlé ci-dessus a fini par faire resurgir la tendance de fond à la baisse du taux de profit. Elle apparaît dès la fin des années 60 (cf. *Contradictions* n° 132, Bruxelles, p. 80, tableau 5-4, d'après Michel Husson, *La Crise en perspective*).

la « guerre froide » (ladite « mondialisation »), elle disposait d'un moyen formidable (les « délocalisations »), non seulement pour placer une partie de ses capitaux excédentaires, mais surtout pour faire jouer la concurrence entre ouvriers et obtenir une baisse importante des coûts salariaux.

2) Sur ces bases, les capitalistes ont pu alors tenter de suppléer à la diminution de l'extraction de la plus-value sous sa forme relative en développant celle sous sa forme absolue¹⁸. Ce qu'ils ont obtenu en combinant l'augmentation de l'intensité du travail avec sa « flexibilisation » ou précarisation (les heures payées n'étant que celles strictement travaillées)¹⁹.

3) Enfin, la valorisation du capital s'est surtout poursuivie de façon largement artificielle et fictive grâce à un accroissement inouï du crédit (et donc des dettes)²⁰. L'avantage immédiat de ces masses de monnaie de crédit fut qu'elles ont permis ces rapides déplacements de capitaux qui ont organisé la mondialisation planétaire, renforcé leur concentration, et assuré une consommation qui soutenait la production. États, entreprises, ménages, tous vivaient très largement à crédit ! L'économie capitaliste mondialisée ne tenait que par le crédit ! Par exemple, la Chine déversait ses marchandises à bas prix aux USA, où elles étaient achetées à crédit. Elle accumulait des masses de dollars avec lesquels elle achetait des titres de la dette d'État US, permettant ainsi aux Américains de continuer à acheter chinois.

¹⁸ C'est-à-dire en augmentant la quantité de travail fournie par l'ouvrier dans un même temps (augmentation de l'intensité du travail), ou/et en allongeant la durée du travail, ou/et en diminuant le revenu de l'ouvrier. Marx avait déjà noté (K. I, 2, 90) que le capitaliste se heurtant au blocage de la plus-value relative cherche alors « avec la plus extrême violence » la plus-value absolue.

¹⁹ Sur ces formes d'extraction de la plus-value absolue spécifiques à un procès de production très mécanisé, voir Crise n° 3, section 5-2, p. 75 à 94.

²⁰ La décision de Nixon en 1971 de couper le dernier lien qui unissait encore les monnaies à l'or, via la convertibilité du seul dollar, a ouvert la

Dans un tel système, qui n'est pas propre aux seules relations Chine-USA, mais à toute la « mondialisation », arrive un moment où ces monceaux de dettes apparaissent pour ce qu'ils sont : irremboursables (sinon en monnaie de singe comme sont en train d'en émettre à flots toutes les Banques centrales). L'Argentine se met en faillite, puis la Grèce, puis bientôt l'Espagne ou l'Italie, et ainsi de suite. C'est l'effondrement généralisé qui se profile, tout le système ayant prolongé sa course ces dernières quarante années grâce aux crédits, du capital financier qui se révèle fictif, qui n'a pas résolu le blocage de la valorisation dans le procès réel de production mais l'a seulement masqué un temps.

Il a déjà été bien établi²¹ que l'accroissement massif du crédit, donc du capital financier qui est fait d'abord de ses titres avant de s'hypertrophier sur lui-même en une myriade de « produits dérivés », n'était pas la cause fondamentale de la crise. Mais comme la plupart des commentateurs ont affirmé le contraire, il n'est pas inutile de rappeler brièvement le rôle que cela a joué dans son déclenchement.

Le crédit a toujours été un facteur important de stimulation, de dopage, de l'accumulation du capital. Mais aussi ce faisant de la suraccumulation qui l'accompagne inéluctablement, et, par là, des crises qui s'ensuivent. Le développement du crédit, donc celui du capital financier, est absolument inhérent et nécessaire à celui du capital. L'accroissement du machinisme et de la productivité a nécessité la concentration de capitaux de plus en plus importants et induit pour cela le système des sociétés par actions (qui sont des titres de créance), l'émission d'obligations, des em-

possibilité d'une création de « liquidités » incontrôlée et quasi illimitée, si ce n'est par la punition violente des krachs qui révèlent la valeur fictive de tous ces titres de papier, simple monnaie privée ou publique qui se prétendait capital.

²¹ Voir Crise n° 1, 2, et 3.

prunts bancaires, etc. Le développement de la production a nécessité les crédits à la consommation. Le crédit a toujours joué un rôle essentiel pour augmenter la plus-value par le moyen, souvent sous-estimé, de l'accélération de la rotation du capital. Ou encore pour permettre aux États de financer par la dette les conditions générales de sa reproduction élargie (la fameuse croissance). Pour toutes ces raisons le développement historique de l'accumulation du capital a toujours été accompagné d'un accroissement concomitant du crédit, du capital financier et des établissements qui les gèrent. Marx avait déjà observé en son temps que : « *le capital financier acquiert [...] l'influence la plus énorme sur la marche et le prodigieux développement du système de production capitaliste.*²² »

Ainsi l'expansion inouïe du capital financier dans les trente dernières années n'a d'original, dans l'histoire du capitalisme, que son gigantisme particulièrement extraordinaire. Lequel cependant est plutôt une manifestation de l'ampleur des difficultés (on verra plus loin en quoi il en a été aussi un facteur aggravant) auxquelles s'est heurtée la valorisation du capital à partir des années 70 : elles rendaient nécessaire une ampleur proportionnelle du dopant. Les taux d'endettement des ménages, des États, et de nombre d'entreprises atteignaient des niveaux astronomiques, bien au-delà de leurs capacités de remboursement.

Puisque le gonflement du crédit est inhérent aux nécessités de la valorisation du capital, il est illusoire d'imaginer abolir « l'énorme influence » qu'a acquis le capital financier sans le faire du rapport social capitaliste qui fonde cette nécessité. Sans accroissement du crédit, pas d'accumulation ! Et si la condition première de l'accumulation (le profit) n'est pas réalisable, le crédit même offert gratuitement par les Banques centrales, reste dans le système financier, comme cela se

²² K. II, 2, 144.

passer aujourd'hui. Cette «énorme influence» ne fait que manifester celle des nécessités de la valorisation du capital dans le capitalisme contemporain. On ne peut donc pas séparer le «mauvais» capital financier du «bon» capital industriel, ni corseter et brimer le premier en pensant ainsi pouvoir favoriser le second à qui reviendrait une plus grande part de la plus-value, ce qui l'inciterait à investir et croître.

Qu'il ait gonflé «excessivement» selon les économistes, dans la démesure de spéculations de plus en plus en hasardeuses (comme les célèbres subprimes) ou pures escroqueries (genre Madoff), de «produits financiers» de plus en plus déconnectés de la richesse réelle, c'est déjà le propre des mouvements de l'argent en tant que marchandise autonome (et même quasi indépendante sous sa forme papier, ou maintenant informatisée, déconnectée de l'or) par rapport aux autres marchandises dont il est censé représenter la valeur. Et ça l'est encore bien plus du crédit qui est spéculation par définition (et création privée de monnaie par les banques). Ces spéculations sont seulement plus ou moins aventureuses et massives. Or elles le sont à un maximum à la veille des krachs, pour deux raisons au moins :

Premièrement, le cycle d'expansion du capital est alors à un sommet, donc aussi la masse des titres financiers et leurs cours puisqu'on anticipe que la courbe ascendante va continuer, qu'on ne veut pas rater jusqu'à la dernière hausse, la dernière spéculation.

Deuxièmement, la suraccumulation de capital qui commence à se faire jour, le prix très élevé des cours boursiers qui finit par amoindrir leur rendement poussent les financiers à tenter des spéculations de plus en plus risquées²³,

²³ Marx observait déjà au XIX^e siècle que dans une situation où l'argent a du mal à pouvoir se transformer en moyens de production de plus-value supplémentaires, son détenteur est «*contraint de s'engager dans la voie de l'aventure : spéculation, gonflement abusif du crédit, bluff sur les actions, crises*». (K. III, 1, 263).

déconnectées de la production réelle de plus-value (comme l'échafaudage genre château de cartes des « produits dérivés » les uns des autres, dont les « sous-jacents » ne sont eux-mêmes que des titres financiers, ou des « notions » tels des taux de change, des indices boursiers, etc.).

Un indice significatif de la situation de suraccumulation du capital contemporain, c'est que l'offre de crédit a eu beau gonfler sans cesse, elle ne jouait plus son rôle de dopant de la croissance du capital productif. Les tombereaux de « liquidités » déversés par les Banques centrales (notamment par la FED de M. Greenspan après le krach des NTIC du début des années 2000) sont comme passés à la trappe au lieu de servir à stimuler production et consommation. Les économistes médiatisés parlent alors de « trappe à liquidités » pour caractériser cette situation où les « liquidités » restent dans la sphère financière, où elles gonflent en opérations financières improductives de croissance²⁴ et en bulles spéculatives, jusqu'au krach inéluctable puisqu'il s'agit de capital fictif, parce qu'elles ne trouvent pas les occasions de se convertir en moyens de production rentables (de production de plus-value). Cela manifeste clairement les difficultés du capital à convertir la plus-value en capital additionnel²⁵, c'est-à-dire à se reproduire de façon élargie, à perpétuer sa valorisation qui est la condition de son existence. Cela témoigne donc de la suraccumulation de capital productif de plus-value (et donc cela induira né-

²⁴ Par exemple des rachats d'entreprises au moyen d'OPA, des LBO (Leverage Buy Out, achat avec effet de levier par endettement de l'entreprise achetée), rachats de ses propres actions par l'entreprise, etc. Tout cela peut faire monter les profits à court terme et les cours boursiers, mais ne crée pas de capacités de production supplémentaires, d'accumulation de capital.

²⁵ Ce que manifeste le fait que dans le quart de siècle précédent le krach de 2008, le taux d'accumulation baisse fortement alors que le taux de profit reste élevé (provisoirement comme il sera expliqué plus loin). Cf. Michel Husson, *La Crise en perspective*, 2009, pour ce qui concerne USA + GB + Allemagne + France.

cessairement sa désaccumulation, la récession). Et cela manifeste enfin que la cause de la crise n'est pas fondamentalement le « trop » de « liquidités », mais cette suraccumulation. Car ce « trop » n'est que relatif aux blocages de la valorisation, qui sont les vrais problèmes du capital. Il apparaît comme capital financier fictif parce qu'il ne peut pas se convertir en « vrai » capital, en moyens de production rendant assez de profits.

Bref, les bulles financières contemporaines ont été le résultat du développement d'une production et d'une consommation – d'une accumulation du capital – non seulement stimulées, comme ce fût toujours le cas autrefois, mais presque entièrement fondées par celui du crédit. Elles furent d'abord une condition de ce développement, avant de manifester son blocage par le krach qui, tout comme la fièvre, n'est pas la cause de la maladie, mais son symptôme. En l'occurrence celui de 2008 a manifesté à quel point la croissance antérieure du capital était celle d'une accumulation de capital fictif, fait de créances irrécouvrables et de spéculations « de casino » entassées les unes sur les autres comme un château de cartes. Il a marqué la fin de cette croissance artificiellement entretenue.

Le capital-argent « passif » a toujours existé conjointement au capital-moyens de production « actif » (capital en fonction), quand bien même ils pouvaient être représentés par un seul petit capitaliste. De plus en plus développé, et alors séparé, sous forme de capital financier, du capital en fonction, il se veut néanmoins capital, alors qu'il ne produit aucune plus-value, non seulement parce qu'il est nécessaire à sa reproduction élargie mais surtout parce qu'il y apparaît comme la forme idéale du capital (et le représentant de toute richesse), au point même qu'il devient un Grand Fétiche : de l'argent produisant de l'argent ! Bref, il lui faut son profit, au meilleur taux. Il le reçoit sous forme de dividendes, d'intérêts, de plus-values boursières (sans parler ici

des spéculations et escroqueries propres au monde de la finance) qui ne sont qu'une part de la plus-value qu'il partage avec le capital (et les capitalistes) « actifs ». Il apparaît alors comme « mauvais » capital parasite aux yeux des partisans du « bon » capitalisme que serait le capital purement industriel. Ils lui reprochent de « conserver » trop de cet argent dans la sphère financière, et ses spéculations, ses traders, ses actionnaires cupides, etc., au lieu de l'investir en moyens de production pour accroître la croissance, l'emploi, les salaires. Que le capital financier prélève une part croissante de la plus-value produite issue du capital industriel au fur et à mesure du développement général du capitalisme, c'est inéluctable, c'est inhérent à sa propre croissance. Que cela soit un facteur de dévalorisation du capital, qui contribue donc à bloquer sa reproduction, c'est certain²⁶. Qu'on puisse les séparer et développer le second sans le premier, c'est n'avoir strictement rien compris au capitalisme.

Conclure ce chapitre revient à observer que, si toute la série de mesures prises par les capitalistes pour maintenir leur taux de profit ont effectivement permis de retarder sa baisse jusque vers 1997²⁷, elles n'ont pas pour autant empêché le blocage de la valorisation du capital et sa suraccumulation. Au contraire, le développement de l'extraction de la plus-value sous sa forme absolue entraîne rapidement une baisse de la consommation, l'accroissement inouï du crédit accroît la formation de bulles de capital financier fictif et des krachs de plus en plus fréquents et massifs qui ruinent l'épargne et détruisent des investissements et activités reposant sur les crédits²⁸, la distribution

²⁶ Pour une argumentation sur ces sujets, cf. Crise n°4, chapitres 1 et 2.

²⁷ *Contradictions* n° 132, p. 81.

²⁸ Exemple typique, parce qu'il y jouait un rôle particulièrement moteur, l'effondrement du BTP en Espagne.

de dividendes non réinvestis, les rachats d'actions, les OPA et autres LBO font monter les profits mais ne créent pas de nouvelles capacités de production de plus-value, au contraire cela en détruit le plus souvent.

Le fait est qu'il est impossible, dans le capitalisme moderne, c'est-à-dire fortement mécanisé, de maintenir longtemps taux de profit, croissance et emplois sans une augmentation constante de l'extraction de la plus-value sous sa forme relative (la seule qui permette de développer conjointement pendant un temps production et consommation comme ce fut le cas avec ce qui a été appelé le « compromis fordiste » d'après guerre). Il faut donc maintenant examiner s'il est possible aux capitalistes de rétablir cette extraction, c'est-à-dire de trouver de nouvelles fortes hausses de productivité, pour retrouver cette fameuse croissance du capital qui est le leitmotiv de tous les politiciens de droite comme de gauche. Croissance dont nous allons d'abord montrer qu'ils ne peuvent pas trouver les clés parce qu'ils se trompent sur ce qui la bloque. Et encore moins compris la spécificité de la situation historique du capitalisme contemporain qui est telle qu'elle interdit toute sortie de crise qui ne soit pas sortie de ce système.

2. SPÉCIFICITÉ HISTORIQUE DE LA CRISE CONTEMPORAINE

2.1. De quelques faux remèdes

Les critiques qui accusent le capital financier et ses « exagérations » d'être la cause essentielle de la crise, voire la seule, évitent ainsi soigneusement de mettre en cause le système capitaliste lui-même. Ils se refusent à admettre sa sénilité et sa faillite. Au contraire, ils rivalisent de propositions pour le faire perdurer.

Beaucoup, notamment à gauche, se contentent de préconiser que l'argent et le crédit ne servent pas à l'enrichissement outrancier d'une petite minorité et aux spéculations, mais au développement du capital productif de plus-value (grosso modo le capital industriel), lequel est supposé par eux pouvoir ainsi poursuivre sa croissance (« verte » éventuellement), créer des emplois et une richesse qu'il suffirait ensuite de répartir un peu mieux pour qu'augmente le bien-être général. Il a pourtant déjà été amplement montré, à maintes reprises²⁹, que le blocage de la croissance, et nous l'avons encore rappelé brièvement au chapitre précédent, est en réalité celui de la valorisation et de la reproduction élargie du capital (de son accumulation), et qu'il est structurellement fondé sur celui des hausses de productivité. Ce n'est pas parce que les profits et le crédit sont mal employés qu'il y a crise. C'est parce que leur conversion en moyens de production et de productivité accrus n'est plus assez rentable. On ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif, dit bien l'adage. D'où le phénomène de « trappe à liquidités » que nous avons évoqué ci-dessus. Et d'où aussi cette constatation que font certains économistes distingués : « Les

²⁹ Cf. Crise n°1, 2, 3, 4.

politiques monétaires très expansionnistes ou les politiques de prêts publics aux pays ne résorbent pas ces problèmes (que pose la crise, n.d.a.). »³⁰

Certains de ces critiques du capital financier se veulent plus radicaux en se posant comme anti-capitalistes. Ils proposent que l'État, supposé représenter « l'intérêt général », capte l'essentiel de la plus-value par l'impôt au détriment du capital et des capitalistes privés. Il pourrait alors augmenter les emplois publics et parapublics, lancer de « grands travaux », financer des investissements. Il pourrait aussi ajouter à tout cela l'obligation d'une hausse des salaires et une bonne dose de protectionnisme. Et voilà la consommation et la production nationales, la croissance et les emplois nationaux qui repartiraient à la hausse. ³¹

Miracle d'un capitalisme étatisé ! Comme si cet État pouvait agir efficacement pour la croissance capitaliste en dehors du cadre des lois de la valorisation telles qu'elles jouent dans la situation contemporaine !³² Situation telle que cette valorisation est bloquée par l'efficacité même avec laquelle le capital fait produire (productivité élevée, division planétaire du travail très accentuée, etc.). Et cela l'État n'y peut rien changer. On rappellera en revanche plus loin en quoi cette « efficacité » - qui est devenue catastrophique pour le capital lui-même, et encore plus pour les masses qui vivent

³⁰ P. Artus, directeur de la recherche et des études de la banque Natixis, dans *Les Échos* du 30 août 2012. Il concède que la Grèce, l'Espagne, le Portugal ne rembourseront jamais leurs dettes. Il aurait pu ajouter presque tous les pays à la liste des insolubles, tel le Japon par exemple dont les revenus fiscaux rapportent à l'État moins de la moitié de ce qu'il dépense.

³¹ La relance de la croissance par « l'euthanasie du rentier » et l'augmentation des dépenses de l'État via l'inflation monétaire et la dette est un thème keynésien éculé qui a servi à expliquer les Trente Glorieuses, lesquelles, nous le rappellerons plus loin, s'expliquent par bien d'autres facteurs plus essentiels qui ne peuvent être réunis dans les nouvelles circonstances actuelles.

³² Pour une argumentation sur ce point, voir *Étatisme contre libéralisme? C'est toujours le capitalisme*, T. Thomas, Contradictions (Bruxelles), 2011.

sous sa domination – constitue une base solide pour sortir de la crise en sortant de cette domination.

Chacun sait d'ailleurs que ce miracle étatiste a déjà été proposé maintes fois aux citoyens, et a toujours tourné au fiasco (cf. 1981 pour le dernier en date en France), ou au cauchemar quand ce type de capitalisme était poussé jusqu'à l'extrême d'une bureaucratie totalitaire et dictatoriale (le stalinisme par exemple).

La soi-disant solution d'une étatisation accrue (car elle déjà considérable même sous le couvert du « libéralisme ») du capital repose sur une série d'erreurs. Rappelons en trois parmi les principales.

Une analyse superficielle de la cause de la crise³³ trouvée dans l'accroissement exponentiel des écarts de revenus financiers et patrimoniaux entre les masses populaires et une petite poignée de riches de plus en plus riches. Certes le fait est scandaleusement énorme. Mais si les 1% les plus riches (pourcentage souvent avancé pour définir les scandaleusement riches) ont effectivement démultiplié leurs accaparements (bonus, stock-options, retraites chapeaux, parachutes dorés, salaires inouïs, etc.) relativement aux périodes précédentes, là n'est pourtant pas la raison essentielle qui fait qu'une part toujours plus petite des richesses produites revient aux prolétaires. Cette raison repose surtout dans le fait que la part du capital fixe (machinerie) dans la valeur produite ayant constamment augmenté, et particulièrement dans les soixante dernières années, relativement à celle de la main-d'œuvre prolétaire (capital variable), il en résulte nécessairement que la part de la valeur produite lui

³³ Il ne sera pas repris ici l'analyse du « fétichisme de l'État », développée dans l'ouvrage cité note précédente, idéologie qui fait croire qu'il peut servir l'intérêt général alors qu'il ne peut que servir l'intérêt général de la société capitaliste dont la reproduction dépend de celle du capital, que l'État doit donc organiser et assurer, au détriment des intérêts particuliers des prolétaires qu'il doit rendre « compétitifs ».

revenant (et revenant à ses propriétaires, financiers et managers) soit aussi augmentée, et notamment la fraction de celle-ci représentant la plus-value afin que soit maintenu le taux de profit. Le développement de la productivité dans le capitalisme c'est toujours nécessairement aussi celui du taux d'exploitation (pl/Cv , plus-value/coût salarial), même quand le salaire augmente. Et comme il aboutit finalement à une diminution, d'abord relative, puis absolue de la quantité de travail employée, cela induit inéluctablement une baisse de la masse salariale (qu'accentue encore le recours accru à l'extraction de la plus-value sous sa forme absolue que nous avons évoqué chapitre 1). Fondamentalement on retrouve là le phénomène suraccumulation de capital/sous-consommation des masses qui ne relève pas d'une question de morale ou de gouvernement, mais est absolument inhérent aux rapports capitalistes de production. Or, c'est justement ce qu'ignorent les tenants de la thèse que l'insuffisance des salaires (c.-à-d. la sous-consommation des masses), cause n°1 selon eux de la non croissance et de la crise, serait due à l'extrême et immorale cupidité de cette petite minorité de riches. À faux diagnostic, faux remède. C'est pourquoi ils aboutissent alors à cette deuxième erreur quant aux moyens de résoudre la crise. Puisqu'ils la réduisent, dans son fondement, à un problème de partage des richesses. Il suffirait, pour l'essentiel, de « prendre aux riches » pour redresser les comptes de l'État et élever le niveau des prestations sociales et des salaires, ce qui ferait augmenter la consommation, et alors la production aussi. Bien évidemment le protectionnisme est ici plus ou moins sous-entendu, puisqu'on ne peut partager que ce qu'on produit.

Laissons ici de côté la critique du protectionnisme, dont on sait que, comparé au libéralisme, ce serait pour les peuples subir la peste au lieu du choléra. Non seulement parce qu'il est tout à fait inefficace à améliorer la fameuse crois-

sance et le niveau de vie des peuples dans la situation du capitalisme moderne, mais, pire encore, parce qu'il est une source abondante et intarissable d'exacerbation du nationalisme, de la xénophobie et des conflits entre peuples. Intéressons-nous plutôt à cette thèse d'apparence très radicale, et aussi très simple, de « prendre aux riches » pour donner aux autres. L'objectif n'a rien que de louable. Mais, à y regarder de plus près, ce type de promesse se heurte d'emblée à cette contradiction, puisqu'elle ne touche rien de fondamental aux rapports de production capitalistes, de vouloir relancer les investissements tout en augmentant les coûts salariaux, alors même que la crise manifeste une énorme suraccumulation de capital relativement à ses possibilités de valorisation. En système capitaliste (étatisé ou pas), l'heure, dans une telle situation, est à la destruction du capital excédentaire, à la réduction des coûts salariaux, à l'intensification du travail « flexibilisé », au chômage accru, faute de pouvoir obtenir une augmentation suffisamment forte de la plus-value sous sa forme relative (gains de productivité).

Ajoutons que, quand bien même – imaginons-le un instant, bien que cela soit impossible sans une révolution victorieuse – les riches auraient été vraiment pressurés comme des citrons, et au profit d'une redistribution en faveur des masses³⁴, cette élévation de leur niveau de vie ne serait que très provisoire. Car, le rapport de propriété capitaliste des moyens de production subsistant, l'écart reprendrait son envol, les nouveaux propriétaires juridiques étatiques remplaçant les anciens, associés aux mêmes puissances intellectuelles dirigeantes. Un adage dit qu'il ne suffit pas de donner un poisson à celui qui a faim, il faut lui apprendre

³⁴ En réalité l'étatisme implique que ce serait surtout la bureaucratie alors surgonflée de l'État qui absorberait l'essentiel de cette hypothétique redistribution !

à pêcher. Le communiste ajoute : il faut en plus qu'il ait la propriété des moyens de la pêche ! Il ne s'agit pas de redistribuer les richesses, de rebattre les cartes, pour changer la situation des prolétaires (illusion d'une Nouvelle Donne, d'un New Deal³⁵, alors qu'on reste dans le même jeu où ce sont toujours les mêmes qui gagnent) ! Il faut qu'ils prennent possession de tous les moyens, matériels et intellectuels, de la production des richesses, c'est-à-dire que soit abolie la condition de prolétaire. Quitte à faire une révolution politique, et il en faudrait pour vraiment « prendre aux riches » et pas seulement une petite part, autant ne pas s'arrêter si tôt en chemin, et aller jusqu'à la victoire, jusqu'à s'appropriier toutes les conditions de la production. D'ailleurs, comme le disait Saint-Just – et il l'a vérifié à ses dépens – *« ceux qui ne font les révolutions qu'à moitié creusent eux-mêmes leurs propres tombeaux »*.

Enfin, observons une troisième erreur. Elle est que tous les divers idéologues et partis qui se proposent à qui mieux mieux comme guides de la société et dirigeants de l'État partagent en commun cet espoir de pouvoir sortir de la crise en restaurant « la croissance », c'est-à-dire la valorisation et l'accumulation du capital. Ils divergent seulement – un peu – sur les moyens d'y parvenir.

Cette erreur est fondée sur une méconnaissance profonde de la situation historique d'un capitalisme arrivé à son âge sénile. Situation que, même si on imagine un instant que la bourgeoisie pourrait identifier correctement la cause de la crise dans le niveau atteint par la productivité et l'ampleur du phénomène contradictoire suraccumulation du capital/sous-consommation des masses qu'il entraîne, elle ne pourrait pas trouver la solution pour en sortir, puisqu'elle ne pourrait pas établir les conditions d'une reproduction

³⁵ Lequel New Deal n'améliora guère la situation des prolétaires américains et fut un échec économique, seule la guerre mettant fin à la crise des années 30.

élargie du capital du type «Trente Glorieuses». C'est cette caractéristique historique spécifique de la crise actuelle qu'il est essentiel de comprendre, justement parce qu'elle est spécifique et que, donc, elle implique une orientation spécifique de la lutte des prolétaires qui, sinon, seront effroyablement broyés.

2.2. Spécificité de la crise contemporaine

La crise est le moment, et a pour fonction, de rétablir le procès de la reproduction élargie du capital. Il s'agit donc pour les États, qui sont responsables de reproduire la société capitaliste, de mettre en œuvre une politique de crise qui crée les conditions d'une relance de la croissance, c'est-à-dire d'une croissance de la production-réalisation de la plus-value qui soit aussi celle du taux de profit. Pour y parvenir trois conditions au moins sont à réunir.

1°) Détruire les capitaux «excédentaires», surcapacités de moyens de production, stocks de marchandises, capitaux financiers. Notamment les titres de la dette des États, qui ont été accumulés en masses énormes pour détruire les dettes privées, et qui le seront eux-mêmes pour une part par l'inflation et le défaut de paiement, pour l'autre par l'impôt et la réduction des dépenses de services publics tels que l'enseignement, la santé, etc. Ces destructions ne sont réalisables qu'au moyen de grandes violences : un chômage massif, une dégradation considérable des conditions de vie des masses populaires, et, pire encore, jusqu'à des guerres³⁶. En Europe par exemple, la situation des peuples de nombreux pays tels la Grèce ou l'Espagne, qui s'aggraverait encore d'ailleurs, est celle que connaissons, et com-

³⁶ On sait que la Seconde Guerre mondiale fut une des conditions de la reprise de la croissance capitaliste dite des Trente Glorieuses.

mentent à connaître, les autres. Dans le même temps les États devront aider encore davantage le capital (exonérations de charges, aides financières diverses, crédit gratuit, nationalisations, etc.).

2°) Accroître les moyens coercitifs de l'État (national, ou fédéral comme l'envisagent certaines fractions des bourgeoisies européennes). En effet, puisque ces destructions entraînent aussi le délabrement de la condition de prolétaire, et même leur destruction en grand nombre sur la planète (misère absolue, famines, guerres), il est inévitable qu'ils résistent et que s'accroissent les résistances et révoltes (avec quelle orientation est une autre question), et donc que s'accroisse la dictature de la bourgeoisie pour y faire face. Et aussi pour tenter de l'emporter dans les conflits extérieurs qui vont, eux aussi, s'accroître puisqu'ils décideront quels capitaux seront détruits et quels autres survivront. L'histoire des années 30, comme l'actualité, enseigne que cet étatisation accru se présente toujours comme un changement du personnel gouvernant, les nouveaux arrivés prétendant qu'ils sauront, eux, mettre l'État au service du peuple en mettant le capital (souvent nommé «l'économie») au service du peuple, voire qu'ils développeront un capitalisme sans capitalistes grâce aux nationalisations.

Ces deux premières conditions peuvent être réalisées ensemble si la bourgeoisie l'emporte dans la lutte des classes qui va se développer. Mais le capitalisme ne sera pas pour autant sorti de sa crise, car il en faut pour cela, *last but not least*, une troisième.

3°) Cette troisième condition, c'est de trouver les moyens d'une nouvelle et forte hausse de la productivité. En effet les destructions qu'opère la politique de crise ne règlent pas pour autant à elles seules le problème du blocage de la reproduction élargie du capital. Elles ont pour objet de tenter de rétablir le taux de profit en ramenant la masse des capitaux à proportion de celle de la plus-value. Mais

ce faisant elles enclenchent une spirale récessionniste qui vient s'opposer à ce résultat espéré : fuite des capitaux devant l'investissement productif, chômage massif et baisse des revenus des travailleurs qui font effondrer la consommation³⁷, baisse des recettes de l'État malgré les hausses d'impôt qui lui interdit toute relance « keynesienne » de l'économie, d'autant plus qu'ils sont tous déjà surendettés. On voit bien aujourd'hui leur impuissance à concilier ces deux objectifs contradictoires que sont « la rigueur », c'est-à-dire la récession, pour réduire les capitaux excédentaires fixés dans leurs dettes gigantesques, et la « croissance » de leurs dépenses également nécessaire pour y parvenir ! Des deux côtés c'est la crise qui non seulement continue, mais s'aggrave.

Ceux qui pensent que le capitalisme peut sortir de la crise s'encouragent en disant : il l'a déjà fait ! Pleins d'espoirs ils mettent par exemple en avant qu'en 1945 la dette des USA se montait à 130 % du PIB, celle de la Grande-Bretagne à 260 %, tandis que Japon, Italie, Allemagne, France, etc., étaient des champs de ruines, leurs États en faillite, et que cela n'a pas empêché les Trente Glorieuses.

Certes, mais premièrement ces niveaux d'endettements étaient consécutifs aux énormes dépenses de la guerre, laquelle avait réalisé une des conditions de la reprise rappelée ci-dessus : la destruction d'une masse énorme de capitaux. L'endettement d'aujourd'hui n'est pas la contrepartie d'une telle destruction de la suraccumulation de capital (même si les guerres en Irak, Afghanistan, Libye, etc., y ont contribué).

Deuxièmement, et c'est une condition dont nous avons signalé l'importance, le capitalisme a pu, sur la base de

³⁷ C'est d'ailleurs là le caractère particulièrement odieux des crises du capitalisme. Ce ne sont plus des famines et de la misère dues à des moyens de production peu développés, mais au contraire dues à leur trop grande efficacité à produire abondamment, mais en ruinant le taux de profit des propriétaires de ces moyens.

ces destructions, trouver les moyens de nouvelles et fortes hausses de la productivité tant dans l'industrie, avec la généralisation du fordisme (et les financements du plan Marshall), que dans l'agriculture avec le développement de grandes exploitations « productivistes » (remembrement, mécanisation, intrants chimiques, etc.). Ces gains de productivité appliqués à la reconstruction qui pouvait se développer sur les vides laissés par les destructions de la guerre ont été suffisamment élevés pour pouvoir entraîner une hausse de l'emploi et du niveau de consommation des masses en même temps que de la plus-value relative³⁸, générant une « spirale vertueuse » de croissance. Et, comme il l'a été rappelé ci-dessus (chapitre 1), le capital était alors aussi poussé à un partage significatif de ces gains de productivité avec les masses salariées du fait que la situation de l'époque l'y obligeait, en même temps que la gauche politique et syndicale contribuait puissamment à briser les luttes ouvrières et à reconstruire l'État bourgeois.

Ainsi les trois conditions essentielles pour une reprise de la croissance, telles que nous les avons énoncées chapitre 1 (destructions massives de capitaux, prolétaires soumis à l'État, gains de productivité importants) étaient réunies (dès la fin des années 40 en France). On a vu pourquoi cette croissance « fordiste » s'est bloquée, vers la fin des années 60 dans les métropoles du monde « libre », jusqu'à laisser place à la récession à partir du krach de 2008. Reste à déterminer si la bourgeoisie peut à nouveau réunir ces trois conditions afin de pouvoir sortir de la crise en ouvrant un nouveau cycle d'accumulation du capital.

Tant qu'elle domine dans la lutte de classe, donc tant qu'elle réalise la condition n°2 (prolétaires soumis à l'État), elle peut aussi réaliser la n°1 (destructions). Il n'en va pas de

³⁸ Ce que des économistes ont appelé « la régulation fordiste ».

même pour la n°3 (productivité), tout aussi indispensable pour relancer la fameuse croissance « régulée » de la production/consommation.

En effet des obstacles, sérieux au point d'être quasi insurmontables, s'opposent aujourd'hui à ce que la bourgeoisie investisse sérieusement dans l'obtention de nouvelles et fortes hausses de productivité. Tout simplement parce qu'ils en obèrent la rentabilité. Résumons-les dans leurs caractéristiques essentielles :

Dans les produits issus de la grande industrie contemporaine le coût du travail employé – et encore plus le coût du travail productif qui n'en est qu'une fraction – est devenu une part relativement faible du coût final des marchandises produites (ce qui manifeste l'importance de la diminution de la quantité de travail productif employé, même si celle-ci inclut évidemment le surtravail non payé, ou plus-value, qui n'est pas un coût pour les patrons). Cette part est de l'ordre, en général de 10%, voire moins, suivant de nombreuses déclarations des patrons eux-mêmes. Ce que résume par exemple celle-ci de celui de General Motors : « avec toute la technologie que nous avons maintenant dans nos usines, le facteur coût du travail (pour lui y compris celui du travail improductif, n.d.a.) est devenu une composante relativement mineure, c'était différent il y a dix ans » (Les Échos du 6 août 2012). Ce qui bien sûr ne les empêche pas d'en rechercher encore, et particulièrement férocement aujourd'hui, la réduction puisque c'est leur fonction. À l'inverse, évidemment, celle de la valeur de la machinerie et de ses approvisionnements en matériaux et énergies (Cc) est devenue très élevée. Augmenter la productivité consistant à abaisser le coût de production $C_c + C_v$ (machinerie + masse salariale) d'une marchandise par le moyen d'une augmentation de C_c qui soit inférieure à la diminution de C_v qu'elle permet, on voit que cela devient très difficile quand la productivité est déjà élevée : les nouveaux investissements que néces-

site cette augmentation sont alors en général peu rentables puisque la diminution de C_v qu'ils induisent ne peut être que faible en proportion du fait qu'elle porte sur un volume de main-d'œuvre déjà réduit. Les économistes parlent des « rendements décroissants » des hausses de productivité. Tellement décroissants, qu'il y a quasi blocage³⁹.

À ce premier et fondamental obstacle s'ajoute celui d'un autre au niveau de la réalisation de la plus-value (de la consommation). C'est le phénomène, classique et périodique, suraccumulation de capital/sous-consommation des masses dont nous avons déjà parlé chapitre 1. Or il ne peut être surmonté que si il y a découverte et mise en œuvre de nouveaux gains de productivité suffisamment élevés pour pouvoir augmenter le niveau de vie des masses tout en étant rentables pour le capital. Ce que la situation décrite au paragraphe ci-dessus ne permet justement pas !

Le blocage est alors aggravé par la réaction des capitalistes face à cette situation. Elle est de chercher à augmenter ce qu'ils ne peuvent plus obtenir, ou pas assez, par le moyen des gains de productivité (l'extraction de la plus-value relative) par celui de l'extraction de la plus-value sous sa forme absolue. C'est bien sûr ce qui explique les « délocalisations » dans les pays « émergents » dont la Chine est l'archétype. Le capital a pu y trouver un certain relais de croissance à la fin du XX^e siècle, cumulant les avantages d'un niveau de productivité élevé en même temps que de conditions de vie des prolétaires proches des descriptions de Dickens ou Zola. Par exemple, et pour mémoire, Foxconn, le célèbre sous-traitant chinois d'Apple (et autres), emploie à lui seul, en 2012, plus d'un million d'ouvriers et ouvrières, qui travaillent six jours sur sept pour un salaire maximum de cinq

³⁹ Observons qu'il en va de même dans l'agriculture industrialisée, où s'ajoutent d'ailleurs aux causes de ces rendements décroissants celles de l'appauvrissement des terres, de la pollution des eaux, et autres dégradations des conditions de la production agricole.

cents euros par mois, sans assurances sociales, logés dans des casernes dortoirs, soumis en tout au bon vouloir des patrons, etc. Or, entre autres effets, le développement de l'extraction de la plus-value sous cette forme absolue augmente la production – d'autant plus que la productivité est élevée en Chine aussi – tout en bridant drastiquement l'élévation de la consommation (différence d'avec l'extraction sous la forme relative). De ce fait la Chine devait beaucoup compter sur les exportations, surtout vers les USA et l'Europe, lesquelles étaient payées de plus en plus à crédit au fur et à mesure que les emplois, délocalisés, y disparaissaient. Mais la crise vient mettre un terme à ce système fondé sur le crédit, et la Chine n'y échappera pas à son tour, ainsi que les autres pays « émergents ».

Bref, ce n'est pas en remplaçant des emplois mal payés par des emplois très mal payés et des chômeurs que le capital sortira de cette crise ! Pas plus que l'inverse d'ailleurs ! Le fait que les capitalistes soient, aujourd'hui, obligés de se concurrencer plus par ce moyen (ce que ses élites dirigeantes appellent « tenir compte de la réalité du monde contemporain », « gagner la bataille de la compétitivité » !) que par les gains de productivité, s'entraînant ainsi mutuellement dans une formidable spirale récessionniste, est aussi un net indicateur de l'état de sénilité où en est arrivé le système. Le fondement essentiel de cet état, et c'est ce qui en fait sa spécificité par rapport aux autres crises, est dans le niveau historiquement atteint par la baisse de la quantité de travail vivant contenue dans les marchandises, qui, certes, diminue leurs valeurs, mais aussi, finalement, entrave les hausses de productivité qui, seules, seraient susceptibles de relancer la croissance – c'est-à-dire la croissance de la production/réalisation de plus-value (relative) – dans le capitalisme contemporain hautement mécanisé, et donc système de production/consommation de masse. C'est cette baisse de la quantité de travail, et non pas le niveau des salaires,

qui est la clé de la situation actuelle : elle est un problème insurmontable pour le capital, mais aussi un moyen potentiel d'enrichissement, de liberté et de jouissance pour les individus du communisme de demain. Nous y reviendrons donc plus loin évidemment.

Auparavant il convient de dire un mot sur ces obstacles à la valorisation du capital, qui ne sont nouveaux que par leur ampleur et leur gravité, et qu'on peut regrouper sous le terme de catastrophes écologiques.

L'expansion effrénée de la production du maximum de choses, et de n'importe quelles choses (« *production pour la production* » qui est une des caractéristiques essentielles du capitalisme relevée par Marx), motivée et conditionnée par la seule recherche du profit maximum, a conduit le capitalisme à générer des catastrophes écologiques inédites par leur ampleur et leur gravité. Elles sont assez connues pour qu'il ne soit pas nécessaire de les rappeler ici. Observons seulement qu'elles constituent aussi des obstacles à l'augmentation de la productivité tant par les coûts qu'elles induisent pour la société que du fait des résistances qu'elles y développent. Par exemple citons l'agriculture ultra chimique qui a atteint de telles limites en termes de monocultures, de dégradation des sols, de pollutions des eaux, de destructions de la nécessaire biodiversité, de santé publique, que, là aussi on en arrive à des rendements décroissants et à des blocages pour continuer sur cette voie de la production aveugle⁴⁰.

⁴⁰ Certes, toutes ces dépenses que génère la nécessité de restreindre ou de remédier quelque peu à certains des effets de ce « productivisme » aveugle qui caractérise le capitalisme permettent à certains capitaux particuliers (dans les domaines de la santé, de la dépollution des eaux ou de l'air, du traitement des déchets, de l'isolation thermique, des énergies renouvelables, etc.) de se valoriser (ce que font valoir les apologistes d'un « capitalisme vert » comme moyen de relancer la croissance), mais elles n'en constituent pas moins des « faux frais », selon l'expression de Marx, pour le capital en général ainsi dévalorisé, et freiné globalement par eux dans sa

Une partie de la bourgeoisie elle-même, que ces dégâts touchent aussi dans une certaine mesure, s'en inquiète. Pourtant, bien qu'ainsi avertis, la classe dirigeante et les multiples partis politiques «verts» aspirant à diriger l'État, et participant souvent déjà à cette direction, restent comme tétanisés, incapables de proposer une alternative adéquate réaliste. C'est que tous ces «verts», aussi divers soient-ils, n'envisagent nullement de sortir du capitalisme, pourtant seule cause de ces désastres. Ils n'ont donc à proposer que des mesures coercitives et marchandes (eux qui ne cessent de protester verbalement contre la «marchandisation» du monde!) via une augmentation des prix (de l'énergie, des taxes anti-pollution, des coûts de construction, des traitements des déchets, de l'agriculture «bio», etc.) qui n'aboutissent qu'à aggraver les difficultés de la valorisation du capital en même temps qu'elles pèsent sur les masses (ce qui d'ailleurs ne les poussent pas à y adhérer)⁴¹. Quant à la «décroissance», c'est à dire désaccumulation du capital, que prônent certains d'entre eux, elle n'est pas acceptable dans le cadre du capitalisme, ni par le capital qui la subit dans la crise comme le problème à résoudre, ni par les masses populaires qui manquent de tant de choses que c'est d'une autre croissance dont elles ont besoin. Nous verrons plus loin que c'est l'abolition du capitalisme (des «circonstances») qui seule permettra un changement des activités et des comportements.

croissance. Plus grave encore, l'épuisement des ressources naturelles par leur exploitation outrancière et gâchilleuse, la destruction inconsidérée de la nature, menacent sérieusement l'avenir de l'humanité.

⁴¹ Par exemple, selon l'étude de M. Gilles Bellec, ingénieur des Mines (cf. *Les Échos*, 13.08.12), en France le surcoût de l'électricité «verte» (éolien et photovoltaïque principalement), que les consommateurs paient via la CSPE (contribution au service public de l'électricité) imputée sur leur facture va passer de 500 millions d'euros en 2009, à 2 milliards en 2012, et pourrait s'élever à 7 milliards en 2020. Ce qui alourdirait de l'ordre de 20% la facture d'électricité des particuliers d'ici 2020. De plus cette CSPE affecte davantage le budget des ménages les plus modestes puisque, selon l'INSEE, la part de l'électricité représente 4% des dépenses des 20% les plus riches, contre 6% pour les 20% les plus pauvres.

Tous les obstacles que nous venons d'évoquer, et encore bien d'autres (voir chapitre 3), constituent aujourd'hui une limite à la valorisation du capital général que celui-ci ne peut guère repousser. Son accumulation tend donc à stagner, voire à décroître (récession), structurellement et non plus comme un stade qu'il pourrait dépasser comme il l'a encore pu après la Seconde Guerre mondiale.

Certes la concurrence oblige toujours chaque capitaliste particulier engagé dans la production à essayer de risquer malgré tout quelques investissements susceptibles de lui donner un avantage technologique sur ses concurrents, que ce soit en termes de productivité ou de mise sur le marché de nouveaux produits. Il peut obtenir par là ce que Marx a appelé une « plus-value extra » (vente à un prix supérieur à la valeur sociale du produit, situation de monopole sur un produit), c'est-à-dire temporaire, le temps que ses concurrents fassent de même, et qu'alors les prix s'abaissent, notamment dès que la protection des brevets tombe (cf. par exemple le cas des génériques en pharmacie, les produits des NTIC « copiés » par les chinois, coréens, etc.). Ils s'abaissent parce que les valeurs des marchandises s'abaissent du fait de la productivité élevée. Aujourd'hui chaque capitaliste particulier doit malgré tout essayer de poursuivre ses investissements technologiques pour survivre dans la concurrence (qu'il tente aussi d'éliminer en la rachetant). Il y est poussé par cette nécessité et l'espoir de cette plus-value extra. Mais aussi il en est découragé par les rendements dégradés de ce type d'investissement et la perspective de ne même pas pouvoir amortir son investissement en cette époque de crise chronique.

Ainsi on voit que la situation du capitalisme contemporain est telle que tout progrès dans les applications de la science à la production (de la productivité) tend à aggraver les obstacles à la valorisation du capital général qui ont été rappelés ci-dessus plus qu'il ne contribue à en re-

pousser les limites. C'est-à-dire qu'il constitue plus un facteur de dévalorisation du capital que de sa valorisation. Or nous avons vu qu'un accroissement de l'extraction de la plus-value sous sa forme relative par le moyen d'une forte augmentation de la productivité générale était une des conditions indispensables à la reprise de la croissance, c'est à dire de la valorisation du capital ! Voilà que la situation est telle que cette augmentation aboutirait au résultat inverse, sa dévalorisation.

Cette tendance à la dévalorisation est aujourd'hui d'autant plus forte qu'elle est accrue par des facteurs externes au procès de production de la plus-value *stricto sensu*. En effet, au cours de son développement historique le capitalisme a dû utiliser des moyens qui, comme celui des gains de productivité, étaient à la fois facteurs de valorisation et de dévalorisation, les deuxièmes finissant par l'emporter sur les premiers. C'est notamment le cas de trois d'entre eux, bien connus : le capital financier (le crédit), le capital commercial, et, de plus en plus important et grossissant, l'État. Ces moyens ont stimulé la production de la plus-value, de l'extérieur du procès de sa production, et sa réalisation. Mais ils ne pouvaient exister et se développer qu'en tant que consommateurs de la plus-value sociale puisqu'ils n'en produisent aucune. Leur accroissement est devenu d'autant plus fort que croissaient aussi l'accumulation du capital et les difficultés de sa valorisation (cette croissance étant évidemment aussi celle des contradictions du capital) puisque leur rôle était d'en être un stimulant. Mais stimuler n'est pas produire. Et quand les conditions internes de la production de la plus-value se sont mises à dépérir fortement, jusqu'à manquer comme nous avons vu que c'est aujourd'hui le cas, l'accroissement de ces stimulants ne pouvait plus jouer leur rôle sur une valorisation ainsi dépérissante. À l'inverse son effet sur la dévalorisation était devenu énorme, à proportion du grossissement de ces moyens externes. Ils contri-

buaiert alors à accroître ce dépérissement, consommant toujours plus de plus-value sociale qu'ils n'aidaient à en produire. (l'exemple du crédit et du capital financier est sur ce point particulièrement clair). Comme pour le dopage : on doit en consommer toujours plus pour être stimulé, mais finalement survient l'overdose !

Le capitalisme est contradiction en actes, disait Marx. Tous les moyens qu'il a mis en œuvre au cours de son développement historique sont à la fois facteurs de valorisation et de dévalorisation du capital. Les gains de productivité augmentent la production-réalisation de plus-value, mais en sapent aussi le fondement en diminuant, relativement puis absolument, la quantité de travail vivant qui la produit, le crédit la stimule (notamment en accélérant la rotation du capital), mais en en absorbant de plus en plus au fur et à mesure de son accroissement comme capital financier, idem pour l'État dont l'appareil politico-bureaucratique parasitaire grossit démesurément, et les faux-frais et gaspillages d'une production aveugle viennent aussi amplifier la dévalorisation. La situation du capitalisme contemporain est celle d'un retournement historique de ces mouvements de sens opposés : les facteurs de la dévalorisation sont devenus structurellement supérieurs à ceux de la valorisation⁴².

Structurellement veut dire que les capitalistes ne peuvent plus réunir les trois conditions essentielles ci-dessus rappelées pour sortir de la crise en ouvrant un nouveau cycle de reproduction élargie du capital, contrairement à ce qu'ils ont pu faire jusque-là lors des crises passées de suraccumulation de capital/sous-consommation des masses. Telle est la spécificité historique du capitalisme contemporain et de sa crise. Il est absolument nécessaire, pour déterminer une lutte politique efficace, réaliste, permettant de sortir de cette crise,

⁴² Voir un exposé plus complet et détaillé sur ce sujet, ici simplement résumé, dans Crise n°4.

de comprendre cette spécificité afin d'en tenir compte. Car elle indique que toutes les tentatives de relance de la croissance capitaliste, non seulement ne peuvent être recherchées qu'aux moyens, « classiques », de destructions massives d'hommes, de moyens de production, de richesses de toutes sortes, et d'une dégradation d'autant plus considérable des conditions de vie des masses que la plus-value sera davantage extraite sous sa forme absolue, mais qu'elles sont de plus en plus vouées à un échec rapide. Tous les partis politiques et idéologues proposant des recettes pour une nouvelle croissance du capital, pour un « bon » capital créateur d'emplois correctement salariés, etc., doivent être considérés comme bonimenteurs ou des charlatans. Ni les émissions monétaires massives des banques centrales pour couvrir les dettes publiques, ni l'étatisation accrue de l'économie et de la société, le protectionnisme et le nationalisme, ni un capitalisme « vert »⁴³, ni des augmentations de salaires au détriment des profits, bref, rien qui n'engage pas un procès révolutionnaire pour sortir du capitalisme, à commencer par la destruction de son État, ne peut, à notre époque, compte tenu donc de la spécificité historique ci-dessus énoncée, permettre de sortir de la succession ininterrompue de catastrophes (chômage, misère, guerres, totalitarismes, destruction de la nature) que le capitalisme empilera et accroîtra nécessairement pour tenter de survivre. La compréhension de cette crise poussée jusqu'à celle de sa spécificité historique permet donc de délimiter deux camps politiques antagoniques. L'un (droite et gauche réunies) qui prétend faire advenir un impossible nouveau cycle de croissance du capital, quelles que soient les divergences dans ce camp quant aux moyens, et qui revient en réalité à proposer un prolongement catastrophique de la crise. L'autre, réaliste, communiste, qui affirme l'absolue nécessité

⁴³ Cf. *L'Impossible capitalisme vert*, Daniel Tanuro, La Découverte, Paris, 2010.

d'un procès révolutionnaire pour abolir le capital. C'est des causes fondamentales de cette nécessité, au-delà de l'analyse du blocage structurel de la croissance du capital, dont il nous faut maintenant parler pour en montrer le caractère impérieux et le contenu.

3. NÉCESSITÉ DU COMMUNISME

La spécificité historique de la crise contemporaine qui vient d'être montrée a une cause fondamentale entre toutes, interne au procès de valorisation lui-même, qui est qu'en accroissant sans cesse, à sa façon, la productivité⁴⁴, le capital est allé jusqu'à faire dépérir la source même de sa croissance : la quantité de travail salarié productif de plus-value. Sa vitalité ainsi perdue, le voilà sénile. Ce dépérissement (évidemment loin d'être achevé) est le résultat d'un procès, qui a déjà été évoqué, et qui se résume à ceci : à force de remplacer la quantité de travail productif de plus-value par la machinerie le capital a fini par inverser le résultat initial de ce procès (cela a pris environ deux siècles). Il a réduit cette quantité de travail à un tel point que cela a sapé cette base, et seule base, de la production de plus-value. En même temps une fraction de plus en plus importante de celle-ci était absorbée par des capitaux improductifs, tel le capital financier ou commercial, par les superstructures étatiques, les faux-frais, gaspillages, etc. Ce qui constituait autant de capitaux ne retournant pas à la production, et qui aussi contribuaient à diminuer le taux de profit moyen. Ce qui est nouveau, spécifique de la situation du capitalisme contemporain, ce n'est pas le phénomène lui-même, mais son aboutissement. En tant que phénomène, Marx l'avait depuis longtemps prévu et expliqué, concluant que le capitalisme est contradiction en actes du fait que le moyen qu'il utilise pour augmenter la plus-value, à savoir « *le déve-*

⁴⁴ Pour mémoire, rappelons qu'en France une heure de travail produit, environ, trente fois plus qu'il y deux siècles ; que dans les pays où les forces productives sont le plus développées (USA, France, Allemagne, GB, etc.) le nombre annuel d'heures travaillées par personne occupée (à n'importe quel travail) est, grosso modo, passé d'environ 4 000 heures à 1 500 au cours de ces deux derniers siècles.

loppement inconditionné de la productivité sociale entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant⁴⁵ ». Cela parce que, « quelle que soit la proportion suivant laquelle, par l'accroissement des forces productives, l'industrie mécanique augmente le surtravail (la plus-value, n.d.a.) aux dépens du travail nécessaire (Cv, n.d.a.), il est clair qu'elle n'obtient finalement ce résultat qu'en diminuant le nombre d'ouvriers occupés pour un capital donné⁴⁶ ». Ainsi, à force, le conflit aboutit au dépérissement de la mise en valeur, à la sénilité du capital, sans eau de jouvence disponible.

Évidemment les difficultés du capital industriel entraînent celles des capitaux improductifs (capital commercial et financier) qui en dépendent puisqu'ils vivent de la plus-value de celui-ci, et affectent les ressources de l'État. Il en résulte partout une baisse de la quantité des emplois et des conditions de travail, une hausse de la précarité et du chômage. Ce qui ne signifie pas pour autant une diminution du nombre des prolétaires, au contraire⁴⁷.

Mais les résultats des hausses de productivité ne sont pas que ceux-là. Baisse de la quantité de travail contenue dans chaque marchandise signifie aussi baisse de leur valeur⁴⁸ puisque cette quantité en est la mesure. La situation du capitalisme doit aussi être analysée sous cet angle.

Il apparaît alors que la richesse matérielle, qui elle a sans

⁴⁵ K. III, 1, 263.

⁴⁶ K. I, 2, 90.

⁴⁷ Cf. Crise n° 4, chapitre 5.

⁴⁸ Baisse que ne révèlent que plus ou moins partiellement les prix puisque l'inflation monétaire (particulièrement énorme aujourd'hui) freine la baisse des prix nominaux, voire les augmente ; puisque se développent des situations de rente avec la rareté de certaines ressources dans des secteurs, tel le foncier et diverses matières premières par exemple, et aussi dans des secteurs monopolistiques, toutes situations qui permettent de fixer des prix supérieurs aux valeurs.

cesse augmenté, tant en quantité qu'en qualité (c.-à-d. en « valeurs d'usage », sans que nous discussions ici de l'intérêt de celles-ci), ne peut plus se représenter dans cette valeur peau de chagrin, la production de richesse par la production de valeur. Car, puisque le capital n'existe que comme valeur se valorisant, « l'évaporation » de la valeur⁴⁹ est comme la dissolution du capital, et donc de la production dans les conditions du capitalisme. Ce que Marx avait déjà énoncé : « *Le capital est contradiction en procès, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail (la quantité de travail, n.d.a.) à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse.* »⁵⁰

Ainsi la situation actuelle du capital, dont la crise est la conséquence, n'est pas seulement qu'il est suraccumulé, n'est pas seulement que sa reproduction élargie se heurte à de telles limites qu'elle ne peut plus guère se poursuivre, et qu'il ne peut plus se maintenir que dans les désastres et les catastrophes, mais aussi que, pire encore pour lui, il s'agit du dépérissement même de sa forme d'existence qui est d'être valeur se valorisant, procès d'accumulation de valeur.

Cette tendance au dépérissement⁵¹ est dialectique en ce sens que cette diminution drastique de la quantité de travail nécessaire à la production de richesses, en plus grand

⁴⁹ Procès qui, évidemment, n'est pas terminé, contrairement à ce qu'affirment certains. Seul un procès révolutionnaire d'abolition de la propriété privé des moyens de production permettra d'atteindre ce résultat.

⁵⁰ Gr. 2, 194.

⁵¹ « *Dans la mesure où [...] le travail immédiat et sa quantité disparaissent en tant que principe déterminant de la production [...] et se trouvent rabaissés aussi bien quantitativement à une proportion réduite que qualitativement à un moment certes indispensable, mais subalterne au regard du travail scientifique général, de l'application technologique des sciences physiques et mathématiques (et autres, n.d.a.) [...] Le capital travaille ainsi à sa propre dissolution en tant que forme dominant la production.* » Gr. 2, 188.

nombre et plus grande qualité, crée une condition fondamentale et puissante pour sortir de cet antagonisme qui plonge les peuples dans les catastrophes: maintenir à tout prix la valorisation de la valeur alors que, non seulement les conditions jusque-là opérantes de la valorisation, les gains de productivité notamment, ne sont plus guère réalisables, mais aussi que la condition fondamentale, l'existence même de la valeur comme représentant et mesure de la richesse, est mise en cause du fait que sa substance, le travail (abstrait, simple, immédiat), ne constitue plus qu'une quantité négligeable au regard de la masse et de la qualité des valeurs d'usage produites. Cette condition favorable ainsi créée, autre face de la diminution de la quantité de travail, c'est l'augmentation considérable du temps libre. Grandeur qui est une base indispensable et magnifique pour l'abolition de la propriété privée des conditions de la production, et donc de l'exigence de la valorisation de la valeur dans ce que la bourgeoisie appelle « l'économie » (qui n'est en réalité qu'un mode de production historiquement déterminé et provisoire). Ce dont nous reparlerons chapitre 4.

Pour le moment tirons une première conclusion pratique de l'analyse qui vient d'être faite quant à la situation de la société contemporaine. La valorisation du capital est sa condition d'existence, puisque toute « l'économie » (la croissance, l'emploi, les productions, la répartition du travail et des richesses, les rapports avec la nature, etc.) et partant tout l'édifice social dépend *in fine* de cette vitalité du capital. Une société, ce sont des rapports sociaux particuliers, et d'abord, le plus essentiel, dans la façon de produire (rapport de production), et donc aussi de distribuer, les conditions de la vie de ses membres. Toute communauté, ou toute classe dominante et dirigeante lorsqu'il s'agit de sociétés divisées en classes, a pour premier objectif de se perpétuer – et cet objectif est alors partagé par les classes dominées tant qu'elles s'imaginent vivre dans une sorte de commu-

nauté (telle la nation pour l'ère capitaliste) et que leur sort dépend de celle-ci, quelles que soient les critiques qu'elles lui portent quant à ses inégalités et son fonctionnement.

Perpétuer une société, c'est, fondamentalement, reproduire le rapport social de production qui la détermine, n'en modifier éventuellement que certains effets (selon la formule du Guépard dans le roman éponyme de Lampedusa : « *il faut que tout change pour que rien ne change* ») qui, ne touchant pas à ce fondement, le renforcent même en faisant croire qu'il n'est pas contradictoire avec le progrès pour tous, que tous peuvent profiter de la croissance qu'il engendrerait en permanence.

Le rapport de production qui détermine la société capitaliste est ce qu'on appelle communément « le capital ». C'est un rapport dans lequel les moyens de production, et la classe qui les possède⁵², sont séparés et opposés aux travailleurs, les dominant. Il induit, comme Marx l'a brillamment démontré, que les marchandises sont échangées selon la quantité de travail social qu'elles contiennent, c'est-à-dire sur la base de leur valeur d'échange⁵³, laquelle est représentée par l'argent et les prix. Ceux-ci diffèrent certes de cette valeur pour diverses raisons (notamment les différences entre l'offre et la demande, ainsi que la péréquation des taux de profit), mais en sont néanmoins un reflet, et d'ailleurs, globalement (pour le capital global), la somme des prix représente fidèlement celle des valeurs (de même que la somme des plus-values représente celle des profits).

⁵² Tout rapport de production est simultanément un rapport d'appropriation des moyens de la production et de ses produits, par exemple, et notamment, appropriation communautaire ou privée (mais il y a bien sûr de nombreuses formes diverses au sein de ces deux grands groupes qu'il n'y a pas lieu d'analyser ici).

⁵³ Il faut se reporter au chapitre 1 du livre 1 du *Capital* pour trouver la définition précise et argumentée des concepts de travail social, de valeur, et de valeur d'échange (forme de la valeur qui prend elle-même les formes argent, monnaie, prix, à la superficie des échanges marchands).

Du fait que les échanges dans le monde capitaliste sont ainsi médiatisés par l'argent, représentant de toute valeur, il résulte que le capitaliste produit pour l'argent, donc pour le plus d'argent (de profit) possible. C'est un constat que chacun connaît empiriquement, quand bien même la raison théorique très brièvement rappelée ci-dessus, lui échapperait. Mais ce qu'on ignore parfois, c'est que chaque capitaliste doit faire ainsi, qu'il soit ou pas cupide, car il y est obligé par la concurrence qui châtie inmanquablement les capitalistes les moins efficaces à faire du profit. Ils seront alors étouffés par les autres (qui plus productifs pourront pratiquer des prix plus bas, ou plus riches de profits utiliseront des pratiques de dumping), éliminés du marché qu'ils soient rachetés ou tout simplement poussés à la faillite.

Ainsi la valorisation du capital (le procès au bout duquel l'argent transformé en moyens de production et forces de travail est grossi de la plus-value) est son existence même, son essence étant le rapport de production (et d'appropriation) ci-dessus énoncé. Reproduire la société capitaliste nécessite de reproduire ce rapport qui est en est le fondement, donc de perpétuer ce mouvement de valorisation qui est sa réalisation, son existence, sa vitalité. Et le perpétuer implique de réunir toutes les conditions dont il dépend : non seulement les conditions internes de la production de la plus-value, non seulement les conditions de sa réalisation par la consommation, double condition qui nécessite des gains de productivité, comme nous l'avons vu, mais aussi toutes les conditions qui font accepter le capitalisme par les masses prolétaires, soumises ou forcées : conditions idéologiques, juridiques, policières et militaires, politiques, etc. On a vu que la situation du capitalisme contemporain se présente sous deux aspects dialectiquement liés :

Négativement comme blocage structurel de la valorisation, et donc impossibilité pour les prolétaires d'espérer une amélioration de leurs conditions de travail et de vie par le

moyen d'une croissance du capital, dont ils auraient des miettes. Impossibilité pour le capital de les « nourrir » parce que lui-même ne peut pas être suffisamment « nourri » par eux de plus-value.

Positivement comme procès de dissolution de la valeur qui pose la possibilité de cette nécessité, pour sortir de la crise et l'avenir de l'humanité, qu'est l'abolition du capital (du rapport social qui le définit), puisque la valeur se valorisant en est l'existence.

Possibilité, car le capital sénile ne mourra pas de lui-même, sauf à détruire avec lui toute la planète. Il dispose notamment d'un puissant pouvoir : l'État. C'est cette énorme machine bureaucratique, tentaculaire, armée, implacable, appuyée par tous les idéologues du capitalisme, tous les médias importants, toute la bourgeoisie. Plus la quantité de travail social productif contenue dans la marchandise diminue, donc plus la valeur se vide de sa substance, et plus ce mouvement est contradictoire avec la nécessité, pour la société capitaliste de maintenir néanmoins la valorisation, donc aussi de maintenir la valeur comme forme de représentation sociale du travail et de la richesse. Car telle est l'exigence inhérente à la propriété privée des moyens de production et d'échange. Aussi, plus s'aiguise cette contradiction, et plus l'État⁵⁴ doit se renforcer comme organe de domination de la société, se faire dictatorial, totalitaire, violent, pour tenter de la surmonter. Il ne dira jamais : je ne peux pas, je renonce. Toujours il trouvera des candidats à se mettre à sa tête, y compris au nom d'un pseudo anticapitalisme, et des sbires pour exécuter ses œuvres, y compris les plus basses.

Mais quels qu'ils soient, les gouvernants n'ont, dans les circonstances actuelles, que deux grands types de moyens pour tenter d'y parvenir :

⁵⁴ Voir T. Thomas, *Étatisme contre libéralisme ? C'est toujours le capitalisme !* Contradictions (Bruxelles), 2011.

1°) Comme nous l'avons déjà vu, utiliser tous ceux qui permettent d'augmenter l'extraction de la plus-value sous sa forme absolue pour tenter de pallier aux blocages qu'elle rencontre sous sa forme relative. Soit : intensifier, flexibiliser, précariser le temps de travail et abaisser le niveau de vie des travailleurs (baisse des revenus, des prestations sociales, inflation des prix, taxes et impôts supplémentaires).

2°) S'efforcer d'améliorer, face à la concurrence, la situation des capitaux que l'État a charge de reproduire, tout en tentant de les protéger de celle-ci par des moyens protectionnistes. S'efforcer de piller davantage les peuples qu'il lui est possible de dominer. Cela toujours dans la concurrence avec les autres prédateurs impérialistes, d'où de multiples guerres (Irak, Libye, Syrie pour quelques-unes des dernières en date), souvent scandaleusement « justifiées » comme ayant pour but la démocratie et les droits de l'homme !

Nous avons déjà dit les limites vite rencontrées par ces types de mesures, qui ne peuvent pas remplacer les « vertus » uniques de l'extraction de la plus-value sous sa forme relative pour la croissance capitaliste. Le résultat ne peut en être que prolonger la survie du capitalisme dans sa sénilité catastrophique. C'est-à-dire non seulement l'aggravation permanente de toutes les conditions de vie des peuples, mais aussi jusqu'aux guerres entre capitaux ou blocs de capitaux, États-Nations ou blocs d'États-Nations, États prenant ce faisant des formes néofascistes⁵⁵.

Dresser le tableau d'un futur aussi catastrophique n'est pas le produit d'une imagination exagérément pessimiste. Car il est fondé à la fois sur l'expérience – c'est ce qu'a déjà produit la longue crise des années 30, alors même qu'elle s'avère aujourd'hui avoir été d'une intensité bien plus faible que l'actuelle – et sur l'analyse marxiste, qui se révèle, par les faits eux-mêmes⁵⁶, incontestable, du développement des contra-

⁵⁵ Cf. T. Thomas, *Les Racines du fascisme*, éd. Albatroz, Paris, 1996.

dictions inhérentes au mouvement historique du capitalisme, dont il est aisé aujourd'hui ne serait-ce que de constater, à défaut d'expliquer, l'aboutissement dans la sénilité.

En revanche, en rester à ce tableau serait incomplet. Car on n'y voit que l'action des capitalistes et ses résultats. Il y manque celle des masses populaires, des prolétaires surtout, qui, inévitablement, seront amenés à réagir violemment à leur écrasement programmé par les partisans du capitalisme, qu'il soit libéral ou plus étatisé encore. Elle y manque car elle n'est pas aussi sûrement prévisible. Car là aussi l'expérience a montré et la théorie a expliqué⁵⁷ qu'une grande partie de ces masses pouvait se laisser aisément séduire par les camelots qui leur chantent que l'État, gouverné par eux, permettrait d'instaurer un « bon » capitalisme, national et socialiste à moins que ce ne soit socialiste et national, dur aux riches qui n'investiraient pas au profit de la croissance capitaliste sur le territoire national (des individus cosmopolites sans doute?), aimable aux pauvres qui seraient assistés – et donc surtout soumis – par l'État. Il convient donc de combattre ces dangereux charlatans, d'autant plus vigoureusement que l'incapacité de la caste politique traditionnelle (et des « experts » qui l'assistent) à résoudre la crise, en même temps que son cynisme prédateur, ses privilèges oligarchiques de toutes sortes auxquels elle s'accroche comme la coque à son rocher, amène les masses populaires à vouloir en changer, comme s'il s'agis-

⁵⁶ Par exemple, et entre beaucoup d'autres, le fait que les milliers de milliards de dollars et d'euros déversés par les Banques centrales pour sauver le capital financier n'ont pas relancé la croissance comme attendu, ni rien résolu de la crise, bien au contraire, démontre à l'évidence que celui-ci n'était pas sa cause principale comme l'ont d'abord affirmé tous les économistes et idéologues médiatisés.

⁵⁷ Il s'agit de la théorie des fétichismes, dont Marx a été le fondateur, qui explique pourquoi l'idéologie bourgeoise a une forte emprise sur les masses, emprise sur laquelle peuvent prospérer, pour l'amplifier, les théories des économistes et la propagande des idéologues et journalistes stipendiés.

sait de changer le pilote quand c'est l'appareil qui tombe en vrille, ses moteurs à bout de souffle.

Bref, le futur n'est pas écrit d'avance. Soit une profonde barbarie, pour reprendre le terme adéquat déjà utilisé et vérifié autrefois, si les luttes populaires se laissent entraîner dans la direction prônée par ces sirènes chantant le « bon capitalisme » ultra étatisé. Soit entreprendre de résoudre radicalement l'antagonisme qui caractérise la situation où en est arrivé le procès historique d'accumulation du capital, et qui oppose l'étiollement de la valeur d'un côté (dépérissement de la quantité du travail qui est sa substance), à la nécessité pour la société capitaliste, et plus particulièrement pour son plus haut responsable et organisateur, l'État, de maintenir à tout prix la valorisation puisque d'elle dépend au premier chef le taux de profit, donc la production des marchandises, l'emploi, et toute la reproduction de la société capitaliste. Chacun sait par expérience que le capital ne produit que s'il y a profit. Moins nombreux savent que le déterminant est en fait le taux de profit, et qu'il doit au moins être au niveau de la concurrence, faute de quoi le capital moins efficace est étouffé, perdu en tout ou partie au lieu qu'il puisse poursuivre son existence de valeur se valorisant. Beaucoup même parmi eux imaginent qu'il pourrait en être autrement, que ce taux pourrait être réduit durablement afin qu'une plus grande part de la richesse revienne aux producteurs !

La seule voie pour que l'humanité ne s'enlise pas dans une crise chronique et s'aggravant, pour qu'elle s'engage au contraire dans une nouvelle phase de son développement est d'acter positivement cette réalité : la diminution formidable de la quantité de travail social, le dépérissement de la valeur dont il est la substance. L'acter positivement, c'est en finir avec la valeur au lieu de tenter d'empêcher ce dépérissement, donc, pour cela, en finir avec tous les rapports sociaux de l'appropriation privée qui l'engendrent néces-

sairement, et, ce faisant, avec toutes les formes apparentes de la valeur (argent, profit, salaire, etc.). Ce qui exige de commencer par la destruction de l'État bourgeois, qui est un produit de ces rapports, mais qui en est aussi, et ne peut en être, par essence, que l'organisateur et le défenseur, d'autant plus acharné à les reproduire que, ce faisant, il se reproduit lui-même comme le dominateur et accapareur qu'il est par construction.

Refuser d'acter positivement cette réalité, c'est ce que font tous ceux qui proposent diverses solutions à la crise dans le cadre du capitalisme. Alors ils ne peuvent que l'acter négativement par le chômage et la misère, et cela exige de grandes violences, et un étatisme totalitaire (qu'ils prétendent évidemment toujours au service du peuple).

Affirmer l'urgente nécessité de cette action positive, c'est affirmer la nécessité du communisme (bien que le mot ait, hélas, servi de couverture à des régimes absolument détestables, comme le stalinisme, il convient de le conserver en rétablissant la signification et la qualité authentique). Mais cette nécessité est-elle possible ? C'est ce qu'il convient d'examiner maintenant, ce qui impliquera de préciser ce qu'est l'abolition de cette propriété privée, donc ce qu'est cette propriété, et aussi, dans sa conception générale, ce qu'est le communisme.

4. POSSIBILITÉ DU COMMUNISME

4.1. Qu'est-ce que la propriété? De la propriété privée personnelle à la propriété privée capitaliste

La possibilité du communisme étant celle d'abolir le rapport social de la propriété privée capitaliste, il convient donc d'abord de dire ce qu'elle est⁵⁸.

D'une façon générale la propriété n'est pas d'abord un droit mais un fait, ou plus exactement un faire, un comportement. Un comportement d'appropriation des conditions de leur vie que les hommes tirent de la nature. Et, puisqu'ils ne peuvent s'approprier ces conditions que collectivement, en tant qu'animaux sociaux et politiques, il s'agit d'un comportement dans un certain type de coopération (de rapports sociaux) déterminée, de façon plus ou moins adéquate, par les outils qu'ils ont créés. Ainsi il n'y a pas « la » propriété. Concrètement elle est ce que sont les différentes formes historiques que prend ce comportement, ce que sont les différents rapports sociaux qui déterminent qui fait quoi, s'approprie quoi, et comment. Par exemple il y a eu les formes communautaires d'appropriation dans les sociétés primitives (du fait de la faiblesse des instruments qui obligeait à la communauté pour affronter une nature alors toute-puissante), celles de la propriété privée personnelle dans les sociétés marchandes et des débuts du capitalisme, les différentes formes (financières et managériales) de la propriété privée capitaliste. Et d'autres encore si on examine l'ensemble des modes de production et d'organisation sociales au cours de l'histoire.

⁵⁸ Ce qui pourra être dit ici brièvement puisqu'un ouvrage a déjà été spécifiquement consacré à ce sujet (cf. T. Thomas, *Propriété et Possession, Aliénation et Liberté*, Contradictions, Bruxelles, 2006).

Mais nous ne considérerons ici que la propriété privée telle qu'elle naît, puis telle qu'elle se transforme en propriété capitaliste avec le monde bourgeois dont elle détermine les individus et leur société.

À l'origine il s'agit d'une propriété privée personnelle (PPP), c'est-à-dire fondée sur l'unité de la possession des instruments de son travail et de la propriété de leur produit par un individu (tous les individus n'en jouissent pas : ceux qui n'ont pas la propriété des moyens de leur travail, la terre par exemple, ou les outils pour le compagnon de l'artisan, ou les moyens de transport pour celui du marchand, etc.). Entendons dorénavant par possession la capacité, l'art de de savoir manier dans toute leur complexité les moyens du travail, de savoir les utiliser selon un but⁵⁹. Et entendons alors par propriété la reconnaissance juridique (et policière) de cette possession et l'appropriation de la part des produits du travail qui en découle.

Cette PPP ne peut évidemment concerner que la petite production. Elle sera dissoute par la grande qui séparera propriété et possession, tout en collectivisant d'une certaine manière l'une et l'autre mais au sein de la classe bourgeoise comme nous allons le rappeler.

Mais auparavant observons que la PPP n'existe aussi que comme dépossession, quand bien même tous en jouiraient, puisque chaque propriétaire doit vendre pour acheter ce qu'il ne produit pas et dont il a besoin. Il doit obligatoirement se dessaisir du produit de son travail (l'aliéner) pour pouvoir dessaisir un autre individu du sien. Et il ne peut le faire que par la médiation d'un étalon, l'argent, représentant la valeur sociale de ces produits (leur valeur d'échange). De sorte que : 1^o) les autres ne sont qu'un moyen pour le propriétaire privé, et qu'il cherche à en obtenir le plus

⁵⁹ « L'habileté particulière dans le travail assure aussi la possession de l'instrument. » Gr. 1, 435.

contre le moins ; 2°) son travail lui devient relativement indifférent dans la mesure où il n'est qu'un moyen pour gagner de l'argent, et le plus possible, et par tous les moyens possibles (ruse, escroquerie, etc.).

Bref, dans la propriété privée l'appropriation est aussi immédiatement désappropriation⁶⁰, et l'argent en est le support puisqu'il sert à la fois de moyen pour l'échange, et aussi pour l'accaparement et l'accumulation. D'abord le commerce a permis à certains, qui réussissaient à revendre plus cher ce qu'ils achetaient ailleurs à bas prix, d'accumuler des fortunes (système mercantile dont Venise fut un archétype). Lesquelles leur permirent ensuite d'acheter non plus seulement des produits finis, mais des moyens de production et directement le travail d'individus dépourvus, eux, de moyens, n'ayant que la possibilité de vendre leur travail, et devant donc accepter d'être payés moins que ce qu'ils fournissaient⁶¹. C'est le début du système capitaliste.

Tels sont, très brièvement rappelés, quelques-uns des caractères essentiels de la PPP dans son mouvement historique vers la propriété privée capitaliste. L'idéologie bourgeoise la pose en *nec plus ultra*, en fondement définitif et intan-

⁶⁰ Cette dépossession est multiforme. Pour rester bref, je ne développe pas ici le fait que le propriétaire privé est aussi dessaisi de la maîtrise de sa production puisque « le marché », 1°) lui impose aveuglément les contraintes sociales de la production (quoi produire, à quel prix, comment, en quelles quantités, etc.) ; 2°) ne l'informe de tout cela qu'après qu'il a produit, ce (c'est-à-dire la séparation privé/social) qui génère la possibilité des crises de surproduction dont nous avons parlé. Je passe également sur le fait qu'il est aussi dessaisi par l'État à qui il doit confier la responsabilité de réunir toutes les conditions, juridiques, policières, monétaires, militaires, etc., qui organisent et garantissent sa propriété et ses rapports avec les autres. Toutes dépossession qui réduisent la liberté du propriétaire privé à une peau de chagrin : c'est pourquoi Marx disait des capitalistes qu'ils ne sont que des « fonctionnaires » au service du capital.

⁶¹ Ces premiers prolétaires furent issus essentiellement des masses paysannes chassées des campagnes par l'appropriation violente des terres communales par les aristocrates et les institutions religieuses.

gible de l'individu soi-disant ainsi libre, car maître de lui-même. Et en système le plus efficace qui puisse être parce que chacun pourrait donner ainsi libre cours à son « esprit d'entreprise », à sa créativité, dans une concurrence, un esprit de compétition stimulant toutes les énergies. Il ne s'agit en fait que des cache-sexe pour masquer l'appât du gain, et ce monde merveilleux de la propriété privée dégénère aujourd'hui, pour au moins la troisième fois en un siècle, en d'immenses catastrophes mondiales. Maintenir ce discours dans ces conditions, c'est simplement vouloir maintenir, quel qu'en soit le prix pour l'humanité, l'appropriation des richesses par une petite minorité qui en dépouille la majorité qu'elle asservit en la dépossédant de toute propriété, non seulement des biens matériels, mais aussi de toutes les autres conditions d'un pouvoir sur leur vie. Mais cette majorité peut s'en construire un, malgré et contre la bourgeoisie : s'organiser pour et dans la lutte révolutionnaire pour renverser le capital !

Ce mouvement spécifique de totale dépossession est la caractéristique essentielle du rapport de propriété capitaliste. Il est, à son origine, dépossession des paysans de leurs terres communales, puis des populations colonisées (et souvent exterminées). Il est un mouvement généralisé de dissolution de la propriété personnelle de ses moyens de travail⁶² et de concentration des conditions matérielles et intellectuelles de la production aux mains d'une classe particulière qui se les est appropriées. Le procès de dissolution de la PPP accompagne celui du développement de la propriété capitaliste. Ce qu'il faut examiner maintenant de plus près, c'est en quoi ce développement aboutit à créer les

⁶² Dès l'origine le rapport capitaliste de production et de propriété « pré-suppose un procès historique qui dissout les différentes formes dans lesquelles le travailleur est propriétaire, ou le propriétaire travailleur [...] 1) dissolution du rapport à la terre [...] 2) dissolution des rapports où l'homme apparaît comme propriétaire de l'instrument. » Gr. 1, 434-435.

conditions concrètes, la possibilité de l'abolition de cette propriété capitaliste des conditions de la production, donc en quoi il indique le chemin qui permettrait de sortir de la crise contemporaine.

Pour s'approprier, la bourgeoisie exproprie. Dans ce constant procès historique, les prolétaires sont non seulement dépossédés des conditions objectives de leur travail, mais aussi jusqu'à leur savoir-faire, leurs compétences de métier, et se retrouvent réduits dans leur grande majorité à un travail de détail, parcellaire, abrutissant, fait de gestes répétés à l'infini, simples serveurs ou surveillants d'une machinerie de plus en plus sophistiquée, efficiente et omniprésente. Et leur dernière propriété, leur force de travail, devenant de plus en plus inutile, ils ne peuvent même plus s'en dessaisir pour s'approprier de quoi vivre. Dans ce procès historique s'affirme concrètement ce qu'est « le concept de capital » défini par Marx : la séparation des conditions du travail d'avec ceux qui les utilisent, laquelle se fait gouffre au fur et à mesure que ces moyens se perfectionnent et que se dégrade concomitamment la qualité du travail prolétaire, jusqu'au dépérissement de sa quantité (mais alors, comme nous l'avons vu, c'est aussi le dépérissement du rapport capitaliste lui-même !).

Mais dans ce procès s'affirme aussi autre chose d'important concernant ce qu'est la propriété capitaliste contemporaine, qu'il convient de rappeler nettement car c'est un fait très souvent ignoré et passé sous silence. Il s'agit du développement de sa division en deux formes différentes : en propriété juridique d'une part, qui, représentée par des titres (les actions notamment), prend progressivement la forme spécifique de capital financier, et, d'autre part, en possession, selon la signification que nous en avons déjà donnée : maîtrise des « instruments », aujourd'hui de la machinerie et de l'organisation du procès de production.

Marx disait du petit capitaliste : « *Celui qui fait fructifier le*

capital, même s'il en est le propriétaire, représente deux personnes : celle qui possède et celle qui utilise le capital. »⁶³

Le dédoublement se réalise concrètement avec le développement de la grande industrie qui nécessite des investissements de plus en plus considérables, donc hors des moyens d'un seul capitaliste (ou d'une famille). Il faut donc faire appel à beaucoup d'autres qui avanceront l'argent (actionnaires, banquiers et autres créanciers) en échange de titres divers. Ils se négocient dans les Bourses ou entre financiers. Ils forment le capital financier, une propriété extérieure au procès de production, aux mains de gens qui, le plus souvent, n'en connaissent même rien ou pas grand-chose, sinon les résultats financiers ! Marx les a nommé « les capitalistes passifs ». Passifs au sens qu'ils sont extérieurs au procès de production de plus-value, en touchant une partie sous forme de dividendes, intérêts, rentes. Mais il faut bien que d'autres exercent le rôle de « capitalistes actifs » (toujours selon la dénomination de Marx) dans ce procès. Ce sont ceux qui en ont la possession, la maîtrise de la machinerie dans toute sa complexité, et celle de l'organisation qui en découle des postes de travail. Ce sont les « managers », les « puissances intellectuelles » dirigeant et organisant la production comme production de plus-value. Ils sont possesseurs parce qu'ils ont pu s'approprier, chacun une parcelle car il s'agit d'un collectif, les sciences, les savoirs technologiques, et toutes les connaissances nécessaires au fonctionnement global très complexe et sophistiqué de la grande industrie hautement mécanisée. Ces capitalistes actifs « *confèrent aux moyens de production la fonction de capital* »⁶⁴. Ils font partie de plein droit des capitalistes (sont de ce côté de la séparation qu'est le capital) car ils travaillent « *en tant que capitalistes, c'est-à-dire exploités du travail d'autrui* »⁶⁵.

⁶³ K. III, 2, 41. Ici « possède » veut dire propriétaire juridique !

⁶⁴ K. III, 2, 46.

La propriété capitaliste ne se limite donc pas à celle du capital financier. Ensemble capitalistes financiers et capitalistes en fonction font partie de la classe bourgeoise qui s'est appropriée, et s'approprie tous les jours davantage, les moyens de production et les richesses. Cela indépendamment du fait qu'ils peuvent aussi se disputer le partage de la plus-value, que les uns reçoivent sous forme d'intérêts, dividendes, bonus, spéculations boursières, etc., les autres sous forme de très hautes rémunérations, retraites chapeaux, stock-options⁶⁶, etc. Remarquons que ces fonctions de capitalistes financiers et capitalistes actifs étant de plus en plus exercées directement par différents appareils d'État, les dirigeants de ceux-ci font aussi partie de cette classe de propriétaires : même s'ils ne possèdent pas eux-mêmes de titres de propriété ils exercent des fonctions d'appropriation (comme l'État lui-même en général d'ailleurs) au détriment du peuple, et y compris sous l'aspect qu'ils lui ôtent tout pouvoir.

Une conséquence essentielle de cette situation est qu'abolir la propriété ne se réduit nullement à abolir la propriété financière (et encore moins à la nationaliser, qui n'est pas l'abolir). Ce qui sera développé plus loin.

Mais avant, faisons le point. On voit que le développement de l'accumulation capitaliste a impliqué la réduction de la petite production et de la forme de propriété lui correspondant, la PPP. La puissance scientifique et mécanique des moyens de production modernes, leur concentration, la complexité de leur mise en œuvre, nécessitent, d'une part des masses énormes de capital-argent, à la mesure de ces moyens considérables (de ce capital fixe), et, d'autre part, des compétences scientifiques, techniques et d'organisa-

⁶⁵ K. III, 2, 52.

⁶⁶ Celles-ci, comme toutes les autres formes d'intéressement aux résultats, ont évidemment pour fonction de relier les intérêts des capitalistes en fonction à ceux du capital financier.

tion qu'il faut mobiliser pour les mettre en œuvre. Le capital se développe ainsi sous la forme d'une puissance financière et intellectuelle dont les propriétaires et possesseurs sont les agents. Ces agents, plus ou moins associés à la tête de telle ou telle entreprise, se veulent et agissent individuellement, mais aussi collectivement, comme capitalistes propriétaires privés.

Sous la forme argent la propriété du capital peut se concentrer aisément en assez peu de mains puisqu'alors son accumulation n'a pas de limite, et que le capital financier peut gonfler d'autant plus vite (du moins jusqu'au krach) qu'il est déjà gros. Et c'est ce qui advient effectivement. La possession des moyens de production est elle appropriation des sciences et techniques. Elle est donc plus dispersée, plus diverse, chaque capitaliste actif ne disposant que d'un seul cerveau, à capacité limitée. De sorte que l'accaparement d'une part de la plus-value par ces « puissances intellectuelles de la production », selon l'expression de Marx, est aussi plus dispersé, entre des mains plus nombreuses. De sorte que cet accaparement est beaucoup plus visible de la part des capitalistes financiers, et apparaît alors beaucoup plus scandaleux non seulement par l'énormité des fortunes de cette petite minorité, mais aussi par le fait, que celle-ci étant extérieure au procès de production, cet accaparement se montre ouvertement comme pillage et parasitisme, tandis que beaucoup de ces puissances intellectuelles de la production semblent n'avoir qu'un rôle technique, créatif, et mériter plus ou moins leurs hautes rémunérations par leurs connaissances mises au service du procès de production, où elles sont indispensables. Il est moins aisé de voir qu'elles usent de leur domination sur ce procès pour mettre leurs compétences au service de la production de plus-value.

Pour toutes ces raisons, le capital financier semble à lui seul être la propriété capitaliste, à lui seul le capital, et, avec ses agents les capitalistes financiers, les traders, les aventuriers

de la spéculation, les amateurs de paradis fiscaux, être la seule cible de la gauche qui se dit radicale. Et cette propriété financière est d'ailleurs la plus facile à saisir, partiellement par l'impôt ou totalement par la nationalisation, parce qu'elle est concentrée dans un nombre relativement réduit d'institutions, qu'il ne s'agit que de saisir des choses, du « papier », et qu'un simple décret suffit pour ça. On fait croire que, ce faisant, on abolit le capital, ou du moins le « mauvais capital », et qu'on favorise « le bon », celui qui produit (la plus-value) et embauche. Sauf que nous avons vu que les raisons de la récession et du chômage ne se trouvaient pas principalement dans les « excès » du capital financier et l'avidité de ses agents.

À vrai dire jamais l'abolition de « l'enveloppe » financière du capital ne peut à elle seule abolir le capital (au contraire elle en dépend aussi), c'est-à-dire le rapport de propriété du capitalisme moderne dont l'essence est la domination des moyens de production (et de leurs possesseurs, les puissances intellectuelles de la production) sur les producteurs qui ont été dépossédés de toute maîtrise sur ces moyens.

Ce qu'il faut faire maintenant, c'est donc déterminer quelles sont les conditions d'abolition de ce rapport de propriété que le capitalisme a créées, et quelles autres sont encore à créer. Et, s'il est possible de les créer, comment le faire, et par quels rapports sociaux seront alors remplacés ceux du capitalisme ainsi aboli.

4.2. Conditions existantes d'abolition de la propriété capitaliste

À l'ancienne forme de propriété, la PPP, une division sociale du travail entre petits producteurs indépendants propriétaires et possesseurs de leurs outils, ou employant, pour les manufacturiers, une main-d'œuvre qui possédait encore l'art de ses métiers, a progressivement succédé, avec le

capitalisme moderne, de nouvelles formes de division sociale du travail, donc de propriété⁶⁷, qu'on peut résumer dans cette division essentielle: propriétaires financiers et puissances intellectuelles de la production d'un côté, prolétaires (qu'ils soient actifs ou chômeurs) de l'autre. Le capital est un pouvoir social qui a non seulement accumulé de son côté la richesse matérielle, mais aussi, et pourrait-on dire surtout, qui a absorbé, face au travail, «*l'accumulation du savoir et de l'habileté, des forces productives du cerveau social*⁶⁸», et, ce faisant, l'a organisée comme machinerie propre à extorquer le maximum de surtravail (substance de la plus-value) aux prolétaires. Extorsion qui n'est évidemment pas le fait de la machinerie elle-même, mais de la façon dont elle est conçue, organisée, et utilisée par les puissances capitalistes. L'écart entre l'appropriation, par un petit nombre, et la désappropriation subie par la masse atteint alors des sommets, proportionnels à l'immense puissance sociale appropriée. Il en va de même pour l'antagonisme des intérêts des deux classes ainsi séparées.

Nous avons vu que la propriété financière était la cible quasi unique des critiques dites de gauche du capitalisme, et pourquoi cette critique ne touchait pas le contenu essentiel du rapport social de production et de propriété qui s'appelle le capital (ni même ne permettait de surmonter sa crise actuelle⁶⁹). C'est pourquoi l'annulation des créances déte-

⁶⁷ «*Les divers stades de la division du travail représentent autant de formes différentes de la propriété [...]*» I.A., p. 16

⁶⁸ Gr. 2, 186.

⁶⁹ Le capital financier «*est la cible la plus proche d'une critique superficielle (du capitalisme, n.d.a.) [...] il est la forme où, se (le capital, n.d.a.) manifestant de la façon la plus irrationnelle, il offre la cible la plus facile pour les socialistes vulgaires*». T.P.V. 3, 540. Il est aisé de constater que ces «*socialistes vulgaires*» sont aujourd'hui fort nombreux dans ce qu'on appelle la gauche, ou même la gauche radicale.

nues par les capitalistes et leurs États, la nationalisation des titres de propriété et des entreprises financières, bref la destruction du système financier existant, comme l'abolition de toute propriété juridique, par et dans un procès révolutionnaire, n'est qu'un premier pas dans celui-ci. La concentration du capital financier contemporain est un facteur favorable à sa mise en œuvre, de même que la nature de ce capital « de papier », extérieur au procès de production, une simple propriété juridique qui peut changer de mains en quelques secondes si un pouvoir politique révolutionnaire dominant, et bien sûr armé, en décide ainsi.

Plus complexe, et demandant plus de temps, est la suppression du rapport capitaliste dans son autre aspect, le plus fondamental et amplement développé dans le capitalisme moderne, qui oppose concrètement, dans le déroulement du procès de production lui-même, les puissances intellectuelles de ce procès aux exécutants. Insistons encore une fois : « *Au fond du système capitaliste il y a la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production.*⁷⁰ » Là on n'est plus dans le superficiel, comme on l'est encore avec le capital financier. Et c'est une séparation qui n'a fait que s'amplifier au cours de l'histoire du capitalisme ! Au point même qu'elle tende à rejeter les prolétaires hors de l'atelier, hors du travail.

C'est donc cette séparation qu'il faut abolir pour achever le capitalisme. L'abolir, c'est que tous puissent s'appropriier et exercer, ensemble associés, le pouvoir social formé des savoirs accumulés depuis les origines de l'humanité afin de maîtriser, au mieux que ces savoirs le permettront, les conditions de la production de leurs vies. Or, le fait que ce patrimoine de l'humanité, soit aujourd'hui concentré et universalisé dans les sciences, qui, toutes ensemble forment ce que Marx appelait un « intellect général », un « cerveau social »,

⁷⁰ K., I, 3, 154.

est un facteur favorable, et indispensable, pour leur appropriation par tous associés (chacun pour la part qu'il peut et désire s'approprier, mais suffisamment pour qu'une haute culture générale commune permette les échanges entre tous et la participation « en connaissance de cause » aux décisions et aux travaux communs). En effet, les savoirs ne sont plus alors intimement liés à l'habileté, au « métier » d'un individu, ils ne sont plus ceux d'une activité parcellaire et bornée, mais ils sont, dans cet intellect général, la synthèse, le concentré, la quintessence⁷¹ de tous les savoirs accumulés. Ils sont ainsi détachés des individus, ainsi que sous une forme et dans un langage appropriable par tous⁷². Ce à quoi s'opposent le rapport capitaliste et ses partisans.

L'appropriation de cet intellect général par les prolétaires est en particulier nécessaire pour qu'ils puissent s'approprier toutes les conditions de la production, notamment toute cette machinerie créée par le capitalisme afin de pouvoir l'orienter et l'utiliser autrement, et en faire les moyens de production d'une autre vie, d'autres individus.

Il ne suffit pas d'ailleurs de posséder les machines, de maîtriser leur fonctionnement, mais tout le système de production. Ce qui inclut le « travailleur collectif », cette vaste coopération qui constitue une puissance bien supérieure à la simple addition des puissances individuelles qui en font partie. Mais dans le capitalisme elle se présente toujours comme une puissance du capital parce que conçue, organisée, imposée par lui comme une division du travail spécifique, dont le seul but est d'augmenter au maximum la pro-

⁷¹ « *La science, produit du développement historique universel dans sa quintessence abstraite.* » TPV 1, 458.

⁷² Et en relativement peu de temps au regard de la puissance de ce qu'on peut s'approprier. On peut apprendre en quelques mois ou années de travail ce qui représente un immense temps de travail accumulé depuis des siècles. « *En une heure par exemple n'importe quel écolier peut apprendre la théorie des binômes.* » TPV 1, 411.

duction de plus-value que s'approprie la classe bourgeoise. De sorte que cette coopération est pour les prolétaires comme « *une puissance étrangère qui les domine* » au lieu de « *leur propre puissance conjuguée*⁷³ » qu'ils pourraient augmenter et utiliser à leur profit.

Néanmoins le fait favorable est que cette coopération existe⁷⁴. Et qu'elle est d'autant plus puissante aujourd'hui qu'elle est à l'échelle mondiale, s'appuyant sur toutes sortes de moyens de communications extrêmement efficaces et rapides (Internet bien sûr pour le dernier en date). On peut organiser, par exemple, le travail en commun entre scientifiques dispersés sur toute la planète, bénéficier instantanément des toutes dernières informations sur tous les sujets. Mais dans la division mondiale du travail capitaliste, autrement dit impérialiste, il ne s'agit pas de coopération entre associés librement unis, mais de rivalités entre capitaux dans l'exploitation des peuples et des ressources pour y obtenir la place dominante. De sorte que la coopération y est considérablement affaiblie, bridée, tant par la résistance qu'y opposent les peuples dominés que par les conflits inhérents à l'appropriation capitaliste. Conflits armés qui n'ont cessé depuis la Seconde Guerre mondiale de ravager des territoires et massacrer des populations, causant bien plus de pertes que celle-ci n'en a causées. Conflits « pacifiques », par de multiples moyens, comme par exemple : les brevets ou le protectionnisme. Coopération terriblement af-

⁷³ I.A., p. 32.

⁷⁴ « *Il faut que la dépendance réciproque soit d'abord élaborée et développée dans toute sa pureté avant qu'on puisse penser à une communauté sociale effective – que tous les rapports apparaissent comme des rapports posés par la société et non déterminés par la nature.* » Gr. 1, 218. Ce qui est vrai aussi, et en particulier, de l'État dont une caractéristique comme forme historiquement spécifique du pouvoir politique est d'apparaître comme construit par les « citoyens » et pour eux, et non pas comme un pouvoir de nature divine, ou inhérente à un ordre naturel présupposé comme dans les périodes d'avant les révolutions bourgeoises.

faiblie aussi par le fait que les capacités intellectuelles, créatives, de plusieurs milliards d'individus sont laissées en friche, niées, broyées, inutilisées dans ce système fondé sur le rapport de production capitaliste. Non déterminées et soumises à ce rapport, elles pourraient constituer une puissance décuplée contribuant à libérer les individus de la domination du travail répulsif, contraint, et donc une puissance pour la conquête du temps libre qui leur permettra de s'approprier « l'intellect général » et la maîtrise collective des moyens de la création de leurs vies.

Car en effet le temps libre – le temps libéré de la contrainte d'avoir à effectuer un travail répulsif sous l'emprise de nécessités extérieures (déterminées par le niveau des forces productives et les rapports sociaux d'une époque⁷⁵) – est une condition matérielle qui sera indispensable aux prolétaires pour qu'ils puissent abolir le rapport qu'est le capital jusque dans son fondement (la dépossession des prolétaires des moyens de production, qui les dominent). C'est de la possibilité du temps libre que dépend pour une bonne part le succès du procès révolutionnaire, c'est elle qu'il faut maintenant appréhender.

On a vu (chapitre 2, section 2.2) que la baisse de la quantité de travail productif contenue dans chaque marchandise grâce aux gains de productivité a fini par entraîner celle du surtravail issu du procès de production. Or pour le capital, s'il y a baisse du surtravail, donc de la plus-value qui en représente la valeur, donc, finalement, des profits et, surtout, du taux de profit, la production n'a pas d'intérêt. Sans surtravail, le travail ne l'intéresse pas. Alors il supprime le travail tout entier : c'est le chômage, au lieu que ce pourrait être – ce qui sera réalisé par le prolétariat révolutionnaire – une diminution du temps de travail. Il supprime le travail, et des moyens de production, non pas parce que les besoins

⁷⁵ Cf. note 102.

de la population sont satisfaits, mais parce que ses besoins à lui de surtravail, base des profits, sont insatisfaits! Bref, pour lui la diminution du temps de travail induite par les progrès incessants de la mécanisation et de la productivité est un drame. Et ce drame est un scandale pour le peuple, une entrave intolérable au développement humain. Car le capital ne peut que transformer la diminution du temps de travail, un peu, parfois, en temps de loisirs aliénés, beaucoup (et de plus en plus) en temps de précarité, de chômage, de misère. En temps vide, inutile au développement humain, donc inhumain.

Mais pour les prolétaires cette situation n'est pas que catastrophique. Car l'augmentation considérable du temps libre est aussi un extraordinaire moyen pour abolir la condition de prolétaire en abolissant le rapport de propriété et de production capitaliste, autrement dit en abolissant la division du travail capitaliste et, finalement, le travail prolétaire (le travail contraint, répulsif, aliéné et aliénant).

En effet, le temps libre peut être transformé, par la lutte révolutionnaire, de temps vide et inhumain en temps de luttes, en temps plein et riche d'activités d'appropriation et de développement de l'intellect général et de tout le patrimoine construit par les générations précédentes. Cette transformation est au cœur du procès révolutionnaire menant au communisme, qui sera exposé plus loin (chapitre 5). Limitons-nous pour le moment à rappeler en quoi cet énorme potentiel de temps libre que recèle la société actuelle est un potentiel, une possibilité pour le communisme.

Parce que ce temps peut être temps pour lutter, s'organiser collectivement, apprendre ; temps pour conduire et achever le procès d'abolition du capital en s'appropriant ce pouvoir social qu'a absorbé et accaparé le capital. Parce que cette diminution de la quantité de travail prolétaire, que le procès révolutionnaire amplifiera et achèvera de réaliser après la chute de l'État bourgeois, implique l'achèvement de la

disparition de la valeur d'échange (et de l'argent qui la représente), et donc de la production pour l'argent, pour l'accumulation de l'argent, l'aveugle « production pour la production » de n'importe quoi, n'importe comment, ainsi que de la répartition des travaux et des richesses qui en découle. Autrement dit, dans ce mouvement c'est la production pour la valeur d'usage, pour des besoins déterminés par les individus associés qui devient le déterminant⁷⁶.

Nous avons vu que la crise actuelle manifeste que ce procès de dissolution de la valeur est déjà bien avancé, même s'il est loin d'être encore achevé, ce que seul un procès révolutionnaire pourra réaliser, le capital ne s'écroulant pas tout seul. D'ailleurs chacun peut constater empiriquement que nombre de produits sophistiqués, par exemple un ordinateur personnel, sont vendus à des prix dérisoires au regard de leur étonnante valeur d'usage, de la puissance scientifique qu'ils incorporent (et ces prix pourraient être bien plus bas puisqu'ils intègrent une large part de faux frais, comme publicité, taxes pour la bureaucratie, etc., et aussi bien sûr les profits et hautes rémunérations des capitalistes). Un certain nombre de produits sont déjà potentiel-

⁷⁶ On peut rappeler ce célèbre passage prémonitoire de Marx (Gr. 2, 192-193.) : dès lors que « *la création de la richesse réelle dépend moins [...] de la quantité de travail employé [...] mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès technologique, autrement dit de l'application de cette science à la production...* », donc, « *dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse nécessairement d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des pouvoirs universels du cerveau humain. Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange [...]* ». Notons que Marx qualifie ici de « non-travail » l'activité des puissances intellectuelles, car c'est une activité riche, gratifiante, même si, bien évidemment, elle nécessite des efforts (mais « surmonter des obstacles » est source de jouissance pour l'individu). On retrouvera cette notion de travail, ou activité, riche à la base de la société communiste.

lement reproductibles quasiment gratuitement. « Une vidéo vendue sur Internet à 100000 exemplaires demande exactement le même travail qu'une vidéo vendue à 100 exemplaires, à la commercialisation près » observe un journaliste⁷⁷ constatant anxieusement le développement généralisé du « low cost » et le recul de l'emploi avec la croissance du « high tech ».

Tel est le résultat inexorable de la science appliquée à la production : diminuer la quantité de travail contenu dans la marchandise, diminuer la valeur de celle-ci. Elle y agit comme valeur d'usage⁷⁸, qui ne produit pas elle-même de valeur supplémentaire (de plus-value) mais contribue à en faire produire par les ouvriers employés (tout en diminuant finalement le nombre, et la production de plus-value avec, comme il a été rappelé). Sa valeur est simplement transmise au produit par fractions (soit, grosso modo, ce que la comptabilité nomme l'amortissement).

Observons aussi que la valeur de la force de travail scientifique (le temps de travail qu'il faut consacrer à produire cette force, à acquérir une compétence scientifique) qui entre dans celle de la machine quand elle est construite comme marchandise, pour être vendue à un entrepreneur, est elle-même dérisoire au regard de la valeur d'usage qu'elle représente, faite de la part du patrimoine scientifique accumulé par l'humanité qu'elle intègre, et qu'elle fournit au capitaliste qui l'achète. En effet, en relativement peu de temps un élève peut acquérir une connaissance représentant un héritage considérable, une puissance à la

⁷⁷ J.M. Vittori, *Les Échos*, 16.02.12.

⁷⁸ « Pour autant que ce capital constant (la science cristallisée dans la machinerie est du « capital constant », n.d.a.) entre dans la production, ce qu'il y a lieu de considérer ce n'est pas sa valeur d'échange, mais seulement sa valeur d'usage [...] l'aide qu'une machine peut fournir à trois ouvriers, par exemple, ne dépend pas de sa valeur, mais de sa valeur d'usage, en tant que machine. » K. III, 1, 99.

création de laquelle il n'a pris lui-même aucune part⁷⁹. Acquisition très bon marché au regard de ce qui est ainsi acheté, puisqu'elle ne lui coûte que le prix de son entretien en tant qu'élève et celui de ses professeurs, bien souvent pris en charge pour une large part (bien qu'encore insuffisante pour les petits revenus, notamment en ce qui concerne les études supérieures) par la société. Ce qui montre que les hauts revenus des cadres supérieurs sont bien plus un prélèvement sur la plus-value, qui découle de leur possession des savoirs, que le prix de leur force de travail. C'est cette possession qui explique que le propriétaire juridique des moyens de production, le capitaliste financier, doit accepter de partager avec eux la plus-value.

Tout ça pour dire qu'existe la possibilité, potentielle, d'acquérir les connaissances intellectuelles : elles sont là, héritage du passé, disponibles et appropriables gratuitement par tout un chacun : il suffirait d'en avoir le temps, l'envie, et la volonté d'y consacrer les efforts nécessaires (sans lesquels un individu ne peut acquérir aucune qualité, qu'elle soit d'ordre scientifique, artistique, sportif, etc.).

Bien évidemment le capital, qui n'existe que comme valeur se valorisant, est obligé, pour rester capital, de tout faire pour tenter d'enrayer cette tendance à la dissolution de la valeur qu'engendre le développement de la science et de ses applications à la production. Mais il l'a lui-même engendrée, et devrait continuer à le faire (à accroître la productivité) pour continuer à se valoriser. Ce qu'il ne peut plus faire ou pas suffisamment, pour les raisons que nous avons indiquées chapitre 2. Il ne lui reste donc plus qu'à appliquer des mesures souvent d'une brutalité inouïe, et toujours désespérées car elles ne peuvent pas lui faire retrouver la fameuse croissance qu'il espère. Nous l'avons déjà observé à propos de soi-disant remèdes à sa crise comme l'émis-

⁷⁹ Cf. note 72.

sion monétaire massive, l'étatisme renforcé, le protectionnisme, la dégradation des salaires et des conditions de travail, et quelques autres. Ajoutons à la panoplie les tentatives de donner une valeur, par le biais d'un prix, à ce qui n'en a pas. Par exemple en créant toute une législation coercitive pour créer juridiquement une propriété intellectuelle, scientifique notamment, en faire une marchandise qu'on puisse vendre bien que le vendeur n'en soit pas dépossédé quand il la vend, bien qu'il ait lui-même largement puisé gratuitement dans l'intellect général pour s'approprier ses connaissances, bien que le « produit » d'un cerveau soit une valeur d'usage qui n'intègre qu'un travail (activité) libre, jouissif, riche, et qui ne peut avoir un prix élevé que parce qu'il est réservé à une petite minorité, et ne peut exister ainsi que parce que d'autres sont voués à un travail aliéné pour la nourrir et sont privés de pouvoir exercer un telle activité riche. Aujourd'hui on voit le capital tenter de s'approprier tout ce qui est encore resté pure valeur d'usage, comme, par exemple, des éléments naturels tels que les plantes, les gènes, la mer, l'air pur, le soleil qui sont vendus comme marchandises par ceux qui s'approprient le vivant, y compris l'humain, l'espace, etc.

Il faut ici redire, car c'est là surtout le moyen essentiel et le plus insupportable qu'il utilise pour relancer la valorisation, que le capital s'emploie avec une extrême brutalité à repousser les limites de l'exploitation des prolétaires jusqu'à leur extrémité létale. Tous ses idéologues ne cessent de répéter, avec une hargne toujours renouvelée ces antiennes: « le travail coûte trop cher », « il faut être compétitif », autrement dit que tous les prolétaires acceptent les niveaux de salaires et les conditions de vie les plus bas dans le monde. Nous avons montré précédemment l'impasse de cette recherche effrénée d'augmenter l'extraction de la plus-value sous sa forme absolue, sans parler de la barbarie que cela implique, et qui s'étend jusqu'à cette tendance à détruire les conditions de vie sur terre.

Face à cette situation, il y a aussi, et heureusement, un autre possible. Ce possible est un futur potentiel dont le procès de réalisation a ses conditions initiales dans le présent, dans le réel (sinon ce ne serait qu'une utopie). Il est la possibilité du communisme, laquelle repose dans « *les conditions matérielles pour faire sauter cette base bornée*⁸⁰ » qui est celle du rapport d'appropriation et de production capitaliste. Cette borne est qu'il implique la mesure de la richesse par le temps de travail prolétaire, répulsif, alors même que celui-ci disparaît. Dans le communisme, au contraire, le critère de la vraie richesse est justement cette disparition, le temps libre au profit d'une activité développant les hommes dans toutes sortes de riches qualités. C'est-à-dire un temps libéré de la domination du capital. Donc d'abord temps de lutte pour l'abolir.

On a énoncé ci-dessus, du moins pour les plus essentielles, lesquelles des conditions permettant cette abolition ont été créées, par le capital lui-même, et développées aujourd'hui jusqu'à un point de mûrissement tel que le procès de réalisation du communisme n'a plus grand-chose à voir avec les gigantesques obstacles qu'il devait surmonter lors des révolutions précédentes (Russie, Chine, pour les deux exemples majeurs), et qu'elles ont d'ailleurs, comme on le sait, échoué à franchir.

Mais on a dû constater aussi, qu'en même temps que le capital créait ces conditions, il faisait tout ce qui est en son pouvoir pour en faire des situations qui préservent la valorisation du capital et les rapports d'appropriation capitalistes. Ainsi le temps libre est fait par lui chômage ; la richesse, misère ; la puissance sociale, propriété privée d'une classe ultra minoritaire et de son État tentaculaire.

Conclusion : cette situation manifeste deux choses concomitantes. L'état avancé des facteurs de dissolution du capital

⁸⁰ Gr. 2, 194.

(de l'ampleur de ses contradictions) par lui-même, sa sénilité, avec toutes leurs conséquences catastrophiques. Mais aussi que cet état offre des moyens d'une puissance potentielle considérable pour entamer, et développer victorieusement jusqu'au bout, un procès révolutionnaire communiste qui, non seulement est, pour commencer, la seule sortie de crise possible, mais qui réalisera l'abolition de la condition de prolétaire, c'est-à-dire du rapport d'appropriation capitaliste jusque dans son fondement ultime: le travail contraint, répulsif, qui disparaîtra évidemment en même temps que la division puissances intellectuelles/exécutants (possesseurs/dépossédés).

Il s'agit en quelque sorte de « libérer » ces moyens de leur carcan capitaliste afin de pouvoir les développer jusqu'au bout de leurs potentialités⁸¹. « Libérer » la production des valeurs d'usage de la domination des valeurs d'échange, « libérer » le temps libre de la misère et de l'aliénation d'un temps vide, « libérer » la coopération mondiale des individus des divisions du travail impérialistes, de la concurrence, des idéologies nationalistes, et des guerres qui s'ensuivent, etc. Ce que libérer veut dire, d'une façon générale, c'est un mouvement au cours duquel les individus s'approprient les conditions existantes de l'auto-construction de leurs vies, et, à partir de là, en créent de nouvelles pour les construire plus élevées, plus riches de qualités. C'est ce procès révolutionnaire d'abolition du capital et du prolétariat dont il faut maintenant, en ayant vu les conditions existantes qui le rendent possible, expliciter la réalisation, du moins dans ses grandes lignes.

⁸¹ La classe ouvrière « n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre. » K. Marx, *La Guerre civile en France* » Œuvres Choiesies, t. 2, p. 238, Éditions du Progrès, Moscou, 1970.

5. RÉALISATION DU COMMUNISME

5.1. Nécessité d'une transition

Savoir reconnaître la nécessité d'une phase de transition entre le moment d'une révolution politique victorieuse, qui ôte à la bourgeoisie régnante d'importants moyens de son pouvoir dans la « superstructure » (État et forces armées, médias et moyens d'éducation, etc.), ainsi que la propriété juridique et financière des entreprises, et celui où les classes disparaissent en même temps que toutes les formes de la possession capitaliste, est ce qui distingue les révolutionnaires concrets, conscients de ce que sont les conditions à réaliser pour parvenir à ce résultat, des utopistes qui les ignorent. On peut toujours, et sans grande difficulté, poser les principes d'une société communautaire idéale d'individus libres. Mais il est plus ardu de comprendre ce qu'il est possible de transformer à partir de telle ou telle situation historique particulière (« les circonstances » disait Marx dans ses thèses critiques sur Feuerbach), notamment du potentiel de temps libre quelle recèle. Le problème n'est pas le communisme – qui sera d'ailleurs l'invention d'individus très différents de ceux d'aujourd'hui et non pas la réalisation d'un projet de société ficelé par ces derniers, et dont on ne peut donc concevoir que les fondations (l'abolition du rapport capitaliste et de ses manifestations, les nouveaux rapports sociaux qui en résulteront) –, mais la transition au communisme telle qu'on peut la déduire (en déduire les tâches) de ces circonstances.

Celles-ci sont aujourd'hui ce que nous avons résumé dans la formule « l'âge sénile du capitalisme ». Leur côté positif en est que le niveau élevé des forces productives, de la production et de la productivité recèle des conditions matérielles très favorables à l'abolition du rapport capitaliste

d'appropriation, à sa possibilité comme le chapitre 4 l'a explicité. Mais elles ne sont pas les conditions toutes prêtes sous « l'enveloppe » de la propriété juridico-financière qu'il suffirait de supprimer pour réaliser le communisme, c'est-à-dire une communauté d'individus librement associés, s'étant appropriés la puissance sociale, les conditions organiques de la production de leurs vies. En effet le développement, aveugle, des forces productives par le capitalisme a aussi été celui des séparations, notamment celles entre les producteurs et les moyens de production (les prolétaires d'avec les puissances intellectuelles de la production), ou encore entre l'État et la « société civile » (à l'exception de la mince couche supérieure de la bourgeoisie plus ou moins fusionnée avec l'État). Abolir le capital, c'est abolir les rapports sociaux que sont ces séparations. Et pour cela, il faut du temps et des luttes. Par exemple s'approprier la science, l'intellect général, pour abolir le rapport puissances intellectuelles/prolétaires nécessite un certain nombre d'années, et aussi beaucoup de temps libre, autant pour apprendre que pour lutter contre toutes les résistances que ces puissances y opposeront, plus ou moins ouvertement ou camouflées (elles subsisteront en effet nécessairement le temps que cette séparation soit abolie puisque beaucoup des connaissances qu'elles détiennent resteront indispensables). C'est ce procès d'abolition des séparations léguées par le capitalisme contemporain à l'indispensable révolution politique du prolétariat, ou procès de communisation de la société, dont il faut maintenant poser les grandes lignes pour expliciter le passage de la possibilité du communisme à sa réalisation (encore une fois, il ne s'agit pas de faire ici le « programme » du communisme, mais seulement d'explicité le procès qui mènera aux nouveaux rapports sociaux qui en seront le fondement).

5.2. Début de la transition : l'État bourgeois comme cible

La révolution communiste n'est pas un « grand soir », une prise de la Bastille, mais un procès de luttes des classes jusqu'à leur abolition, c'est-à-dire celle des rapports sociaux qui les constituent et les reproduisent. D'abord les prolétaires se forment en classe quand leur situation leur devient insupportable, qu'ils réalisent devoir s'unir pour ne pas périr inéluctablement dans des combats localisés, parcellaires, entreprise par entreprise, corporation par corporation. Et ils ne peuvent forger leur unité qu'en se donnant un ennemi commun. Celui-ci ne peut évidemment pas être tels ou tels capitalistes particuliers, ni même une catégorie particulière de capitalistes, les méchants financiers par exemple, mais l'ensemble des capitalistes qui s'oppose à eux tous, et qui est représenté par l'État. C'est bien l'État – par essence, par construction – qui organise la protection et la reproduction des rapports sociaux qui forment la société capitaliste. Simplement changer les dirigeants de l'État ne changerait rien à cette fonction, pas plus que changer le commandant d'un navire n'en ferait un avion. Ce n'est que lorsqu'ils s'en prennent à l'État, que les prolétaires commencent à s'unir en classe indépendante poursuivant ses propres buts, par ses propres moyens, refusant de lier leur sort à celui de « leur » capital, bref à se faire prolétariat.

D'abord, et l'expérience historique des révolutions prolétaires l'a enseigné bien souvent, avant même que la théorie ne l'explique (on sait que c'est la grande leçon que Marx a tirée de la Commune de Paris de 1871), le prolétariat doit détruire l'État bourgeois, et non simplement en changer, en bons citoyens⁸², le gouvernement. Cependant

⁸² Citoyen veut dire qui abandonne sa puissance à l'État, en croyant que celui-ci peut en faire une puissance sociale pour améliorer le capitalisme et défendre un soi-disant « intérêt général » qui ne peut nullement exister dans cette société profondément divisée en classes aux intérêts antago-

il ne peut pas abolir toute forme d'État immédiatement. En effet ce serait imaginer que les rapports sociaux d'appropriation privée, les séparations, les classes, qui engendrent la nécessité de l'État pourraient l'être également. Ce serait donc imaginer qu'après une révolution politique prolétarienne qui renverse l'État bourgeois il n'existe plus d'intérêts particuliers égoïstes, corporatistes, de classe, locaux, etc. Ce qui évidemment n'est pas le cas (et on verra plus loin les conditions de leur dissolution). Et ceci implique qu'il faut encore qu'un intérêt général, différent de ces intérêts particuliers⁸³, s'impose comme intérêt de la société. On sait, d'une part, qu'un tel intérêt général se représente et agit par le moyen de l'État. Et, d'autre part, qu'il recouvre toujours un intérêt de classe qui se pose comme universel, qui s'affirme comme celui de tous. En l'occurrence ce que la révolution politique change, doit changer pour que se poursuive le procès de communisation, c'est que la forme d'État qu'elle construit sur les ruines de l'ancien représente les intérêts d'une autre classe : le prolétariat. C'est aussi une contradiction puisque cet État, comme tout État, est en lui-même un pouvoir séparé, dominant, qui a inévitablement tendance à rechercher sa perpétuation comme appareil spécial, et, donc à lutter contre son dépérissement. Ce qu'il fera au nom de l'intérêt général qu'il est censé représenter et défendre, l'intérêt des prolétaires, réduit alors à un intérêt matériel alors qu'il est l'abolition de la condition de prolétaire.

niques, quand bien même on donne à cet intérêt général le nom de nation pour faire croire à l'existence d'une Communauté dont la bourgeoisie ne serait que l'élite définie par son soi-disant mérite entrepreneurial et gestionnaire, œuvrant pour l'intérêt de tous.

⁸³ Marx a judicieusement observé que c'est parce que l'intérêt général est différent des divers intérêts particuliers qu'il « *prend en tant qu'État une configuration autonome détachée des intérêts réels, individuels et collectifs, en même temps qu'il se présente comme une communauté illusoire [...] le général étant toujours une forme illusoire du communautaire [...]* ». *Idéologie allemande*, La Pléiade, t. 3, Œuvres philosophiques, p.1064.

Ce que peut et doit faire d'abord le prolétariat c'est de créer une nouvelle forme d'État, de type « Commune de Paris », que la tradition désigne sous le nom de dictature du prolétariat (tout État organisant la dictature d'une classe). C'est-à-dire une forme telle qu'elle favorise sa participation directe au pouvoir, organise le contrôle le plus strict possible sur les activités de cet État, et de ses dirigeants en particulier, stimule la continuation de sa lutte pour s'abolir en tant que prolétariat. Mais observons néanmoins que parler d'État prolétarien, de dictature du prolétariat, est une formule ambiguë. Il ne peut pas, en effet, exister longtemps une domination des prolétaires dans l'État s'ils restent prolétaires, c'est-à-dire dépossédés dans la société civile, dans leurs activités quotidiennes de production de la société et d'eux-mêmes, des conditions de cette activité⁸⁴. D'ailleurs « dictature du prolétariat » est une sorte d'oxymore dans la mesure où si les prolétaires dominent ainsi complètement (dictature), c'est qu'ils ne sont plus prolétaires ! Bref, cette formule a surtout l'intérêt de marquer que le prolétariat a conquis des moyens et des positions, perdues par la bourgeoisie, d'où il peut, et doit, accentuer son combat multiforme pour supprimer jusqu'à leurs racines les rapports d'appropriation bourgeois, mais présente aussi l'inconvé-

⁸⁴ K. Marx observait, à propos de la Commune de Paris, que « *sans réaliser l'émancipation économique du travail* » le pouvoir du peuple de la Commune « *eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec l'éternisation de son esclavage social.* » Il faut « *extirper les bases économiques sur lesquelles se fondent les classes, donc l'émancipation économique du travail* », ces « bases économiques » ce sont l'appropriation des conditions de la production, donc, notamment, l'abolition de la contradiction puissances intellectuelles/prolétaires, et ça prend du temps de les abolir (la Commune, en trois mois, n'a pu que l'essayer, en URSS 10 ans n'ont pas suffi, et cette « éternisation » a fini par accoucher de l'étatisme anticommuniste stalinien ; en Chine la Révolution Culturelle qui s'y était essayée a été défaite).

nient de masquer que cet État prolétarien reste malgré tout contradictoire, car aussi le lieu d'un pouvoir spécial, séparé (plus ou moins selon les circonstances) des individus prolétaires eux-mêmes, et, de ce fait, une base pour le développement d'une « nouvelle bourgeoisie ». Laquelle lutte pour inverser le cours du procès révolutionnaire en sa faveur, et peut y parvenir comme l'ont prouvé les expériences russes et chinoises⁸⁵.

Mais les socialistes ou communistes vulgaires ne se posent même pas ce problème d'un État prolétarien. L'État bourgeois actuel leur convient, pire ils veulent le gonfler en étatisant (nationalisant) plus ou moins l'économie et la société, ce qui serait, selon eux, restreindre, voire abolir, la domination du capital ! Certains⁸⁶ osent affirmer qu'avec eux au pouvoir, c'est le peuple qui est au pouvoir !

Ouvrons ici une parenthèse pour remarquer qu'il existe quelques passages, à vrai dire quelques lignes dans une œuvre qui en compte des milliers, des écrits de Marx et Engels qui peuvent servir d'alibi prestigieux aux thèses étaticistes⁸⁷. Par exemple ce passage de l'*Anti-Dühring* qui tente de résumer le procès révolutionnaire : « *Le prolétariat s'empare du pouvoir d'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'État. Mais par là il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classe et oppositions de classe et également l'État en tant qu'État.* »⁸⁸ » Nous avons déjà assez critiqué comme

⁸⁵ Voir *À propos des révolutions du XX^e siècle ou le détour irlandais*, T. Thomas, Paris, 1991.

⁸⁶ Par exemple le candidat Mélenchon (Front de Gauche) à l'élection présidentielle française de 2012. Celui-là a même proféré un jour, à la façon d'un petit führer : « je suis le peuple ».

⁸⁷ Pour une présentation critique plus développée de ces passages, dont certains ne sont que des brouillons non confirmés de Marx, voir T. Thomas, *Propriété et Possession*, opus cité, chapitre 4, section 4.1.

⁸⁸ *Anti-Dühring*, Éditions Sociales, p. 316.

erronée – du point de vue de Marx lui-même tel que le résume le concept de « capitalistes actifs » et que le justifie son analyse du fondement du rapport social capitaliste d'appropriation dans la séparation et l'opposition des conditions de la production d'avec les prolétaires – cette idée que les nationalisations seraient l'abolition de ce rapport pour ne pas y revenir ici. L'étatisation de ces conditions ne supprime ni les classes ni, évidemment, l'État. Elle ne supprime qu'une forme juridico-financière de la propriété pour la remplacer par une autre. Pour la justifier en la présentant comme communiste, le stalinisme a usé d'un raisonnement circulaire absurde : la preuve que l'État est communiste c'est qu'il a étatisé la propriété ; et cette nationalisation est communiste parce que l'État l'est ! Complément : s'il subsiste, contrairement au passage ci-dessus cité de *l'Anti-Dühring*, ce n'est pas que subsistent les classes à l'intérieur de l'URSS (en 1936 Staline les déclarait officiellement abolies), mais à l'extérieur seulement, d'où les bourgeoisies cherchent à abattre la « patrie du socialisme », y infiltrent des espions, y achètent des collaborateurs, y mènent des guerres.

Ce complément, exact en effet, n'enlève rien à l'absurdité du raisonnement circulaire sur l'État et le communisme, comme à celle de son pendant qui prétend à l'abolition des classes par le moyen des nationalisations, ignorant la réalité des rapports de propriété capitalistes. Un des résultats de cette absurdité est que toute tentative pour abolir la condition de prolétaire est condamnée (puisqu'il n'y a plus de classes !), ainsi concomitamment que toute tentative pour faire dépérir l'État en se réappropriant le pouvoir social (au contraire, puisque l'État est l'incarnation du communisme, ce serait attaquer⁸⁹ celui-ci, et ça mérite le goulag ou l'exécution !). Tout est alors inversé. La lutte prolétarienne pour

⁸⁹ Attaque qui ne peut venir que d'espions et de traîtres puisqu'il n'y a soi-disant plus de classes à l'intérieur !

abolir les classes et l'État est cataloguée comme bourgeoise ; la lutte bourgeoise pour le défendre et le renforcer comme prolétarienne.

À l'opposé de ces thèses sur la communisation de la société par le moyen de l'étatisation renforcée, il faut opposer la nécessité d'une poursuite de la lutte de classe après le renversement de l'État bourgeois pour abolir jusqu'aux racines le rapport d'appropriation qui est le capital. Cette conquête du pouvoir social par les individus associés est évidemment aussi en même temps dépossession de l'État de ce pouvoir, donc abolition de l'État. C'est ce procès de transition au communisme dont il faut expliciter maintenant les grandes lignes. Il ne révolutionne pas que les circonstances, mais les individus eux-mêmes.

5.3. Transformation réciproque des hommes et des circonstances dans la transition

En même temps qu'il a renversé l'État bourgeois, le prolétariat a conquis d'importantes positions de pouvoir à tous les niveaux de la société et dans tous ses domaines (économie, politique, forces armées, médias, éducation, culture, etc.). Il pourra et devra en user pour s'y renforcer et les renforcer afin de poursuivre ce début d'appropriation du pouvoir social, ce qui passe, notamment, par celle de l'intellect général. Cela exige le maximum de temps libre. Nous en avons vu l'important potentiel que recèle d'ores et déjà le niveau de développement atteint par les forces productives. Il pourra très rapidement être libéré, et même davantage, augmenté. Rappelons brièvement quelques-unes des mesures qui permettront de parvenir à de grands résultats dans ce domaine⁹⁰. Dans leur généralité elles sont fondées sur la

⁹⁰ Un exposé plus développé sur ce point est donné dans *Crise, Technique et Temps de Travail*, T. Thomas (1988). Il aboutissait, à l'époque, à estimer entre 10 et 20 heures hebdomadaires le travail contraint par individu.

suppression du chômage, des innombrables gaspillages de l'aveugle production pour la production capitaliste, et des très nombreux emplois propres aux seuls besoins bourgeois de consommation et de domination. Ce qui permet en contrepartie de partager les travaux qui seront estimés nécessaires selon le critère de la valeur d'usage entre un nombre beaucoup plus grand de travailleurs, donc de réduire considérablement le temps de travail de chacun.

D'emblée le surtravail cesse d'être la condition déterminante du travail et du développement général⁹¹. Il subsiste seulement comme travail nécessaire pour certaines dépenses sociales telles l'éducation, la santé, l'État tant qu'il subsiste, etc. Mais toutes sortes d'activités parasitaires qui vivaient du surtravail, telles la publicité, les activités boursoières ou les industries du luxe pour ne citer que quelques exemple, sont immédiatement supprimées, tandis que d'autres, telles les activités financières et étatiques, sont fortement réduites en attendant de pouvoir l'être aussi.

Le déversement de tous les emplois devenus sans objet dans des activités productrices de ce qui sera reconnu comme nécessaires et vraies valeurs d'usage contribuera à diminuer le temps de travail, et ceci par le partage de ce temps de travail contraint entre tous. Mais, plus encore, par la suppression de l'énorme quantité de surtravail que devaient fournir les producteurs pour payer ces emplois et leurs moyens: en effet toutes ces activités maintenant disparues absorbaient une énorme masse de richesses produites par ce surtravail, d'autant plus qu'elles étaient souvent hautement rémunérées.

Dans le même mouvement, c'est l'ensemble du surtravail (de la plus-value) qui était accaparé par les hauts cadres dirigeants aux revenus pharamineux, tous secteurs d'activités confondus (économiques, étatiques, médiatiques, artistiques, etc.) qui est immédiatement considérablement ré-

⁹¹ Cf. note 76.

duit. Ainsi le surtravail qu'ils accaparaient se transforme en diminution du temps de travail pour les producteurs, ou/et en élévation de leurs revenus (un nouveau partage des richesses accompagne une nouvelle répartition et diminution du travail).

Une autre grande source de la diminution du temps de travail sera que, sur un plus long terme, il pourra être entrepris une rationalisation de la production par de nombreuses voies. Elles vont de la suppression des gaspillages induits par l'obsolescence planifiée des produits (aussi bien par des défauts volontaires que par la mise sur le marché, à grand renfort de publicité, de nouveaux produits qui n'apportent en réalité aucune innovation satisfaisant un besoin utile), jusqu'à ceux induits par l'organisation capitaliste de l'espace, (mégapoles surpeuplées d'un côté, campagnes désertifiées de l'autre) qui cause d'énormes dépenses de transports (qu'ils soient automobile ou en commun) et de santé publique. La mise en œuvre d'un Plan permettra de mieux répartir les ressources et moyens de la production en fonction de besoins déterminés démocratiquement⁹² – donc dans la mesure où il est l'expression des choix des producteurs associés et non d'une techno-bureaucratie étatique. Ce qui, entre autres gaspillages, évitera ceux causés par les crises de surproduction inhérentes au capitalisme et leur cortège de destructions massives.

⁹² J'ai rappelé (cf. *K. Marx et la transition au communisme*, édition Albatroz, Paris, 2000) que le Plan ne pouvait fonctionner comme un simple outil technique répartissant harmonieusement les moyens de production entre les différentes branches d'activités et entreprises, ainsi que les revenus suivant le principe « à chacun selon son travail » tant qu'existent les divisions de classes d'origine capitalistes et la domination du travail contraint, répulsif. Il ne peut être alors qu'un moyen utile, mais imparfait, de rationalisation de la production. Et notoirement imparfait si il est aux mains d'une techno-bureaucratie étatique, hors du pouvoir des producteurs associés : dans ce cas, en effet, il n'est qu'un reflet d'un rapport capitaliste d'appropriation puissances intellectuelles/prolétaires.

Le procès révolutionnaire est une lutte de classe pour l'accroissement du temps libre, mais pour qu'en même temps celui-ci permette aux prolétaires de s'appropriier la puissance sociale. Elle inclut une lutte pour le partage du travail contraint entre tous. Les puissances intellectuelles doivent en assumer leur part, qu'elles le veuillent bien ou qu'elles y soient contraintes. De sorte qu'augmente aussi de cette façon le temps libre des prolétaires pour leur activité d'appropriation, et que ces puissances, une partie du moins qui en comprend plus ou moins l'intérêt humain, y participent en meilleure connaissance des réalités. Par leur activité d'appropriation les prolétaires se transforment eux-mêmes, et aussi leur travail sur lequel, donc sur les moyens duquel, ils acquièrent progressivement une maîtrise collective: Il devient progressivement tout autre, un travail riche.

Le partage du travail pour travailler moins et tout autrement a une dimension internationale essentielle. On sait en effet que les procès de production sont aujourd'hui amplement mondialisés. Aucun pays, aucun peuple, ne peut se développer dans l'autarcie compte tenu de la puissance des forces productives modernes et de l'ampleur des besoins des individus modernes (ceci même si on peut légitimement mettre en cause la qualité et l'intérêt de ces besoins). Mais la mondialisation capitaliste se caractérise par une division du travail à l'échelle mondiale⁹³ qui accentue la désappropriation des prolétaires. En effet, elle gonfle formidablement, dans les métropoles impérialistes, les fonctions commerciales, financières, scientifiques, qui assurent la maîtrise des procès de production et l'accaparement de la plus-value et, à l'autre extrémité, les fonctions productives, prolétaires, dans les pays « dominés » (ce sont ces peuples et non ces pays qui le sont vu qu'en leur sein ils sont dominés par leur propre bourgeoisie associée avec celle de pays impé-

⁹³ Voir T. Thomas, *Les Mondialisations*, Contradictions, Bruxelles, 2003.

rialistes). De sorte que les emplois qui sont développés dans les pays impérialistes sont surtout des emplois qualifiés souvent bien rémunérés (les individus non qualifiés y formant la masse des chômeurs, sauf s'ils acceptent des conditions de travail et de vie « chinoises »), tandis que la plus-value que produisent les ouvriers des pays dominés, dans les pires conditions d'exploitation, reflue pour une grande part dans les premiers (abritée, souvent, dans leurs paradis fiscaux), captée par leurs grands oligopoles.

Un exemple typique de cette segmentation poussée à l'extrême est celui de la firme Apple et de ses sous-traitants, Foxconn étant le plus connu. En 2009 Apple n'emploie que 25 000 personnes aux USA, Foxconn en emploie 1,3 million en Chine, dont 250 000 travaillent exclusivement pour Apple. Voici ce qu'en dit un journaliste⁹⁴ : « *Si la Chine est le pays qui produit l'iPhone d'Apple, elle doit reverser 96,4 % de ce qu'elle perçoit aux pays impliqués dans la chaîne de valeur (conception, brevets technologiques, composants...).* Ainsi, sur les ventes d'iPhone en 2009 aux États-Unis, le Japon a récupéré 670 millions de dollars, l'Allemagne 326, la Corée 259, les États-Unis 108, alors que la Chine ne conservait in fine que 73 millions des 2 milliards qui ont été comptabilisés dans sa balance commerciale. » Et M. Thibault, l'auteur de cet article, professeur à l'université de Perpignan, de conclure : « *Les pays qui, aujourd'hui, s'enrichissent le plus sont ceux qui maîtrisent la plus grande part de la valeur ajoutée d'un produit, et non plus⁹⁵ ceux dont les ouvriers le produisent* ». On s'en doutait particulièrement en ce qui concerne les 250 000 ouvriers chinois ! De même que les richesses de leur sous-sol valent aux peuples dominés plus de guerres que de dollars (cf. le pétrole).

⁹⁴ *Les Échos*, 10.04.12. Ce journal n'est évidemment pas suspect d'anticapitalisme ! Le coût total de production d'un iPhone 3G d'Apple vendu 500 \$ était en 2009 de 178 \$! (*Problèmes économiques* n° 3050 du 26.09.12).

⁹⁵ M. Thibault semble ignorer que ce phénomène ne date pas d'aujourd'hui !

Il s'agit donc de détruire cette division du travail et des revenus qui caractérise et organise le «travailleur collectif» à l'échelle mondiale, la coopération à la façon capitaliste-impérialiste, et de la remplacer par une association d'individus coopérant librement, consciemment et volontairement, faisant de cette puissance sociale décuplée par son échelle planétaire une puissance pour eux, pour leur développement réciproque. Cette voie s'oppose évidemment radicalement à celle du protectionnisme, étatiste et nationaliste par nature quoi qu'en disent ses partisans «de gauche», et qui stimule la concurrence entre prolétaires de différents pays, chacun soutenant ainsi «son» capital, espérant en obtenir plus de miettes parce que, fort de ce soutien, il se porterait mieux. Observons enfin que tout cet ensemble de luttes, par lesquelles, ayant renversé l'État bourgeois, les prolétaires prennent progressivement possession des conditions de la production, a aussi pour résultat d'accélérer considérablement l'augmentation de la productivité du travail, donc la diminution de la quantité de travail nécessaire à la production. D'abord parce que cette augmentation ne serait plus bloquée par les capitalistes, qui ne la mettent en œuvre que si elle autorise une diminution de la valeur C_v de la masse salariale plus forte que l'augmentation de la valeur de la machinerie C_c qui la permet⁹⁶. Pour des travailleurs dirigeant le procès de production, l'intérêt pour un gain de productivité ne serait pas aussi limité: il serait d'économiser le plus possible sur toute la quantité de travail vivant, celle qui leur revient comme

⁹⁶ Marx s'insurgeait fort contre cette limite à la diminution du temps de travail: «*Donc pour le capital, cette productivité est augmentée non quand on peut réaliser une économie sur le travail vivant en général ($C_v + pl$), mais seulement quand on peut réaliser sur la fraction payée (C_v) du travail vivant une économie plus importante qu'il n'est ajouté de travail passé (C_c).*» K. III, 1, 274. Ce qui est une exigence, et une limite, inhérente à la nécessité du taux de profit, celle-là même qui a abouti au blocage des hausses de productivité et à la crise actuelle, comme on l'a vu chapitres 1 et 2.

celle qui constitue du surtravail, de produire en travaillant le moins possible, avec le moins de peine possible.

Ensuite, parce que l'utilisation de l'intelligence et le développement des connaissances scientifiques et technologiques de tous les individus, la motivation qu'ils auraient à les mettre en œuvre parce que ce serait pour eux-mêmes et non pour la bourgeoisie, centupleraient les progrès de la productivité du travail, et donc ceux de la diminution du travail contraint.

Tout ce qui vient d'être évoqué montre que les révolutions du XXI^e siècle bénéficieront d'un potentiel très considérable d'accroissement du temps libre. Mais leur tâche essentielle sera d'en faire un moyen pour l'appropriation des conditions de la production de leur vie par les individus associés, et par là pour la suppression des classes. Cet objectif ne peut évidemment pas être atteint immédiatement⁹⁷, et c'est pourquoi la lutte de classes continue pendant toute une phase, dite de transition au communisme, ou de communisation. C'est que la bourgeoisie conserve encore de solides positions après qu'elle a perdu le monopole du pouvoir d'État. Par exemple, des alliés au niveau international, là où elle n'a pas encore été renversée ; des positions idéologiques fortes, des comportements égoïstes, parce que les idées et comportements anciens se perpétuent plus ou moins du fait que les rapports sociaux qui les fondent n'ont pas pu être tous immédiatement et totalement abolis, et qu'ils leur survivent même toujours quelques temps.

Si, donc, le rapport puissances intellectuelles/prolétaires subsistant génère des comportements bourgeois d'appropriation, ils ne sont pas que le fait de ces puissances. Ils existent aussi chez les prolétaires, en tant qu'ils sont aussi des agents

⁹⁷ Par exemple, le partage du travail répulsif est facile quand il s'agit de confier sa part de tâches pénibles mais simples à un intellectuel, ingénieur ou architecte par exemple – encore que beaucoup crieront au goulag. C'est évidemment moins immédiat qu'un prolétaire puisse exercer des tâches d'ingénieur ou d'architecte.

du capital (reproduisent le capital) en même temps que son ennemi. Certes, l'effet des comportements privés prolétaires n'offre pas la moindre possibilité de s'enrichir beaucoup (si non à titre exceptionnel, une chance sur des millions, par les jeux de hasard). Il est surtout qu'ils prennent la forme de comportements individualistes et corporatistes par lesquels ils cherchent à améliorer un peu leur condition personnelle, leur condition de prolétaire (quand bien même cela passe par une lutte collective). Ce type de comportement amène en général à soutenir « son » entreprise, « son » capital, donc à passer des compromis avec la classe dominante dans les rapports de production qui, après une révolution politique, reste, au moins un moment, celle des puissances intellectuelles. Compromis qui maintiennent, reproduisent ces rapports, donc la condition de prolétaire.

Ces comportements privés des prolétaires sont générés par le rapport social capitaliste du fait qu'il implique l'existence du travail prolétaire. Voué à ce travail répulsif, contraint, aliéné et aliénant, le prolétaire a pour intérêt immédiat, spontané, de vendre cette seule propriété qu'il a, sa force de travail, le plus cher possible, de fournir le moins possible de ce travail tout en demandant en retour de recevoir le plus possible⁹⁸. Bref, tant que subsiste le travail prolétaire en quantité importante (ce qui était notamment le cas lors des révolutions russe et chinoise), existent aussi les comportements privés qu'il génère chez les prolétaires, bien qu'ils n'aient pas grand-chose à attendre de ce côté-là (c'est toujours l'appropriation des

⁹⁸ Paraphrasant Marx (« *Votre heure de travail vaut-elle la mienne? C'est une question qui se débat par la concurrence.* » *Misère de la philosophie*, Pléiade, Œuvres économiques, t.1, p. 28), Lénine fustigeait amèrement ce comportement typique de « *l'horizon borné du droit bourgeois qui oblige à calculer avec l'âpreté d'un Shylock : n'aurais-je pas travaillé une demi-heure de plus que le voisin, n'aurais-je pas touché un salaire inférieur au sien ?* » Mais la pauvreté des revenus, la rareté des biens, la pénibilité du travail expliquent bien mieux ces comportements de propriétaires privés (de leur force de travail) que le droit bourgeois ou l'avarice d'un Shylock!

conditions de la production qui, grosso modo, détermine la répartition des revenus). Autrement dit, il y a toujours chez le prolétaire, après la révolution politique – donc tant que le procès de communisation n’a pas supprimé cette condition en même temps que celle de bourgeois – un intérêt privé, particulier, auquel doit nécessairement s’opposer un intérêt général, représenté par un État qui doit, entre autres choses, imposer le travail contraint à tous ceux aptes à travailler, et subsumer tous les intérêts privés sous cet intérêt général.

Mais cet intérêt de classe coïncide avec les intérêts privés quand les prolétaires prennent conscience qu’ils ne veulent plus de ce travail, que l’intérêt privé essentiel pour eux n’est pas la lutte sans fin pour améliorer sa condition, mais de s’abolir comme prolétaires en abolissant le travail prolétaire. Et quand se développe cette conscience de cet intérêt commun, alors c’est que le prolétariat entreprend de réaliser le communisme (la Communauté).

Cette lutte pour la réduction du travail répulsif à un minimum négligeable, en même temps lutte pour l’appropriation des conditions de la production, c’est, dit autrement, une lutte pour un travail (une activité) riche de qualités, de créativité, de satisfaction de besoins également riches de qualités (scientifiques, artistiques, etc.). C’est ce point qu’il faut maintenant expliciter pour comprendre pourquoi une telle activité, de tels besoins, généreront des individus nouveaux, en même temps qu’ils seront créés par eux, ainsi que la coïncidence des intérêts personnels avec ceux de tous, c’est-à-dire la fin de l’opposition privé/social (intérêts privés/intérêt général), donc la Communauté, sans classes et sans État⁹⁹.

Bien des penseurs ont, depuis longtemps, su et affirmé que l’abolition du travail répulsif était la condition de base d’un

⁹⁹ L’intérêt général est distinct des intérêts particuliers et se réalise donc par contrainte. Le communisme impliquant l’existence d’un intérêt commun, un intérêt qui coïncide avec celui de chaque individu, est une société qui se déploie donc sans contrainte, sans État.

bonheur bien terrestre, et le temps libre « la vraie richesse » comme le dira Marx plus tard. Par exemple dès 1516 Thomas More écrit, dans son célèbre ouvrage *l'Utopie*, que la propriété privée doit être abolie afin que personne ne puisse contraindre d'autres à travailler pour lui. Ceci fait, « *Le but des institutions sociales en Utopie est de fournir d'abord aux besoins de la consommation publique et individuelle, puis de laisser à chacun le plus de temps possible pour s'affranchir de la servitude du corps, cultiver librement son esprit, développer ses facultés intellectuelles par l'étude des sciences et des lettres. C'est dans ce développement complet qu'ils font consister le vrai bonheur.* »

Marx a repris cette idée du « développement complet des facultés » des individus comme fondement de leur liberté, de leur individualité et de leur Communauté. Mais un de ses mérites est d'avoir démontré qu'il était une condition de l'abolition de la propriété privée plutôt que l'inverse¹⁰⁰ : « *La propriété privée ne peut être abolie qu'à la condition que soit réalisé un développement complet des individus ; ceux-ci se trouveront en effet en présence de forces productives et de formes d'échange de caractère multiforme (et très sophistiquées, n.d.a.) et seuls des individus dont le développement sera complet pourront se les assimiler, c'est-à-dire en faire l'activité libre de leur existence [...]*¹⁰¹ ».

Fin du travail répulsif, fin des divisions du travail intellectuels/exécutants, fin de la propriété privée, travail riche,

¹⁰⁰ Historiquement, il a même fallu d'abord la propriété privée (celle des esclaves par exemple) et une classe oisive pour que naissent et se développent, lentement, les sciences, puisque la majorité devait se consacrer entièrement au travail pour se nourrir eux-mêmes et les autres vu la faible productivité. Et il a fallu la propriété capitaliste pour qu'elles prennent un essor rapide et formidable lors des deux derniers siècles sous l'effet de la recherche effrénée du profit. Et ce n'est évidemment qu'une fois ainsi développées en sciences universelles que les conditions sont réunies pour que tous puissent s'en emparer et développer leurs facultés personnelles.

¹⁰¹ I.A., p.445.

production de valeurs d'usages, sont autant de façons différentes pour dire : fin des classes et de l'État, société communiste, Communauté d'individus librement associés.

Quels seront ces individus, cette société ? Encore une fois, il ne s'agit pas d'essayer de lire « dans les marmites de l'avenir », de faire le plan d'une société idéale qu'il n'y aurait plus qu'à appliquer. Mais ce qu'il est possible de faire, c'est de comprendre la « circonstance » générale qui est la condition, et le produit, de cette Communauté d'individus libres, possesseurs de leurs moyens d'existence. Elle est une nouvelle praxis (activités par lesquelles les hommes se produisent), à savoir un travail riche. Il faut donc rappeler, brièvement, ce qu'est celui-ci, comment il révolutionne les individus, autrement dit leurs rapports sociaux.

Le travail riche¹⁰² est « travail libre », « travail attractif » selon les formulations de Marx (l'opposé du travail prolétaire, contraint et répulsif). Il précisait : « *ce qui ne signifie en aucun cas qu'il soit pur plaisir, pur amusement comme le pense Fourier avec ses conceptions naïves et ses visions de grisette. Des travaux effectivement libres, la composition d'une œuvre musicale par exemple, requièrent justement à la fois un sacré sérieux et l'effort le plus intense*¹⁰³ ». Chacun le sait : qui veut jouir dans et de son activité trouvera un plaisir plus grand en réalisant des choses plus subtiles, ingénieuses, belles, en franchissant des obstacles, en découvrant à ses sens des domaines inconnus, et en recevant des autres l'affirmation qu'elles ont répondu à leurs besoins en en élevant la qualité, en les enrichissant. C'est un enrichissement des qualités développées par les uns par celles développées par les autres (voir ci-après). C'est évidemment

¹⁰² C'est une « *activité qui n'est pas déterminée, comme le labour, par la contrainte d'une finalité extérieure qu'il faut satisfaire, dont la satisfaction est une nécessité naturelle ou un devoir social, comme on voudra* ». T. P.V. III, 301.

¹⁰³ Gr. 2, 102.

parce qu'il est ainsi jouissance que le travail riche est aussi attractif, volontaire, libre.

Le travail riche l'est d'autant plus qu'il met en œuvre des qualités plus développées et multiformes. « *Qu'est-ce que la richesse, sinon l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances*¹⁰⁴ ? » Et justement, le procès d'appropriation des conditions du travail riche est aussi un procès qui fait apparaître de nouveaux besoins : ceux d'acquiescer toujours davantage des moyens et qualités qui développent les facultés de l'individu, ses capacités à enrichir son activité, donc son être, de cette vraie richesse qui est jouissance¹⁰⁵. On reconnaît ici la vieille distinction entre être et avoir, mais n'édicte pas philosophiquement l'être comme idéal, mais déterminant matériellement les conditions historiques de son développement (aujourd'hui : développement des forces productives permettant l'élimination de la nécessité du travail contraint, procès révolutionnaire d'abolition des rapports capitalistes).

Ainsi l'appropriation dont il est question dans les conditions du communisme n'a rien à voir avec l'accaparement de l'argent et des choses propre au monde bourgeois. Elle n'est pas ce désir frénétique d'avoir, ce qui n'a rien à voir avec le développement de qualités personnelles, de son individualité, mais, au contraire, ce qui le permet.

On voit bien alors que « l'abondance » dont il est question dans le communisme n'est pas celle du consumérisme bourgeois, mais celle de qualités, de capacités, de facultés, et des besoins correspondants. Et de tels besoins, propres au développement des qualités des individus, étant limités par la nature même de l'être humain, il en résulte que cette sorte d'abondance n'a rien à voir avec « la production pour la production » de tout et n'importe quoi, qui est une caracté-

¹⁰⁴ Gr. 1, 424.

¹⁰⁵ Voir *La Transition au communisme selon K. Marx*, opus cité, chapitre 5.

ristique du capitalisme, dans lequel les besoins, étant d'acquiescer des choses et de l'argent, sont de ce fait illimités, frénétiques: on veut toujours en avoir plus, et on n'est jamais satisfait parce qu'on ne recherche le plaisir que dans la quantité maximum, ce qui est sans fin.

Ainsi le communisme n'a rien à voir avec un quelconque « productivisme », contrairement à qu'en disent des critiques malhonnêtes et ignorants.

Nouvelles activités (travail riche) pour tous = nouveaux besoins pour tous, et réciproquement. Il s'agit donc alors d'individus nouveaux. Autrement dit de rapports sociaux (d'une société) nouveaux¹⁰⁶. Car ces nouveaux besoins et activités ne peuvent être satisfaits que par des échanges réciproques tels que chacun puisse trouver chez les autres de quoi acquiescer les qualités qu'il n'a pas, ou de quoi perfectionner celles qu'il a. Tant il est vrai que « *la vraie richesse de l'individu dépend entièrement de la richesse de ses rapports réels*¹⁰⁷ ». Et c'est pourquoi l'intérêt de chacun est alors le libre et le plus haut développement de tous, puisque plus les autres sont riches de capacités et facultés, et plus je peux m'en enrichir moi-même. Échanges gratuits puisque le travail riche est non seulement libre, volontaire, jouissance, mais qu'il ne trouve ainsi à développer sa richesse que dans l'élévation de celle des autres, que son intérêt est d'y contribuer. De même, plus les échanges sont élargis, jusqu'au monde entier donc, portent sur la satisfaction la plus ample possible de besoins universels au lieu d'être bornés par la propriété privée (par exemple le système des brevets qui freine considérablement les progrès scientifiques et technologiques), ou par un nationalisme archaïque, des traditions sclérosantes, des limites reli-

¹⁰⁶ « Dans sa réalité effective elle (l'essence humaine, n.d.a.) est l'ensemble des rapports sociaux. » K. Marx, *Thèse sur Feuerbach* n° 6.

¹⁰⁷ I.A., p. 62.

gieuses, et plus ils peuvent être riches (d'ailleurs dès aujourd'hui le développement des sciences et technologies est le fait de travaux d'équipes nombreuses, souvent multinationales, associant de multiples capacités). Bref, le travail riche n'existe que dans ces rapports d'échanges spécifiques, brièvement esquissés ci-dessus dans leurs principes. Autrement dit, il fonde une société spécifique, en l'occurrence une Communauté d'individus librement associés, à vocation planétaire. Et, à partir de ce qui vient d'être dit, on peut montrer maintenant le lien entre travail riche et Communauté, comment ce lien la définit elle aussi (il s'agit d'une détermination réciproque¹⁰⁸).

Le travail riche fonde une Communauté réelle – et non pas illusoire comme la Nation, faite d'individus privés (égoïstes), divisée en classes antagoniques – parce que une telle activité implique :

Premièrement qu'elle ait été ainsi suscitée par un besoin social lui-même de qualité élevée, et, deuxièmement, que son auteur ait pu s'appropriier des autres, du patrimoine social qu'ils ont acquis et développé, les moyens matériels et intellectuels lui permettant de répondre à un tel besoin, et de pouvoir s'affirmer ainsi, par son activité, comme un créateur non seulement de lui-même, mais de l'humanité : d'affirmer sa nature humaine. Le travail riche est libre. Il est une réponse aux besoins que suscite dans l'individu la richesse du monde extérieur, l'existence de ce monde en lui, des autres en lui : ce qui est la réelle Communauté. *Le Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels résume cela dans cette relation réciproque : « *le libre développement de chacun est la condition du libre de tous* ». Il y a coïncidence entre l'intérêt personnel et celui des autres : ce qui est une autre façon de défi-

¹⁰⁸ Ce lien a été magnifiquement exposé dans le commentaire du jeune Marx à propos d'un texte de James Mill (cf. Manuscrits de 1844, La Pléiade, Œuvres économiques 2, p. 84-85.)

nir une réelle Communauté (intérêts communs).

Ainsi, et pour tordre le cou à une vieille et fausse caricature, on voit que le communisme n'a rien d'un « collectivisme » uniformisant et coercitif, qui ôterait à l'individu toute liberté, le placerait comme élément d'un troupeau sous la férule d'un État représentant l'intérêt collectif (qui n'est qu'une autre formulation de l'intérêt général). Un tel collectivisme n'est qu'un totalitarisme, comme l'ont prouvé les sociétés, soi-disant communistes, de type stalinien.

C'est une caractéristique, historiquement spécifique, du procès révolutionnaire communiste que de faire « *la révolution non seulement contre des conditions particulières de la société passée, mais contre la « production de la vie » antérieure elle-même, contre l'ensemble de l'activité*¹⁰⁹ » qui en est le fondement. En effet, puisqu'il réduit, puis supprime le travail répulsif, et développe le travail riche pour tous. Et cela signifie fin des contradictions telles que propriété privée/production sociale, classe dominante/classe dominée, intérêt privé/intérêt général. La coïncidence des intérêts privés étant la fin d'un intérêt général séparé d'eux, c'est donc aussi la fin de l'État. Observons que c'est parce qu'elle n'affirme pas la nécessité de construire, par une lutte de classe continue, cette coïncidence, que la thèse anarchiste (libertaire) sur l'abolition immédiate de l'État par la révolution, niant la nécessité d'une transition au communisme, n'est qu'un sympathique bavardage. En revanche, une fois cette coïncidence effective, la volonté commune pourra être réalisée par des instances non coercitives la représentant réellement. Parce qu'elle existe à la fois comme intérêt commun et intérêts des individus. Parce que ces instances pourront pour cette raison être transparentes, ne pas cacher d'intérêts divergents, d'autant plus qu'elles pourront être aussi contrôlées étroitement par tous, qui en auront les moyens matériels et intellectuels.

¹⁰⁹ I.A., p.39.

Mais après avoir esquissé le chemin qui mène à la suppression des classes et de l'État, rappelé les conditions à réaliser et les moyens de les réaliser dans le procès révolutionnaire dit de transition au communisme, il est nécessaire de revenir à la question du pouvoir prolétarien après le renversement de l'État bourgeois, car c'est celle qui a le plus divisé le mouvement révolutionnaire, et le divise encore.

5.4. D'abord sont les circonstances

D'abord sont les circonstances. Car si les hommes font leur propre histoire, ce ne peut être que selon les possibilités, et donc aussi les limites d'une situation historiquement déterminée. Circonstances que le procès révolutionnaire a justement pour but de transformer, et les hommes avec, qu'ils le mènent ou le subissent.

Pas plus qu'il n'est sage de partir sans avoir quelque idée sur où il est judicieux d'aller, il ne suffit pas de savoir où aller si on ne sait pas d'où on part. Analyser les circonstances, c'est :

1°) Comprendre le potentiel révolutionnaire existant aujourd'hui (ce qui a été résumé dans la section 4.2). C'est faire cette « analyse concrète de la situation concrète » que prônait Lenine pour répondre à cette toujours première question : que faire ?

2°) Comprendre les obstacles qu'ont eus à surmonter les révolutions passées (de la Commune de Paris à la Révolution Culturelle chinoise), les difficultés qu'elles ont résolues, les erreurs qu'elles ont commises. Bref, tirer la leçon des expériences.

3°) Une telle analyse doit évidemment tenir le plus grand compte des circonstances historiques particulières de ces révolutions. C'en est même un préalable.

Les deux premières tâches sont d'une évidence banale.

Mais la troisième est trop souvent non prise en compte, notamment par des gens se voulant révolutionnaires radicaux parce qu'ils affirment que la volonté politique peut tout, qu'il suffit de décréter le pouvoir des prolétaires, pour les uns, ou du peuple, pour les autres, l'abolition de l'État, la fin du travail, pour que tous ces « principes » communistes soient réalisables. Et donc, a contrario, si les révolutions passées ne sont pas parvenues à les réaliser, ce serait parce que le pouvoir avait été hors des mains des prolétaires, absorbé par un nouvel appareil d'État bureaucratique.

Certes, le constat de la domination des prolétaires par l'État bureaucratique est juste. Mais ce qui est ignoré dans cette affirmation, c'est qu'une révolution politique ne suffit pas à établir le pouvoir du prolétariat, que ce pouvoir est une construction, une lutte permanente pour l'abolition du prolétariat (et alors évidemment de « son pouvoir » particulier). Une lutte, plus ou moins longue, par laquelle il exerce un pouvoir de classe – et c'est donc qu'il lutte contre un autre pouvoir de classe, que son pouvoir est plus ou moins limité – pour ne plus exister comme classe, pour abolir tout pouvoir de classe.

Or beaucoup limitent cette question du pouvoir à une question de formes. Par exemple ils affirment qu'une forme « conseilliste » ou « libertaire » assurerait le pouvoir du prolétariat par opposition à une forme « léniniste » qui l'en priverait. Ce qu'ils recherchent, c'est une forme de représentation qui ne sépare pas les représentés de leurs représentants, qui ne soit pas abandon de son pouvoir social à d'autres, à une institution séparée, donc à une sorte d'État malgré tout. Or une telle démocratie « absolue » nécessite la coïncidence des intérêts particuliers. Ce n'est qu'alors que toute forme d'intérêt général distinct de ces intérêts disparaît, et toute forme d'État avec, au profit du pouvoir des individus associés : la représentation subsiste, mais comme démocratie « absolue », expression d'intérêts communs, donc non

coercitive, transparente (pas d'intérêts particuliers égoïstes à cacher) et donc vraiment contrôlable par ces individus. La construction du pouvoir des prolétaires, c'est leur conquête des conditions matérielles et intellectuelles du pouvoir. Non seulement celle des moyens « techniques » (appareils d'État, médias, forces armées, etc.), mais aussi du temps libre et des connaissances nécessaires pour qu'ils en soient réellement possesseurs. Non seulement l'occupation de la « superstructure » étatique et idéologique, mais aussi l'appropriation des conditions de la production¹¹⁰. Toutes conditions qui peuvent se trouver assez rapidement réunies dans les circonstances d'aujourd'hui¹¹¹, mais qui ne l'étaient pas du tout au XX^e siècle en Russie et en Chine où régnait une telle pénurie de moyens et de produits de toute première nécessité que cela engluait les populations dans la « gadoue¹¹² » du travail répulsif et de toutes les divergences d'intérêts privés et de classe que cela impliquait nécessairement.

La démocratie est avant tout activité, pas seulement un droit, ni un vote par lequel les individus ne feraient que se dessaisir de leur pouvoir, mais exercice de ce pouvoir par eux-mêmes associés. Nous avons rappelé brièvement les condi-

¹¹⁰ Cf. note 84.

¹¹¹ Mais elles peuvent évidemment changer, nul ne pouvant prévoir dans quel état les bourgeoisies laisseront la planète avant d'avoir à quitter le pouvoir ! On sait que pour défendre sa peau elle a toujours été prête à toutes les guerres, tous les crimes, tous les désastres.

¹¹² Le *développement des forces productives* (donc de la potentialité du temps libre, n.d.a.) est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. » I.A., p. 33. Pénurie veut dire aussi que les travailleurs produisent peu de surplus au-delà de ce qu'ils doivent au minimum consommer pour se reproduire, donc que les fonctions intellectuelles et étatiques (fonctions « oisives ») ne peuvent être exercées que par une minorité. Laquelle, séparée et dirigeante, tend à vouloir se reproduire comme telle et à devenir une « nouvelle bourgeoisie » si la lutte de classe ne parvient pas à abolir cette division sociale.

tions de fond que nécessite cet exercice, dont l'existence dépend des circonstances historiques. La forme de l'État prolétarien pendant la transition au communisme n'est évidemment pas pour autant sans importance. Cependant elle ne peut suppléer à l'insuffisance de ces conditions, elle en dépend plutôt. Mais dans cette limite, imposée par les circonstances, elle peut, ou pas, en faciliter la réalisation, c'est-à-dire favoriser, ou pas, l'apprentissage des prolétaires à l'exercice du pouvoir, donc leurs luttes et initiatives pour s'appropriier les moyens du pouvoir. C'est donc le contraire d'un État qui absorberait en lui tous les pouvoirs, toutes les forces des individus alors méprisés, infantilisés et au mieux, ou plutôt au pire, « assistés ¹¹³ ».

Mais l'État, quel qu'il soit, ne peut pas de lui-même s'attacher à développer toutes les conditions de sa propre disparition. Il faut l'y obliger. Il n'y rien là d'incompréhensible : il est nécessairement lui-même une manifestation des contradictions qui subsistent pendant la phase de transition, dont la racine est dans l'existence persistante de différentes formes d'appropriation privée. Ce sont les circonstances elles-mêmes qui sont contradictoires.

¹¹³ Situation de dépendance qui fut portée à un sommet dans les États de type stalinien où le prolétaire bénéficiait de services gratuits ou peu chers de la part de l'État qui, de plus, sacralisait Le Prolétaire (tout le contraire de son abolition) comme Le Producteur (stakhanoviste si possible), le modèle multistatufié de « l'Homme Nouveau », vertueux, dévoué jusqu'au sacrifice. Mais dévoué voulait dire à l'État (puisque'il était dit le sien du fait de sa bienveillante assistance), voulait dire ne rien dire, ne rien faire, qui ne soit obéissance et soumission à l'État.

6. À PROPOS DES CIRCONSTANCES ACTUELLES (suite)

Puisque ce sont les circonstances qui permettent de dire le nécessaire et le possible pour que les prolétaires, et les peuples, ne soient pas écrasés dans la crise actuelle du capital, il convient de tirer de l'analyse qui en a été rappelée dans les deux premiers chapitres quelques conséquences essentielles quant aux enjeux des luttes actuelles. Tout en sachant qu'il ne peut encore s'agir que d'en montrer les grandes lignes, car seul le développement pratique des luttes pourra permettre de comprendre jusque dans tous les détails qui forment le concret, l'ensemble complexe des rapports de classe dans toute leur diversité et la situation du procès révolutionnaire.

6.1. Un changement d'époque

L'échec des procès révolutionnaires dans l'ex-URSS et en Chine, suivi d'un retour rapide à un capitalisme « classique », a amené certains idéologues à proclamer que le capitalisme planétaire était la fin de l'histoire. L'analyse de la crise montre que c'est bien plutôt son histoire qui touche à sa fin, voire en même temps celle de l'humanité s'il n'y est pas mis fin. Les circonstances de l'époque actuelle s'y dévoilent en effet comme celle d'une crise chronique allant s'aggravant, de l'impossibilité pour le capital global de retrouver les conditions d'une nouvelle croissance quelque peu durable comme cela avait pu être le cas, après la Seconde Guerre mondiale. Il ne peut subsister, en se dégradant, que par des moyens catastrophiques pour les conditions de vie des peuples, sans même évoquer les destructions massives de toutes espèces.

Dans le même temps les conditions matérielles d'une abolition du capitalisme, donc de la condition de prolétaire, sont

aujourd'hui infiniment plus mûres quelles ne l'étaient pour ces révolutions¹¹⁴, y compris dans leur composante internationale. Sénilité du capitalisme, nécessité vitale et possibilité du communisme sont les caractéristiques générales de l'époque actuelle : une nouvelle époque.

Dans des circonstances, aujourd'hui dépassées, où le travail contraint, en quantité massive, pèse encore comme une lourde nécessité, où il ne peut pas être rapidement réduit du fait de l'imaturité du développement du capitalisme, les prolétaires, sur qui il pèse, ont surtout à l'esprit l'exigence d'une amélioration de leur sort matériel et non pas, pour la plupart, l'abolition de leur existence de prolétaire. Amélioration que le capital lui-même peut accorder dans une certaine mesure du fait qu'il a encore des possibilités de gains de productivité, qu'il n'est pas encore sénile. Situation qui conforte notamment deux idées :

1°) Qu'une telle lutte « réformiste » est payante.

2°) Que l'occupation de l'État, qui semble pouvoir arbitrer à sa guise le conflit des intérêts particuliers sur la répartition des richesses au nom de l'intérêt général, par des partis politiques « de gauche » est une condition essentielle pour obtenir les plus grands succès en termes de niveau de vie¹¹⁵. Cette orientation a caractérisé la majeure partie du mouve-

¹¹⁴ En schématisant à grands traits, on peut réitérer cette observation banale que c'est la relative capacité du capitalisme à augmenter le niveau de consommation des masses dans les pays impérialistes qui y a retardé la révolution communiste, tandis qu'à l'opposé, dans les pays dominés et moins développés, c'est le relativement faible développement des forces productives qui a rendu difficile la poursuite du procès révolutionnaire là où il avait commencé (Russie, Chine notamment).

¹¹⁵ L'expression « niveau de vie » est employée dans son usage courant de niveau de consommation de choses. Observons que cet usage laisse croire que l'aliénation croissante des prolétaires sous la domination d'une machinerie et d'une technostucture (y compris étatique) qui les désapproprient de plus en plus des conditions de leurs vies ne constituerait pas une chute de leur « niveau de vie », du niveau de la qualité, de « l'humanité » de leurs vies. Aspect essentiel qu'il était nécessaire de rappeler ici.

ment ouvrier du XX^e siècle. Y compris quand il se réclamait du communisme. Cette majorité était acquise peu ou prou aux thèses staliniennes, dont nous avons rappelé qu'elles prétendaient faire du Prolétaire, stakhanoviste infatigable et profondément dévoué à l'État qui le couvre de ses bienfaits, « l'Homme Nouveau ». Or, la révolution communiste ne veut pas faire du prolétaire un modèle, ni ne veut se contenter d'améliorer sa situation matérielle, elle veut réussir le procès de l'abolition de la condition de prolétaire.

Laissons de côté le XX^e siècle. Quel que soit l'avis qu'on peut avoir sur le mouvement ouvrier de cette époque, cela ne peut pas amener à nier que les circonstances du XXI^e siècle sont tout autres, et qu'elles mettent nettement cette abolition à l'ordre du jour. Comme on l'a vu, elles sont caractérisées par la diminution drastique de la quantité de travail prolétaire et la stagnation de la croissance capitaliste, voire la récession. Elles sont une tendance forte à la disparition du travail salarié comme moyen de vie des prolétaires, soit qu'ils soient chômeurs plus ou moins permanents, soit que les salaires et conditions de travail que le capital peut consentir ne leur permettent pas de vivre et qu'ils sombrent dans une misère effroyable, au point d'être souvent mortelle¹¹⁶, ou, dans les pays riches, survivent à peine d'aumônes de l'État ou de puissances financières voulant se payer pour trois fois rien, et avec force médiatisation, un visage humain. En même temps de larges fractions de la petite bourgeoisie, excitée par des politiciens et leurs journalistes, se déchaînent contre cet « assistanat » dont on leur fait croire qu'il les lèse.

Bref, les circonstances sont aujourd'hui telles que la lutte « traditionnelle » des prolétaires pour l'amélioration de leur

¹¹⁶ Par exemple, le journal *Les Échos* (16.05.12) écrit que, selon l'Organisation internationale du Travail, « les conditions de travail auraient provoqué plus de un million de morts pour les pays d'Asie », dont les économistes vantent tant les taux de croissance, pour l'année 2008.

condition, ou même seulement pour avoir un emploi, ne peut que se heurter au mur du capital sénile. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne doit pas toujours être menée. Mais il faut avoir conscience que tant que les prolétaires resteront dans l'illusion qu'une solution aux désastres qu'ils subissent dans la crise pourrait provenir de l'État, de la pression qu'ils pourraient exercer sur lui par leurs votes, leurs défilés, ou même par leurs grèves, ils ne pourront que résister plus ou moins bien aux nécessités de la valorisation du capital. Laquelle implique, comme nous l'avons rappelé, de façon absolument incontournable, une dégradation drastique de leur condition. De sorte qu'une telle résistance ne pourra être pour eux qu'une retraite faite de compromis toujours perdants, mais que l'État leur présentera comme gagnants sous prétexte que ne pas respecter ces nécessités conduirait à pire, et que moins que rien est toujours mieux que pire. Certains idéologues et partis cherchant à capter les votes des prolétaires pour arriver au pouvoir proposent néanmoins de poursuivre dans cette tradition du vieux mouvement ouvrier. Ils se donnent une apparence radicale en clamant que, s'ils gouvernaient l'État, ils sauraient s'en servir pour y réussir. Ils clament, par exemple, qu'ils feraient rendre gorge à la finance, qu'ils « prendraient aux riches » de quoi augmenter l'emploi et les salaires. On peut bien taxer plus, et encore plus, la finance et les riches, pourquoi pas ? Mais cela ne résoudra rien des obstacles auxquels se heurtent la valorisation et, partant, la croissance du capital, dont dépend, en régime capitaliste, celle de l'emploi et des salaires (directs et indirects). Au contraire, dans la situation historiquement spécifique où se trouve le capitalisme (cf. chapitre 2), de telles mesures ne feraient qu'aggraver ces obstacles et la récession. Elles ne pourraient être radicales et efficaces que dans le cadre d'un procès révolutionnaire qui changerait ce mode de production et d'appropriation, où ce ne serait plus le taux de profit qui déterminerait la

production, où les producteurs pourraient s'appropriier les richesses parce qu'ils en auraient réalisé la condition en s'appropriant les moyens de les produire.

La lutte des prolétaires ne peut se développer positivement aujourd'hui que s'ils tirent toutes les conséquences des circonstances de l'époque actuelle, dont nous avons donné les grandes lignes dans cet ouvrage. Il leur faut donc acter la fin du vieux mouvement ouvrier, déjà annoncée dans certaines luttes des années 68 et suivantes, et confirmée par les défaites cinglantes qu'il a subies dans les années Thatcher, Mitterrand et C^{ie}.

Acter la situation nouvelle, c'est commencer par rompre avec la vieille idéologie qui prétend que l'État pourrait mettre le capitalisme au service de « l'humain » (pour reprendre le slogan de la gauche prétendument radicale française « l'humain d'abord »). C'est prendre conscience qu'il n'y a plus rien à attendre, sinon le pire, à lutter pour plus de croissance du capital, d'où pourrait soi-disant découler plus d'emplois prolétaires. Qu'il y a au contraire la nécessité et la possibilité de faire infiniment mieux, à savoir lutter pour achever la tendance à ce qu'il n'y ait plus, et pour commencer beaucoup moins, de ce travail-là, à ce que tous puissent exercer une activité digne et puis riche, pour satisfaire des besoins qualitativement élevés. Bref, non pas plus de prolétaires, mais qu'il n'y en ait plus. Ce qui implique, nous y reviendrons, la lutte toujours nécessaire pour arracher de quoi vivre aujourd'hui, mais cela indépendamment de la quantité de travail prolétaire que le capital peut fournir, indépendamment de la croissance et des reculades sans cesse réitérées qu'elle implique, indépendamment du respect des formes légales de la domination bourgeoise, quand bien même se prétendraient-elles démocratiques, donc nécessairement en affrontant l'État au lieu d'en attendre le salut. C'est sur ces bases générales de leurs luttes que les prolétaires peuvent poser la première pierre de la

construction de leur puissance: s'organiser en force indépendante face et contre celle de la classe bourgeoise: l'État. Ce qui est tout le contraire de ce que proposent les idéologues du socialisme vulgaire.

6.2. Le choix du « socialisme vulgaire »

L'expression « socialisme vulgaire » employée par Marx désigne, rappelons-le, un socialisme capable de dénoncer un certain nombre des tares, désastres et iniquités de la société, mais incapable d'en voir les causes dans le rapport d'appropriation capitaliste, qu'il méconnaît absolument, donc incapable d'y porter remède. Il pense qu'il s'agit simplement de défauts et de dysfonctionnements qu'un gouvernement de ces socialistes pourrait corriger. C'est donc un « socialisme bourgeois », qui prétend pouvoir organiser un « bon capitalisme » sans spéculateurs financiers, sans capitalistes cupides ni même exploiters du travail d'autrui, voire un capitalisme sans capitalistes du tout. Un capitalisme de richesses équitablement partagées. Un capitalisme rationnel, consensuel parce que l'État y serait dirigé par ces socialistes pénétrés du souci de l'intérêt général, élite éclairée, simples serviteurs dévoués de l'État, arbitres au-dessus des classes. Plus d'État, plus de croissance du capital, plus de protectionnisme, et tout cela devient miraculeusement « socialiste » par la vertu de la sempiternelle formule rhétorique qu'on y rajoute inlassablement: « dans l'intérêt du peuple » (ou d'autres formules magiques comme: « pouvoir du peuple », « démocratie participative », « l'Humain d'abord », « l'ordre juste », « le partage équitable », etc.).

C'est un socialisme qui détourne les prolétaires qu'il influence de toute activité révolutionnaire en leur faisant miroiter ce « bon capitalisme » verbal, promesse d'un Éden du bien-être matériel. Il a une religion, l'électoratisme; une

église toute puissante, l'État avec son pape, ses prêtres et son Inquisition. Il a de multiples dieux (ou «valeurs» dans sa novlangue): Droits de l'Homme, Égalité, Nation, Citoyen, etc.

C'est le socialisme du vieux mouvement ouvrier, mais qui se présente aujourd'hui sous une forme elle-même dégénérée de celui-ci, parce qu'il est agonisant en même temps que l'est l'époque de l'accumulation du capital à laquelle il correspondait. La gauche dite radicale qui le porte profite de ce que la crise laisse, pour le moment, les prolétaires dans un profond désarroi, sans perspectives, ce qui incite beaucoup à pencher encore en faveur des vieilles formules étatiques-réformistes qu'ils connaissent, avec leurs statues dans les mémoires (Front Populaire, Libération, Mai 68, dans l'exemple français), et qui leur promettent des résultats rapides et sans autre peine que de voter et faire voter, quitte à y ajouter la pression de quelques grèves, voire même d'une grève générale. Mais d'autres, encore peu nombreux, commencent à percevoir les nouvelles circonstances et leurs conséquences, aussi bien quant à l'impossibilité d'une nouvelle croissance qui améliorerait la situation matérielle des prolétaires, que quant au nouveau type de luttes, tant dans la forme que dans le contenu, que cela implique de mettre en œuvre.

Les années qui viennent seront donc celles d'un choix crucial. Si la majorité du mouvement prolétaire choisit d'en rester aux traditionnelles revendications réformistes-étatiques, alors cela ne pourra conduire qu'au même type de catastrophes qu'il a déjà connues dans son histoire, comme lors de la crise des années 30. Mais en pire puisque la crise est bien pire.

Revendiquer que l'État stimule davantage la croissance du capital national (ou européen, ou de tel autre groupe de nations), même en y rajoutant la formule rituelle «avec un partage équitable des richesses», c'est réclamer de rester

prolétaire alors même que, premièrement, diminue inéluctablement la quantité de travail prolétaire, et, deuxièmement, que le capital ne peut en employer qu'en aggravant drastiquement leurs conditions de travail et niveau de vie. C'est s'enrôler volontairement au service de « son » capital dont on espère (bien à tort) qu'ainsi, en l'aidant à se développer plus que les autres, on en obtiendra de plus grosses miettes. Ce qui ne peut aboutir qu'à un triple résultat :

1°) Accroissement des mesures protectionnistes, augmentation de la concurrence entre nations et groupes de nations, et celle entre prolétaires, ce qui est aussi toujours un soubassement au développement de la xénophobie et du racisme. Le tout conduisant aux « unions sacrées » et aux guerres selon un engrenage bien connu et, hélas, déjà expérimenté.

2°) Aggravation des conditions de travail et de vie des prolétaires, et, au-delà, des couches populaires et moyennes bourgeoises. C'est une condition incontournable pour tenter de redonner quelque vigueur à la croissance, c'est-à-dire à la production de plus-value, que nous avons déjà signalée et expliquée, tout en constatant qu'elle était contradictoire avec la nécessité de réaliser celle-ci en profits puisqu'elle entraîne une diminution de la consommation des masses. Elle est donc in fine à la fois douloureuse pour elles et inopérante pour la croissance¹¹⁷, ce qui pousse les capitalistes à aggraver toujours plus la situation des prolétaires sous prétexte d'être compétitifs, de vendre plus que les concurrents, (notamment de pouvoir exporter davantage afin de suppléer à cette baisse de la consommation inté-

¹¹⁷ Sans taux de profit attractif, pas de croissance, car « *la production n'est qu'un moyen pour le capital* (de faire des profits, n.d.a.), *et non l'inverse* » (K. III, 1, 263). Prétendre au contraire que le capital ne doit être qu'un moyen pour la production, et l'emploi, et « l'Humain » de surcroît, comme le disent (mais ne le réalisent jamais) les socialistes vulgaires, c'est vouloir le capital sans ses conséquences.

rière). Tous faisant de même, la récession généralisée s'emballe, en même temps que la concurrence s'exacerbe.

3°) La conséquence inéluctable de ces deux premiers résultats est ce troisième : aggravation des conflits en tous genres et de leur niveau de violence. Ce qui ne peut qu'amplifier la tendance déjà en cours au développement d'États de forme ouvertement dictatoriale, répressifs et guerriers (que les structures étatiques soient à différents niveaux, nationaux, européens, otanesques, etc., est une autre question qui ne contredit pas cette tendance générale).

Ces trois résultats signifient évidemment l'écrasement des prolétaires et leur destruction par millions. Le drame est que l'idéologie du socialisme vulgaire qui contribue à y conduire a une influence certaine sur les masses populaires¹¹⁸. On a vu précédemment pourquoi.

Parmi les socialistes vulgaires il faut inclure aujourd'hui une catégorie qui se présente comme nouvelle et moderne : les écologistes partisans d'un capitalisme « vert »¹¹⁹. Comme ces socialistes, ils ne voient dans les désastres écologiques que des tares d'un capitalisme mal géré par des capitalistes trop avides de profits coûte que coûte. Comme eux, ils se proposent pour instaurer un « bon capitalisme », vert. Lequel aurait soi-disant le mérite de relancer la croissance et l'em-

¹¹⁸ « *Les pauvres sont plus nationalistes que les riches* » observait amèrement G. Orwell dans les années 40. C'est que le capital a aussi besoin aujourd'hui de la mondialisation, à sa façon impérialiste, tandis que les pauvres, bien souvent, croient en souffrir alors qu'ils souffrent du capital. Celui-ci, en sa majorité, ne critique pas la mondialisation, mais la concurrence des autres capitaux dans le marché mondial contre laquelle il veut mobiliser les masses à ses côtés au nom du nationalisme (qu'il bafoue sans vergogne tous les jours en s'enfuyant dans les paradis fiscaux !).

¹¹⁹ Dont on a vu, en France comme en Allemagne et ailleurs, que les représentants politiques abandonnaient immédiatement et sans vergogne aucune leurs principales revendications écologiques en échange de quelques prébendes ministérielles et sinécures parlementaires que leur concèdent les partis socialistes traditionnels.

ploi (comme si augmenter le travail prolétaire était un must!), mais une croissance tellement vertueuse, tellement raisonnable dans l'exploitation des ressources naturelles et le respect des conditions environnementales et biologiques de la vie, qu'elle serait, ô merveille, «durable»: le capitalisme, guéri de ses excès, serait alors vraiment une histoire sans fin!

Contentons-nous ici de répondre à ce conte de fées, pour ne pas dire charlatanesque, par seulement deux remarques simples:

1°) Toute croissance, dans le système fondé sur le rapport d'appropriation capitaliste, ne peut exister que comme valorisation du capital. Ce n'est donc pas par des prélèvements sur une plus-value déjà évanescence que pourront être financés les coûts de la «modernisation» écologique du capitalisme. Ils ne pourront l'être que par le peuple, via l'augmentation des prix des biens de consommation, les travaux obligatoires (isolation thermique des logements par exemple), les réglementations contraignantes, les énergies propres et renouvelables, et via l'augmentation des taxes et impôts que tout cela implique également¹²⁰. Mais le peuple voit son niveau de vie baisser implacablement: il n'aura pas les moyens de financer la nouvelle croissance capitaliste verte, y compris les nouveaux profits verts qui lui sont nécessaires!

2°) Comme tous les autres socialistes vulgaires, les Verts dénoncent certains méfaits réellement désastreux du capitalisme, mais sans en voir la racine. Par exemple, ils protestent que tout dans le monde devient marchandise. Très juste, nous l'avons rappelé, tout devient valeur d'échange, et tout dès lors doit être soumis aux exigences de la valorisation (du profit maximum). Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est la cause de ce phénomène, en l'occurrence le rapport d'appropriation capitaliste qui engendre nécessairement ce que certains ont appelé la réification (chosification) du

¹²⁰ Cf. note 41.

monde et que toute activité y est déterminée par ces exigences. Ils ignorent donc que produire autre chose et autrement, c'est produire pour d'autres besoins, donc produire d'autres hommes, donc nécessairement construire d'autres rapports d'appropriation (voir chapitre 5, section 5.3). C'est que les hommes réunissent les conditions de se produire comme individus libérés de la domination de l'avoir, responsables et non pas aliénés, producteurs conscients de leurs vies et non pas désappropriés des conditions de cette production, individus soucieux du bien de tous parce qu'ils y trouvent leur vraie richesse, et non pas individus mesquins bornés par l'égoïsme, l'irresponsabilité et l'aveuglement qu'impliquent les rapports de l'appropriation privée. Le fond de l'affaire, c'est que les activités par lesquelles les hommes se produisent en produisant les moyens et conditions de leurs vies sont, indissolublement liés, certains rapports entre eux et avec l'environnement. On ne peut pas révolutionner ceux-ci sans révolutionner ceux-là, et réciproquement.

K. Marx et F. Engels avaient déjà décrit les principales caractéristiques du socialisme vulgaire dans *Le Manifeste du parti communiste* de 1848.¹²¹ L'histoire a amplement montré que non seulement celui-ci a œuvré constamment à détourner les prolétaires du chemin de leur émancipation, mais, pire, combattu avec acharnement et partout, et jusqu'à les faire massacrer, les mouvements révolutionnaires et anticolonialistes.

Aujourd'hui le choix que feraient éventuellement les prolétaires, pour une large part, de continuer à s'en remettre à ces socialistes bourgeois dits « la gauche » les conduirait indubitablement à des résultats encore bien plus catastrophiques du fait de la sénilité du capital. D'ailleurs, ce « so-

¹²¹ Autant que l'anarchisme de Bakounine, Marx a combattu l'étatisme du parti socialiste allemand de Lassalle (cf. sa *Critique du programme de Gotha*, 1875).

cialisme capitaliste», ou «capitalisme social», comme on voudra, ne peut leur faire miroiter, au mieux, que l'espoir que la dégradation de leur situation (les efforts et sacrifices, bien sûr «équitable», qu'ils devront faire pour surmonter la crise) serait moins pire avec eux au pouvoir qu'avec la droite!

Bref, pour les prolétaires, c'est le moment du choix. L'urgente nécessité de cette période, est de comprendre le changement d'époque, que la crise révèle clairement et dont les principales caractéristiques ont été résumées dans cet ouvrage. Et de comprendre alors qu'à ces nouvelles circonstances correspond une phase nouvelle de la lutte des classes, que cette lutte, dont la nécessité et la possibilité ont été montrées ci-dessus (chapitres 3 et 4), doit rompre avec le vieux mouvement ouvrier basé sur l'amélioration du sort des prolétaires des pays impérialistes dans un capitalisme en croissance.

6.3. Le choix du communisme

Comme tous les individus, les prolétaires, dans leurs vies, dans leurs luttes, partent toujours d'eux-mêmes, de leur situation, de leurs besoins immédiats. Il y a évidemment un rapport entre les circonstances et ces besoins. D'abord parce que les besoins sont historiquement déterminés par le mode de production et son niveau de développement. Mais aussi parce qu'ils sont plus ou moins radicaux et riches en fonction du rapport de force entre les classes à un moment donné, de la conscience qui se développe conjointement qu'il est possible de réaliser les plus hauts intérêts du prolétariat d'une époque déterminée.

Nous avons vu que le mouvement ouvrier du XX^e siècle lutait surtout pour l'amélioration du rapport salarial, donc restait dans le cadre de la reproduction du rapport social

capitaliste et de compromis avec la bourgeoisie (qu'elle soit privée ou d'État) du fait que l'importance encore grande du travail prolétaire empêchait que la possibilité d'abolir la condition de prolétaire ait une base matérielle suffisamment claire pour être perçue. Restait celle de l'améliorer. Et cela était effectivement possible dans une certaine mesure, sur le plan du niveau de vie matériel, puisque des progrès importants de la production par de forts gains de productivité étaient réalisables¹²². Sur cette base pouvait donc s'ancrer l'idéologie d'une amélioration progressive du sort des prolétaires dans le capitalisme à l'aide de la pression que les grèves et les bulletins de vote pouvaient exercer sur les patrons et sur leur État.

En persévérant dans cette vieille idéologie, le socialisme vulgaire n'est pas une « fausse gauche », une gauche pas assez à gauche, comme le disent certains. Il fait ce qu'il a toujours fait, et qui obtenait autrefois certains résultats matériels. Quoique en rester à ces résultats serait oublier qu'ils étaient bien maigres au regard de ceux qu'obtenait la bourgeoisie, et, surtout, oublier que le rôle principal de la gauche dans l'histoire est d'avoir toujours berné le mouvement ouvrier au prétexte de telles miettes, flattant ses illusions réformistes pour mieux le réprimer et massacrer sans vergogne quand il devenait réellement menaçant en actes pour le capital. Et cela, c'est tout ce que peut faire, et fait la gauche d'aujourd'hui, puisqu'on a vu pourquoi non seulement une amélioration du sort des prolétaires n'est plus pos-

¹²² Ces circonstances renvoient à l'affirmation de Marx : « *Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir [...]* ». Cette formulation d'un déterminisme économique abrupt est corrigée par ce complément plus ouvert : « *[...] jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société* ». « Écloses » est nettement moins strictement déterministe que « entièrement développées » ! (*Préface à La Contribution à la critique de l'économie politique*, Éditions Sociales, p.5).

sible, mais que, au contraire, il ne pouvait qu'être dégradé dans le cadre du capitalisme, qu'il soit « libéral » ou d'État, mondialisé ou protectionniste.

Et cela, de plus en plus de prolétaires sont amenés à s'en rendre compte avec le développement des licenciements, pour beaucoup, de l'extraction de la plus-value sous sa forme absolue pour ceux qui ont encore un travail, et des « efforts » que le capital exige d'eux pour tenter de maintenir son existence (sa valorisation). Beaucoup sont obligés de constater que la lutte pour sauver leur emploi, ne les mène à rien, mais plutôt à moins que rien et à pire. L'idée se développe d'une lutte, plus générale que la résistance entreprise par entreprise, autour de l'objectif d'un partage des richesses et des revenus. Ce que propose aussi, plus ou moins, le socialisme vulgaire, mais sans pouvoir le réaliser, sinon très marginalement. Ce qui est l'occasion de faire mûrir la compréhension que cette lutte pour ce partage ne peut aboutir que si la propriété des moyens de produire les richesses est aussi partagée. Et ainsi apparaîtra que derrière toutes ces exigences d'égalité dans la possession des richesses se dessine finalement celle de l'abolition conjointe de tous les rapports d'appropriation qui sont « le capital », donc aussi celle des classes et de l'État.

Déjà l'État bourgeois, actuel, devient nécessairement la première cible du fait qu'il est obligé, dans les circonstances du capitalisme sénile, pour assurer la reproduction de la société, donc du capital, ce qui est sa fonction, d'être de plus en plus totalitaire, brutal, violent et prédateur. Sauf à renoncer à améliorer leur sort par eux-mêmes en le confiant à un État « guide et sauveur suprême », les prolétaires se forgeront nécessairement cet État comme leur commun ennemi, et se construiront par là eux-mêmes comme puissance indépendante : comme prolétariat.

Ce qui caractérise l'époque du point de vue des luttes prolétaires, ce n'est pas qu'ils ne partiraient pas de leurs be-

soins immédiats, qu'ils ne chercheraient plus à améliorer, ou même seulement maintenir leur vie quotidienne, et manifesteraient un besoin immédiat de communisme, lutteraient tout de go, en niant leurs besoins de prolétaires (en se niant comme prolétaires) pour le communisme (ou du moins un communisme dont certains idéologues futuristes lui fourniraient le programme tout prêt). C'est que leurs besoins immédiats de prolétaires se heurtent à cette réalité de l'époque qui est que le capital ne peut plus les satisfaire que de moins en moins, qu'il ne peut plus faire vivre les prolétaires parce qu'il ne peut plus vivre, s'enrichir d'eux¹²³, qu'il ne peut que leur diminuer et ôter davantage les moyens de vivre. De ce fait l'époque nécessitera plus que jamais de mettre au cœur des luttes prolétaires immédiates l'obtention des conditions matérielles d'une vie digne, salaires, santé, logement, etc., que nous regrouperons ici sous le terme général de « niveau de vie ». Ces luttes auront de plus en plus littéralement un caractère vital.

Il semblerait alors que, au moins sur ce terrain des luttes immédiates, il n'y ait pas de différence entre le choix communiste et celui du vieux mouvement ouvrier dont c'est le programme traditionnel. Or, c'est tout le contraire. Non seulement ces différences ont toujours existé, tant dans le contenu que dans la forme qui en découle, mais elles sont aujourd'hui plus aiguës encore du fait des circonstances nouvelles évoquées précédemment. Il suffit de résumer brièvement ce qui différencie la lutte communiste pour s'en apercevoir.

La lutte communiste n'attend rien de l'État actuel, d'un simple changement de gouvernement. Bien au contraire, elle vomit l'immense appareil politico-administratif qui vampirise les prolétaires. Elle ne se fixe pas les limites de la valorisation et de

¹²³ Ceci n'est évidemment pas encore un fait accompli, mais le processus qui est en cours, le processus de l'époque actuelle.

la reproduction du capital¹²⁴, quand bien même serait-il du soi-disant « bon » capital industriel. Elle ne tient compte que du rapport des forces dans ses exigences de niveau de vie, indépendamment des exigences contraires de la valorisation du capital. Elle ne les lie pas à sa croissance, ce qui est d'autant plus juste aujourd'hui que les prolétaires, on l'a vu, n'ont rien à espérer de ce côté que de la sueur, des larmes et du sang, pour paraphraser Churchill. Ce ne sont pas les travailleurs qui détruisent l'emploi par le refus d'accepter la « réalité », le monde tel qu'il est, comme le leur reproche furieusement la bourgeoisie. Ce ne sont pas « les Chinois » et autres prolétaires « low cost » non plus. C'est le capital sénile qui détruit l'emploi et dégrade le monde comme jamais. C'est lui, et lui seul, qui doit, pour pouvoir poursuivre son existence de valeur se valorisant, exiger « la rigueur » pour « ceux d'en bas », afin de leur faire payer ses dettes, par lesquelles il se valorisait fictivement, et veut continuer à le faire, sur le dos des masses populaires chargées de rembourser¹²⁵ (façon indirecte de leur faire produire la plus-value). C'est lui qui arrête de faire produire des richesses pour la seule raison que les moyens de production moderne ne lui permettent plus d'obtenir un taux de profit suffisant d'ouvriers devenus trop peu nombreux par rapport à la machinerie et à la masse des parasites financiers, commerciaux, bureaucratiques, politiques et médiatiques qu'il a engendré et qu'il lui faut nourrir aussi.

¹²⁴ Comme le font les socialistes vulgaires quand ils se bornent à critiquer les seuls licenciements « boursiers » (licenciements alors même qu'il y a des profits).

¹²⁵ Le rôle de l'État apparaît ici dans toute sa « splendeur », car jamais le peuple n'accepterait de prendre directement à sa charge ce remboursement. Mais si c'est par l'intermédiaire de l'État qu'il le fait, alors ça passe pour être de l'intérêt général ! Mais quand, en Espagne par exemple, l'État verse plus d'argent au capital financier, pour payer les seuls intérêts de sa dette (35 milliards d'euros en 2012), qu'il n'en donne pour les allocations chômage, alors même qu'il y a presque 30 % de la population sans emploi, on voit bien que les prolétaires doivent ne se soucier aucunement des « nécessités » de la valorisation du capital !

Bref, on voit qu'un des points qui distingue radicalement la position communiste de celle de la gauche, toute la gauche, est qu'elle ne se fonde pas sur l'illusion d'une croissance du capital (de sa valorisation et accumulation), qui permettrait soi-disant, de surcroît, d'améliorer non seulement l'emploi mais aussi la condition des prolétaires. Elle la dénonce au contraire, et propose, tout à l'inverse, et en en montrant l'impérieuse nécessité ainsi que la possibilité, de diminuer la quantité de travail prolétaire encore bien plus que le capitalisme l'a déjà fait et continue à le faire, mais, évidemment, de tout autre façon et pour de tout autres résultats : élévation du niveau de vie par une répartition équitable des richesses, appropriation des conditions de la production garantissant cette répartition, et donc, au terme de ce procès révolutionnaire, abolition de la condition de prolétaire. La lutte immédiate pour un niveau de vie décent, le plus élevé que permettra le rapport de force, indépendamment de la valorisation et de la croissance du capital comme de la quantité de travail qu'il peut employer, est la seule que puisse mener les prolétaires s'ils ne veulent pas être broyés par lui. Parfois des idéologues de gauche ont avancé l'idée d'un « revenu d'existence » indépendant de la quantité de travail¹²⁶. Mais ils le faisaient en s'acharnant à essayer de démontrer que ce revenu pouvait être à la fois décent et compatible avec le capitalisme. Au mieux cela a donné, en

¹²⁶ Il est arrivé, notamment dans les années 60-70, que quelques intellectuels de gauche (tels A. Gorz, A. Lipietz, D. Meda, J. Rifkin, G. Aznar, etc.), constatant l'évidence de la diminution inéluctable de la quantité de travail prolétaire, proposaient qu'elle soit partagée entre prolétaires. Chacun travaillant moins, et gagnant donc moins pour ne pas nuire à la valorisation du capital, ils se livraient à de fumeux calculs censés prouver que l'État pouvait compenser cette perte de revenu en leur versant un « revenu d'existence » indépendant de l'emploi ! J'ai démoli en leur temps ces élucubrations, qui relèvent d'une tentative classique de socialistes vulgaires à la recherche d'un « bon capitalisme », dans *Ni fin du travail, ni travail sans fins*, Paris, 1998.

France, le minable R.M.I. (ou le Sozialhilfe en Allemagne). Tout au contraire la position des communistes est de montrer que la lutte pour un revenu permettant d'exister ne peut qu'entrer en opposition frontale avec les exigences de la valorisation du capital, se heurter à l'opposition de l'État qui, par essence comme par construction et par intérêt, doit et ne peut que se consacrer à reproduire la société capitaliste, et lui-même avec. Et il s'y oppose, quelle que soit la couleur du gouvernement, en s'en donnant et utilisant tous les moyens, jusqu'aux pires, aux plus inhumains. Cela amène donc la lutte des prolétaires, bien malgré eux¹²⁷, à devoir s'adapter à cette répression, à n'en pas respecter les lois, à revêtir des formes incluant l'illégalité (et la clandestinité). C'est inéluctable puisqu'il s'agit de construire la puissance des prolétaires, et une organisation indépendante qui la fasse valoir, au lieu de s'en séparer et de la dissoudre en la confiant à l'État.

C'est bien d'ailleurs parce que la lutte immédiate des prolétaires aujourd'hui ne peut, sauf à échouer, que s'affronter à l'État qu'ils se forgent ainsi un ennemi commun. S'ils se donnent à la gauche étatiste, ils démissionnent et échouent (et bien sûr pire encore s'ils se donnent à la droite néofasciste). S'ils restent bornés à la défense de leur emploi entreprise par entreprise, corporation par corporation, ils échouent aussi, inéluctablement. S'ils s'unissent pour construire leur propre puissance, alors ils trouvent l'État contre eux voulant les écraser, mais aussi se construisent comme classe indépendante, comme prolétariat.

C'est à cette construction que les communistes veulent contri-

¹²⁷ La militarisation de la lutte est une source de ruine du patrimoine existant, susceptible d'amoindrir le potentiel de temps libre et de compliquer la transition au communisme. C'est aussi une source de graves dangers pour les prolétaires, physiques bien sûr, mais aussi, voire surtout, « éthiques », en comprenant par là une activité susceptible de la dévoyer en altérant les valeurs humaines portées par leur activité révolutionnaire.

buer. D'abord en faisant valoir « la vraie parole de la lutte » des prolétaires combattant pour vivre, du moins d'abord pour vivre. C'est-à-dire en s'appliquant à déceler et à montrer ce que cette lutte implique si on comprend la racine des méfaits qu'elle combat d'abord seulement dans leurs conséquences. Ils montrent en particulier que lutter pour un réel partage des richesses, c'est lutter pour s'approprier les moyens de les produire. C'est d'ailleurs ce que Marx et Engels affirmaient avec vigueur dans *Le Manifeste du parti communiste*: « Dans tous ces mouvements, ils (les communistes, n.d.a.) mettent en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement. » Question qui se résout, comme on l'a rappelé, au long d'un procès révolutionnaire qui commence par la désintégration de l'État bourgeois et de la forme juridico-financière de la propriété et se termine par l'abolition de la condition de prolétaire et le développement du travail riche, libre et gratuit pour tous. Ce commencement nécessite en particulier que les communistes combattent toutes les illusions (les fétichismes) concernant l'État.

De plus en plus nombreux sont ceux qui s'abstiennent aux élections. Dégoûtés, ils refusent de choisir quelle caste politicienne va les plumer. Ils ne veulent pas voter au pas, gauche-droite, gauche-droite... comme on marche au pas à l'armée. Ils savent que cette alternance n'est que celle de leur subordination, pas une alternative. Mais reste sur cette base à faire mûrir l'essentiel : ce n'est pas en changeant, serait-ce en totalité, le personnel politique et dirigeant de cet État – ce que les fascistes ont aussi toujours proposé – que les prolétaires sortiront de la situation aggravée qui leur est faite aujourd'hui. Bien au contraire, ce type de « solution » – qui est fondée sur l'idée étatiste selon laquelle, si l'État n'assure pas la croissance et le bien-être du peuple, c'est que sa puissance n'est pas bien utilisée –

ne fait qu'accomplir jusqu'à l'extrême la tendance existante. Laquelle, et cela a une grande importance quant aux formes de lutte et d'organisation, découle de l'analyse de la situation actuelle du capital, oblige l'État à accentuer fortement sa tendance au totalitarisme, se faire de plus en plus autoritaire et despotique.

Déjà les Parlements, quand il en existe, ne sont plus que des chambres d'enregistrement des décisions de l'exécutif (et les parlementaires de simples prébendiers). Déjà celui-ci s'est rendu de plus en plus indépendant des élections (quand il y en a), pourtant largement contrôlées par la bourgeoisie¹²⁸, en démultipliant le nombre, le pouvoir et les domaines d'intervention d'instances non élues (que ce soit au niveau national ou supranational, par exemple l'Europe). Déjà la surveillance, le contrôle, l'espionnage des populations en général, et des militants en particulier, se développent à grande vitesse, et à l'aide de toutes sortes de moyens technologiques sophistiqués. Ainsi que les guerres impérialistes – misérables camouflages – « pour la démocratie ».

C'est pourquoi la seule chose qui puisse intéresser les prolétaires dans le domaine de la démocratie bourgeoise, c'est de défendre, et si possible élargir, ce qui leur est concédé de liberté de parole, d'organisation et d'action, et que cela soit concédé à tous, quelle que soit la nationalité notamment. C'est-à-dire, d'une façon générale, de droits qui facilitent, aussi peu soit-il, la prise en main par eux-mêmes de la construction de leur vie, d'augmenter leur puissance collective et individuelle. Par exemple cela veut

¹²⁸ Et quand ce contrôle lui échappe, malgré son quasi-monopole médiatique, la bourgeoisie les annule, comme elle l'a fait a posteriori pour le Traité constitutionnel européen de 2005 que des référendums avaient rejeté en France et en Hollande, ou a priori en interdisant le référendum grec sur l'austérité en 2011, ou encore en France où les socialistes et leurs comparses se sont démenés pour éviter un référendum qu'ils savaient perdu sur la « règle d'or » budgétaire.

dire qu'ils peuvent avoir intérêt à lutter avec certaines fractions démocratiques d'autres couches de la population contre l'avancée, bien réelle, d'idéologies et forces néofascistes. Évidemment de telles alliances conjoncturelles exigent, en toute logique antifasciste, de rester intransigeantes à l'encontre des idéologies étatistes et nationalistes qui nourrissent ce néofascisme, quand bien même se diraient-elles de gauche !

Aujourd'hui, la première activité libre – libre parce que construction de leur puissance propre, parce que première activité par laquelle ils transforment les circonstances en se transformant eux-mêmes de prolétaires, agents du capital en tant que tels, en prolétariat, classe, puissance offensive fossoyeur du capital – est de s'organiser en un parti communiste nouveau (en rupture avec ceux du vieux mouvement ouvrier). C'est une urgente nécessité. Mais il ne peut s'agir d'un décret de quelques individus. Il faut que les luttes immédiates des prolétaires soient suffisamment développées et avancées pour que les plus impliqués d'entre eux en éprouvent le besoin. Et il faut alors que ce besoin, qui est à la fois besoin d'une analyse scientifique¹²⁹ de la situation concrète du capital (de sa crise) et des nécessités pratiques qui en découlent pour les luttes prolétaires, tant dans ses objectifs que dans ses formes, se cristallise en la création d'un tel parti « d'avant-garde ».

Cette formule ayant été souvent caricaturée, il faut en rappeler brièvement le contenu que lui donnent les communistes¹³⁰. Les rapports sociaux d'une époque donnée déterminent ce

¹²⁹ Comme l'observait K. Marx: « *il ne suffit pas que la pensée pousse à réaliser, il faut que la réalité pousse elle-même à penser* » (*Critique du droit politique hegelien*, E.S., p.206). La situation actuelle fait que les besoins théoriques deviennent de pressants besoins pratiques.

¹³⁰ Pour un exposé plus détaillé, voir T. Thomas, *Conscience et Lutte de classe*, Contradictions (Bruxelles), 2006, et *Les Communistes et le travail théorique aujourd'hui*, Contradictions (Bruxelles), 2008.

qu'y sont les individus, leurs idées, besoins et comportements généraux. C'est ainsi, pour reprendre cet exemple, que, dans le rapport capitaliste, les prolétaires nourrissent le capital. Mais aussi ils en dépendent pour se nourrir. Ce qui fait, comme nous l'avons rappelé, que tant qu'ils peuvent se nourrir dans ce rapport ils luttent surtout pour l'améliorer en leur faveur. Ce qui passe, le plus souvent, par un soutien à « son » capital, « sa » nation. Mais les rapports sociaux évoluent avec le développement des forces productives. Ainsi les développements de la productivité ont abouti à une situation où le capital ne peut nourrir les prolétaires que de moins en moins, voire pas du tout. Si on comprend les causes de cette situation, alors on comprend aussi qu'il est vain, pour les prolétaires, d'espérer quoi que ce soit d'un soutien à la croissance de « leur » capital. On peut alors agir sur la réalité pour la transformer en se fondant sur des bases réelles, sur le mouvement historique réel des circonstances. En l'occurrence il s'agit de ce mouvement irrépessible de dissolution du capital qui a été exposé dans cet ouvrage et du magnifique potentiel de temps libre qu'il contient, base pour créer de nouveaux rapports sociaux, de nouveaux individus.

C'est cette compréhension de la situation du mouvement historique du capital, des possibilités (incluant donc leurs limites) qu'il contient, qui est une des deux qualités essentielles qui caractérisent un parti communiste comme une « avant-garde », l'autre étant celle de l'activité pratique de ses membres dans la lutte révolutionnaire, s'y consacrant. Si, sur le plan de la théorie, les communistes ont, comme le disait fort bien *Le Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, « l'avantage sur le reste du prolétariat d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien », c'est que leurs « conceptions théoriques [...] ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante,

d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux». Elles ne sont, pour reprendre cette expression, que « la vraie parole » de cette lutte.

C'est cela le rôle « d'avant-garde » du parti communiste, si souvent décrié parce que confondu avec celui d'une sorte de « Guide Suprême », de Père des Peuples vénéré et infailible, à qui il faudrait obéir parce qu'il « sait ». Le parti communiste n'est « avant-garde » que dans la mesure où il est révélateur et catalyseur du mouvement historique réel. Non pas parce qu'il veut imposer ce que selon lui devrait être ce mouvement, mais parce qu'il est l'initiateur qui démêle, dans le mouvement réel tel qu'il est, et notamment dans le bouillonnement toujours confus des périodes révolutionnaires, le fil conducteur de ce mouvement, lui démontre ses nécessités et ses possibilités réelles, stimule ses initiatives et libère son potentiel. À l'encontre de toutes les idéologies utopiques et réactionnaires qui le traversent et l'entraînent hors de sa vérité, de ses tâches historiques telles que les détermine l'analyse des circonstances. Ce n'est rien que cela, mais ce n'est pas rien.

Paris, septembre 2012

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
1. RETOUR SUR LES CAUSES DE LA CRISE	11
2. SPÉCIFICITÉ HISTORIQUE DE LA CRISE CONTEMPORAINE	29
2.1. De quelques faux remèdes	29
2.2. Spécificité de la crise contemporaine	35
3. NÉCESSITÉ DU COMMUNISME	49
4. POSSIBILITÉ DU COMMUNISME	61
4.1. Qu'est-ce que la propriété ? De la petite propriété personnelle à la propriété capitaliste	61
4.2. Conditions existantes de l'abolition de la propriété capitaliste	69
5. RÉALISATION DU COMMUNISME	83
5.1. Nécessité d'une transition	83
5.2. Début de la transition : l'État bourgeois comme cible	85
5.3. Transformation réciproque des hommes et des circonstances	90
5.4. D'abord sont les circonstances	105
6. À PROPOS DES CIRCONSTANCES ACTUELLES (suite)	109
6.1. Un changement d'époque	109
6.2. Le choix du « socialisme vulgaire »	114
6.3. Le choix du communisme	120